

مكتبة

ies ch mbre

M. Schröder promet aux Polonais un processus accéléré d'adhésion à l'UE

fic icain

anciements de quinqu

la présidence des VII

la présidence des VII

TÉLÉVISION-RADIO MULTIMÉDIA

■ Les médiateurs de France Télévision

■ 1914-1918 : témoignages radio

La Nouvelle-Calédonie aux urnes dans un climat de tension sociale

LES HABITANTS de la Nouvelle-Calédonie inscrits sur les listes électorales à la date du 6 novembre 1988, lors du référendum de ratification des accords de Matignon, et ceux de leurs enfants qui ont atteint entre-temps l'âge de dix-huit ans, sont appelés à répondre, dimanche 8 novembre, à la question : « Approuvez-vous l'accord sur la Nouvelle-Calédonie signé à Nouméa le 5 mai 1998 ? » Cet accord, conclu par le gouvernement, les indépendantistes et les anti-indépendantistes, prévoit une nouvelle période de transition de quinze à vingt ans et un très large transfert de compétences, avant une consultation sur l'indépendance. Le vote se préparait, sur le Caillou, dans un climat de forte tension sociale, provoquée par la crise du nickel.

Lire page 5

Privatisation de France Télécom

Le ministère des finances devait annoncer, samedi, la mise en Bourse d'une nouvelle tranche du capital de France Télécom.

Les Etats-Unis au « Grand Jury »

Après l'échec politique des républicains aux élections législatives, Newt Gingrich a annoncé sa démission de la présidence de la Chambre des représentants. Félix Rohayon, ambassadeur des Etats-Unis en France, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 8 novembre, à 18 h 30. p. 4

Wye River suspendu

Le gouvernement israélien a pris prétexte de l'attentat de vendredi à Jérusalem pour suspendre toute décision sur l'accord de Wye River. M. Arafat demande l'aide de Washington. p. 3

Route du rhum

La 6^e édition de cette course transatlantique en solitaire, qui partira dimanche de Saint-Malo pour Pointe-à-Pitre, sera retransmise en direct du trimaran à moteur d'Olivier de Kersauson. p. 18

Le marché de l'art

Dans nos pages Placements, les professionnels constatent un regain d'intérêt pour les œuvres d'art qui, paradoxalement, ont profité de la crise boursière. p. 15 à 17

L'audace Ford

Avec la Focus, à la ligne déconcertante, le constructeur attire l'attention, quitte à déplaire. p. 20

Alternance, 3 DM : Antilles-Guyane, 9 F : Autriche, 26 ATS : Belgique, 45 FB : Canada, 2,25 \$ CAN : Côte d'Ivoire, 200 F CFA : Danemark, 16 DKK : Espagne, 225 PTA : Grande-Bretagne, 1 £ : Grèce, 480 DR : Irlande, 1,46 E : Italie, 2000 L : Luxembourg, 46 F : Malaisie, 10 RM : Norvège, 14 RON : Pays-Bas, 2 FL : Portugal, 200 PTE : Réunion, 9 F : Singapour, 200 F S : Suède, 10 KSE : Suisse, 2,10 FS : Tunisie, 12 Din : USA (NY), 2 \$: USA (autres), 2,50 \$.

M 0146-1108-7,50 F

Honduras et Nicaragua appellent à l'aide

● Mitch est l'ouragan le plus dévastateur qu'ait connu l'Amérique centrale ● Principales victimes, ces deux pays pauvres ont vu leur économie reculer de vingt à trente ans en trois jours ● Très insuffisante, l'aide internationale ne dépasse pas une centaine de millions de dollars

UNE SEMAINE après le passage du cyclone Mitch, le plus dévastateur qu'ait connu l'Amérique centrale, l'aide internationale commence à prendre forme. Elle devra être massive, a estimé, vendredi 6 novembre à Managua, capitale du Nicaragua, un haut fonctionnaire du PAM, le Programme alimentaire mondial de l'ONU. Le Nicaragua et le Honduras ont reculé de « vingt ans en trois jours », a-t-il expliqué. Alors que l'aide occidentale, à ce jour, n'a atteint qu'une centaine de millions de dollars, ces deux pays auront besoin de 3,2 milliards de dollars pour réparer les dégâts. En moins d'une semaine, Mitch a réduit à néant les investissements réalisés dans le secteur social par le PAM au cours des trente dernières années. Les deux pays voudraient obtenir l'annulation ou la suspension du paiement de leurs dettes, qui se montent à 4 milliards de dollars pour le Honduras et 6,5 milliards de dollars pour le Nicaragua. Le président nicaraguayen, Arnoldo



Aleman, a annoncé qu'il demanderait au moins le « gel » du remboursement des 250 à 300 millions de dollars du service annuel de la dette de son pays.

Le bilan des victimes ne cesse de s'alourdir. Au Honduras et au Nicaragua, l'ouragan aurait causé la mort de quelque 12 000 personnes ; le nombre des disparus est évalué à 13 000 ; les personnes sinistrées se compteraient par millions. Notre envoyé spécial au Honduras décrit la dévastation d'une partie de la capitale, Tegucigalpa, toujours sans eau potable. Economistes et spécialistes de l'environnement soulignent que Mitch est la dernière d'une série de catastrophes « naturelles » dont l'enseignement semble de plus en plus clair : le réchauffement de la planète touche prioritairement sa ceinture sub-tropicale et introduit un facteur d'inégalité supplémentaire entre le Nord et le Sud.

Lire page 2 et notre éditorial page 13

Les Japonais vont pouvoir consommer aux frais de la princesse

TOKYO de notre correspondant

Le Japon invente une nouvelle catégorie d'assistés : les consommateurs. Le gouvernement Obuchi compte inscrire parmi les mesures du nouveau plan de relance de l'économie, qui sera annoncé dans la semaine du 9 novembre, l'introduction de coupons d'achat destinés à être distribués à la population par les collectivités locales afin de l'inciter à consommer. Si les modalités n'ont pas encore été arrêtées - montant (sans doute 30 000 yens, 1 400 francs), bénéficiaires (tous les citoyens ou seulement les plus démunis ?), type de marchandise -, le principe de cette aide de l'Etat aux consommateurs boudant le marché paraît acquis. Il résulte de tractations entre le parti gouvernemental, libéral-démocrate (PLD), et le parti Komel (bras séculier de la puissante secte bouddhiste Soka Gakkai), à l'origine de cette initiative.

« Il ne manquait plus que cela ! », a écrit le quotidien *Asahi* lorsque l'idée s'est précisée. « Croire relancer ainsi la consommation, c'est se moquer de l'opinion ! », tempérait le *Nihon Keizai*, quotidien des milieux d'affaires.

L'« allocation » à la consommation, dont personne n'ignore qu'elle est le fruit d'un marchandage politique entre le PLD, en quête d'alliés au Sénat où il a perdu la majorité, et le Komel, qui a l'ambition de devenir un parti-chambre, ne fait pas l'unanimité. Il est sans précédent qu'un pays avancé, en l'occurrence la deuxième économie du monde, ait recours à une telle mesure. La France pratique, certes, l'allocation de rentrée scolaire, mais c'est avec un objectif spécifique et en fonction des ressources des bénéficiaires.

Le recul de la consommation est le grand casse-tête du gouvernement. Les mesures prises jusqu'à présent pour ramener le consommateur vers le marché se sont révélées faire l'effet de coups d'épée dans l'eau : les allègements fiscaux successifs n'ont contribué qu'à grossir l'épargne et à accroître le déficit des finances publiques.

Alors que le revenu disponible a augmenté (de 3,1 % en août), la propension à consommer se délite. Un faisceau de facteurs explique cette désertion du marché : la hausse de la TVA, au printemps 1997, a déclenché un phénomène de repli du consom-

mateur, que l'aggravation de la récession a accentué. Au pays des cadeaux, le système des bons d'achat est très répandu. Les grands magasins, les supermarchés ou les librairies le pratiquent abondamment. Les coupons d'achat de l'Etat, « aux frais de la princesse », auront-ils le même succès ? Selon les économistes favorables au projet, si le montant de chaque bon d'achat est de 30 000 yens, et s'il est utilisé, l'opération devrait se traduire, au total, par une injection de 4 000 milliards de yens dans l'économie et avoir un effet stimulant d'un point sur la croissance.

A la suite du choc pétrolier de 1973, qui avait cassé net la haute croissance que connaissait le Japon à l'époque et provoqué un vent de panique chez les consommateurs, le gouvernement avait dû réglementer le prix du papier-toilette, dont les Japonais, qui pensaient avec effroi qu'il allait manquer, dévalisaient les magasins. Cette fois, la récession ne suscite pas les mêmes angoisses de pénurie. Au contraire, les stocks s'accumulent...

Philippe Pons

Mutins de 1917 : Jacques Chirac rappelle à l'ordre Lionel Jospin

LA DÉCLARATION de Lionel Jospin, « réintégrant » dans « notre mémoire collective » les soldats qui, en 1917, sur le Chemin des Dames, s'étaient mutinés après l'offensive désastreuse du général Nivelle, a été qualifiée d'« inopportune », vendredi 6 novembre, par l'Elysée. Ces propos avaient déjà été critiqués par Philippe Séguin, qui avait invité M. Jospin à plutôt « se consacrer à ses activités ». L'initiative du premier ministre n'avait donné lieu à aucune concertation avec l'Elysée, ni même à une information, ce dont la présidence s'est étonnée auprès de l'Hôtel Matignon. Pour M. Chirac et ses partisans, M. Jospin s'est immiscé dans un domaine, la « mémoire collective », qui relève du primat présidentiel.

Lire page 26 et notre série sur la Grande Guerre page 9

Le procès Houellebecq

ÉVÉNEMENT de la rentrée littéraire, *Les Particules élémentaires*, deuxième roman de Michel Houellebecq, ne figure plus dans la sélection des jurés du Goncourt. Désormais en lice pour le seul prix Novembre, il n'en compte pas moins de caractères en tête des listes des meilleures ventes. Au-delà de sa dimension commerciale, ce succès se nourrit d'une polémique qui ne se réduit pas à un « coup » éditorial. Le livre et son auteur dérangeant et suscitent des réactions passionnelles. La littérature y a sa part, mais aussi la politique et l'idéologie, face aux provocations plus ou moins calculées de Houellebecq lui-même. Enquête sur un phénomène de société.

Lire page 10

L'honneur de la République et l'affaire Roland Dumas

par Alain Peyrefitte

LES responsables politiques ont gardé jusqu'à cette semaine un lourd silence, de plus en plus péniblement ressenti par l'opinion, sur l'affaire Roland Dumas. Le Monde le leur reproche. Fallait-il, faut-il, le briser ?

La plupart des politiques n'avaient pas cru devoir, jusqu'à présent, se départir de leur méfiance instinctive à l'égard de toute mise en cause personnelle. Ils ont gardé trop mauvais souvenir des odieuses insinuations lancées contre Georges et Claude Pompidou à l'occasion de l'affaire Marcovic, ou de la campagne à laquelle Pierre Bérégovoy n'a pas survécu. Peut-être, de surcroît, sont-ils rebelles à la double montée en puissance d'un « pouvoir médiatique » aujourd'hui conjugués. Ils n'avaient pas pensé que leur propre rôle était aussi de doubler l'instruction en cours, ou de lui servir de porte-voix.

Mais voici que les confessions publiques de M^{me} Deviers-Joncour changent du tout au tout le caractère de l'affaire.

Le président de la République, dans son entretien télévisé du 14 juillet, avait pris une position claire. Sa règle de conduite, sur ce dossier, pouvait être adoptée par le gouvernement, par toute autorité publique - et par tout citoyen. Si l'on y voit une affaire de justice, c'est à la justice de se prononcer, et elle s'en occupe. S'il s'agit d'une affaire de conscience, c'est à M. Dumas de la trancher. Reste une troisième considération, celle du bon fonctionnement du Conseil constitutionnel. « Pour le moment, ce bon fonctionnement n'est pas en cause », avait conclu le président.

Or, sur chacun de ces trois points, les révélations de M^{me} Deviers-Joncour bouleversent les données.

Lire la suite page 12

Alain Peyrefitte, ancien ministre, est sénateur (RPR) de la Seine-et-Marne

Retrouvailles avec le théâtre



LE FESTIVAL d'automne présente, à Ivry-sur-Seine, un atelier que Patrice Chéreau a dirigé avec les élèves de troisième année du Conservatoire d'art dramatique. Dans un entretien au Monde, le metteur en scène s'explique sur ses retrouvailles avec le théâtre, tandis que les élèves témoignent de cette expérience, où ils ont été « d'emblée dans l'énergie de la représentation », en suivant « la passion d'un génie ».

Lire pages 22 et 23

International	2	Placements	35
France	5	Aujourd'hui	18
Société	7	Abonnements	20
Carnet	8	Météorologie, Jean	21
Régions	9	Culture	22
Horizons	10	Guide culturel	24
Entreprises	14	Radio-Télévision	25

tagent aujourd'hui 14 % de la consommation privée totale, ce qui relance le débat sur les liens entre l'environnement, la politique et l'économie. (Lire notre éditorial page 13.)

Une semaine après le passage du cyclone Mitch en Amérique centrale, des dizaines de milliers de sans-abri se trouvent dans une situation dramatique, Tegucigalpa n'a pas d'eau potable, et l'aide internationale s'avère insuffisante

Bertrand de la Grange

Jean-Paul Besset
et **Henri Kumpf**

*****M4*****

مکالمہ ۱۱

son histoire
de sans-abri
s'avère insuffisante

« par une vague... »

planétaire

John Paul Ross
et al. Herby Ross

Jean-Claude Pomonti

Georges Marion

Le signe de l'excellence
Liste des points de vente : Tél. 03 81 48 14 11

http://www.omega.ch

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 8 - LUNDI 9 NOVEMBRE 1998

ielle des sanctions à l'Inde et au Pakistan

On a vu vendredi 6 novembre, la levée partielle des sanctions de mai dernier apparait comme un succès pour le Pakistan de la banque mondiale. Ce succès est dû aux aides financières internationales. Les Etats-Unis ont très peu affecté l'Inde et le Pakistan, déjà en situation de crise avant leur imposition.

La levée partielle a été faite après une nouvelle visite américaine à Washington et avant le voyage dans la capitale américaine du premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif. Le Fonds monétaire international (FMI) est en route pour le Pakistan, qui est déjà de facto en défaut de paiement.

va réduire d'un quart les en Irak

On a vu vendredi 6 novembre, la levée partielle des sanctions de mai dernier apparait comme un succès pour le Pakistan de la banque mondiale. Ce succès est dû aux aides financières internationales. Les Etats-Unis ont très peu affecté l'Inde et le Pakistan, déjà en situation de crise avant leur imposition.

La levée partielle a été faite après une nouvelle visite américaine à Washington et avant le voyage dans la capitale américaine du premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif. Le Fonds monétaire international (FMI) est en route pour le Pakistan, qui est déjà de facto en défaut de paiement.

firme le prélèvement rable au Liban sud

On a vu vendredi 6 novembre, la levée partielle des sanctions de mai dernier apparait comme un succès pour le Pakistan de la banque mondiale. Ce succès est dû aux aides financières internationales. Les Etats-Unis ont très peu affecté l'Inde et le Pakistan, déjà en situation de crise avant leur imposition.

La levée partielle a été faite après une nouvelle visite américaine à Washington et avant le voyage dans la capitale américaine du premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif. Le Fonds monétaire international (FMI) est en route pour le Pakistan, qui est déjà de facto en défaut de paiement.

ivoi des discussions n Colombie

On a vu vendredi 6 novembre, la levée partielle des sanctions de mai dernier apparait comme un succès pour le Pakistan de la banque mondiale. Ce succès est dû aux aides financières internationales. Les Etats-Unis ont très peu affecté l'Inde et le Pakistan, déjà en situation de crise avant leur imposition.

La levée partielle a été faite après une nouvelle visite américaine à Washington et avant le voyage dans la capitale américaine du premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif. Le Fonds monétaire international (FMI) est en route pour le Pakistan, qui est déjà de facto en défaut de paiement.

le remboursement du Trésor russes

On a vu vendredi 6 novembre, la levée partielle des sanctions de mai dernier apparait comme un succès pour le Pakistan de la banque mondiale. Ce succès est dû aux aides financières internationales. Les Etats-Unis ont très peu affecté l'Inde et le Pakistan, déjà en situation de crise avant leur imposition.

La levée partielle a été faite après une nouvelle visite américaine à Washington et avant le voyage dans la capitale américaine du premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif. Le Fonds monétaire international (FMI) est en route pour le Pakistan, qui est déjà de facto en défaut de paiement.

OUTRE-MER Plus de cent mille électeurs de Nouvelle-Calédonie sont appelés, dimanche 8 novembre, à participer au référendum organisé pour approuver l'accord

Le référendum en Nouvelle-Calédonie ne lèvera pas les incertitudes sur l'avenir

La consultation organisée, dimanche 8 novembre, sur le Caillou, est destinée à approuver les accords de Nouméa sur le statut du Territoire. Si le « oui » paraît assuré de l'emporter, les tensions sociales et la chute des cours du nickel ont pesé sur la campagne électorale

NOUMÉA
de notre envoyé spécial
Les Calédoniens seront appelés, un jour, à voter. Mais, pour l'heure, ils ont la tête ailleurs. C'est le premier paradoxe d'une campagne, assez peu passionnée, qui s'est achevée, vendredi 6 novembre, par la première et dernière réunion publique organisée à Nouméa par l'état-major du FLNKS. Le lundi précédent, quelque quinze cents candidats au bac planchaient, en revanche, sur cette question essentielle : « Est-il vrai que les hommes n'ont que le gouvernement qu'ils méritent ? » L'année scolaire se termine ici peu avant Noël.

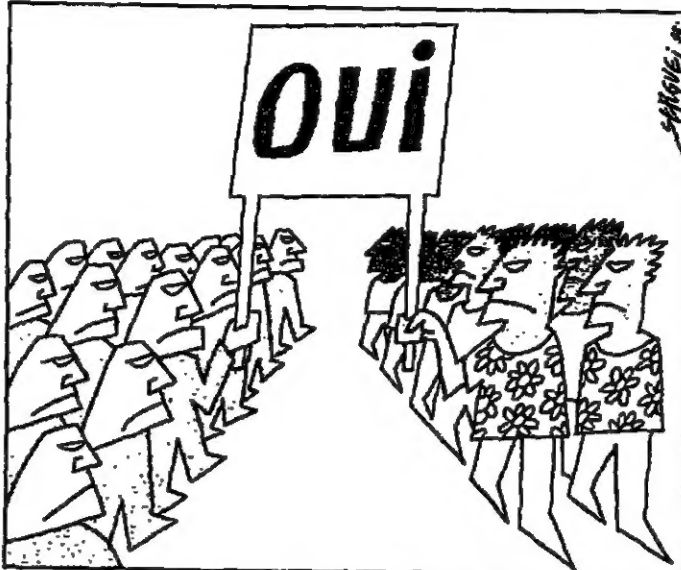
Les jours suivants, d'autres épreuves ont dû être reportées en raison de l'agitation sociale qui a régné sur le Caillou pendant une dizaine de jours. Prés de l'aéroport international de la Tontoutou, au sud-est de la Grande Terre, en menaçant, à tout moment, de descendre sur Nouméa. Le 29 octobre, à l'aide de bulldozers et de camions - des engins impressionnants de plus de 30 tonnes qui servent, d'ordinaire, à transporter le minerai de nickel - ils ont, ni plus ni moins, jeté un véhicule de la gendarmerie mobile à la rivière. Quelques jours plus tard, alors que le siège du haut-commissariat, à Nouméa, demeurait protégé par des blindés de la gendarmerie, l'accès au port, bloqué par d'immenses conteneurs, a été libéré en pleine nuit par une

violente charge des forces de l'ordre. A la suite de quoi le commissariat de la ville a aussitôt été assiégé, jusqu'à la libération du dernier des manifestants interpellés.

Au moindre conflit social, la violence est immédiate en Nouvelle-Calédonie. Affaires, politique et luttes syndicales sont intimement liées. C'est ainsi que le conflit du port oppose le président de l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE), indépendantiste, proche de la CGT, Louis Kotra Uregei, qui est en même temps dirigeant d'une société d'acajou, à un syndicat autonome qui, lui, recrute beaucoup parmi les « gros bras » de l'ancien service d'ordre du RPCR, présidé par le député (RPR) Jacques Lafleur.

« JE DIS OUI À LA FRANCE »

Le second paradoxe de la campagne électorale est que les deux principales forces politiques qui se sont affrontées, ces derniers jours, à la fois sur le plan social et sur le plan économique, se retrouvent toutes deux pour prôner le « oui »



Une question, 106 706 électeurs

La question est simple : « Approuvez-vous l'accord sur la Nouvelle-Calédonie signé à Nouméa le 5 mai 1998 ? » Dimanche 8 novembre, 106 706 électeurs de ce territoire français du Pacifique devaient y répondre par « oui » ou par « non », lors d'une « consultation » prévue par l'article 76 de la Constitution et dénommée, par simple commodité de langage, « référendum ». L'accord de Nouméa, conclu, en fait, le 21 avril par les trois partenaires des accords de Matignon de 1988 - l'Etat, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste) -, prévoit une période transitoire de 15 à 20 ans, pendant laquelle la Nouvelle-Calédonie, administrée par un gouvernement, bénéficiera d'un très large transfert de compétences de la part de l'Etat. Au terme de cette période, une nouvelle consultation décidera ou non du passage à l'indépendance.

au référendum du 8 novembre, mais pour des raisons diamétralement opposées. M. Lafleur veut bien reconnaître qu'il a dû faire des concessions en signant l'accord de Nouméa, mais il se fâche tout rouge lorsque les médias, notamment métropolitains, estiment que celui-ci conduit, à terme, à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. « Ma conviction est que la Calédonie ne sera jamais indépendante », affirme-t-il, tandis que le RPCR habille ses jeunes militants de tee-shirts qui portent ce slogan : « Le 8 novembre, je dis oui à la France ».

Sans faire de référence explicite à l'indépendance, le FLNKS estime de son côté que « les fondements d'une nouvelle nation dans le Pacifique sont maintenant établis ». Evoquant le conflit des « petits mineurs », son président, Roch Wamytan, s'empare : « C'est fini, la Calédonie de papa, avec son économie de comptoir ! Il faut qu'ils comprennent que nous sommes désormais dans une démarche de construction d'un pays. On va fonctionner comme un quasi-Etat associé. » Se projetant déjà

dans l'exercice du pouvoir, le président du FLNKS en vient même à évoquer un tabou, la mise en cause de l'indice de correction dont bénéficient les fonctionnaires (de 1,73 à Nouméa à 1,94 en brousse) et qui aboutit à augmenter considérablement le coût de la main-d'œuvre.

Membre du Conseil économique et social et ancien secrétaire général de l'Union des syndicats des ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie (Usoenc, proche de la CFDT), Gaston Himeun est plus net encore : « Il y a trop d'argent, ici. Cet indice constitue une inégalité sociale et il est anti-économique. » Fortement présente dans l'industrie du nickel, l'Usoenc, faut-il le préciser, est minoritaire dans la fonction publique.

COALITION HÉTÉROCLITE

Face à la coalition hétéroclite du « oui », le camp du « non » n'est cependant pas resté inactif. A la suite d'une bourde de Radio-France Outre-mer (RFO), qui a diffusé, mercredi, sans prévenir, une déclaration officielle du premier ministre, Lionel Jospin, la campagne s'est pratiquement achevée, le lendemain, au titre du « droit de réplique », par des interventions télévisées de Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers, dont les relais locaux, partisans du « non », sont pourtant très mino-

ritaires sur le Caillou. Le véritable trouble-fête, dans ce camp-ci, est en fait l'ancien responsable de la fédération patronale, Didier Leroux, président d'un petit parti local dissident du RPCR, Une Nouvelle-Calédonie pour tous (UNCT), qui aspire à regrouper les caldoches et les métropolitains, aussi anti-indépendantistes que M. Lafleur, mais en butte à l'omnipotence de celui-ci.

M. Leroux redoute que, pendant la période transitoire de quinze à vingt ans prévue par l'accord de Nouméa, le pouvoir soit « monopolisé » par le député RPR et par ses amis. Mais, au grand regret des indépendantistes du FLNKS qui comptent sur ce constatatoire du « système Lafleur » pour inverser un rapport de forces qui leur est actuellement défavorable, cette analyse a conduit M. Leroux à se prononcer carrément pour le « non ». C'est le dernier paradoxe de ce scrutin : faute d'avoir pu se trouver des alliés, fussent-ils de circonstance, dans la communauté d'origine européenne, le FLNKS appelle à ratifier un accord dont la première application, lors des élections territoriales du printemps prochain, sera de porter son principal adversaire, ou l'un de ses lieutenants, à la direction du futur gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Jean-Louis Saux

Les principaux points en discussion dans l'accord de Nouméa

PLUSIEURS dispositions prévues par l'accord de Nouméa ont fait l'objet de débats au cours de la campagne pour le référendum du 8 novembre. Voici les principales :

● **La citoyenneté calédonienne.** Selon les termes de l'accord, « celle-ci traduit la communauté de destin choisie ». Elle est validée par l'article 77 de la Constitution introduit lors de la révision du 6 juillet. Elle se transformerait en « nationalité » si, après 2014, la Nouvelle-Calédonie optait pour l'indépendance.

● **Le corps électoral.** Cette notion de citoyenneté fonde les restrictions apportées au corps électoral. Pour le référendum du 8 novembre, ne peuvent ainsi voter que les Calédoniens qui étaient inscrits sur les listes électorales à la date du 6 novembre 1988, c'est-à-dire lors du référendum de ratification des accords de Matignon, ainsi que ceux de leurs enfants qui ont atteint entre-temps l'âge de dix-huit ans. Quelque huit mille électeurs, en grande majorité d'origine métropolitaine ou wallonienne, qui peuvent voter aux élections municipales, territoriales, européennes et législatives, ne peuvent, en revanche, participer au scrutin du 8 novembre. Ces restrictions s'appliqueront désormais pour les prochaines élections territoriales et pour les référendums d'autodétermination prévus à partir de 2014.

● **La préférence pour l'emploi.** La citoyenneté calédonienne ouvre aussi le droit à des garanties particulières pour accéder à un emploi. Cela vaut particulièrement pour les emplois peu qualifiés et pour la fonction publique territoriale. Cette « préférence nationale » à la mode calédonienne est validée dans l'avant-projet de loi organique préparé par le gouvernement en raison de « la situation du marché du travail ».

● **Les « lois du pays ».** La réglementation en matière d'emploi résultera d'une nouveauté en droit français, les « lois du pays ». Voies par le congrès, elles ne pourront être contestées que devant le Conseil constitutionnel sur saisine du haut-commissaire de la République, du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, d'un président de province, du président du congrès ou du tiers des membres du congrès. L'avant-projet de loi organique prévoit toutefois qu'avant leur adoption, les projets de loi du pays pourront être soumis pour avis au tribunal administratif.

● **Le Sénat coutumier.** Les projets de loi du pays seront aussi soumis au Sénat coutumier « lorsqu'ils concerneront l'identité kanak ». Cette deuxième chambre sera exclusivement composée de chefs coutumiers kanaks, tous de sexe masculin. De façon générale, les anti-indépendantistes, à l'exception du RPCR, considèrent que l'accord de Nouméa fait trop de place à la

dénonciation de la colonisation et à la reconnaissance de l'identité kanak. Encore l'accord reste-t-il très prudent sur le futur nom du pays - Kanaky ? - et sur le choix d'un hymne, d'une devise et d'un drapeau, en renvoyant ce type de décision au futur congrès, qui devra en débattre à la majorité des trois cinquièmes.

● **Le gouvernement.** Il sera élu à la proportionnelle par le congrès : en l'état actuel du rapport de forces, des indépendantistes pourraient ainsi être ministres d'un gouvernement présidé par Jacques Lafleur ou l'un des ses lieutenants. Pour limiter la représentation des petites forces politiques, le FLNKS et le RPCR sont aussi tombés d'accord pour fixer à 5 % des inscrits - et non plus des exprimés - le seuil nécessaire pour être représenté dans les assemblées de province et au congrès.

● **Le choix de l'indépendance.** Une consultation sera organisée sur ce sujet entre 2014 et 2018. L'accord prévoit qu'en cas de réponse négative, deux autres référendums pourront être organisés à deux ans d'intervalle. Lors de la discussion de l'avant-projet de loi organique, M. Lafleur a obtenu de réduire de trois à deux le nombre de ces consultations, ce que conteste l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS.

J.-L. S.

La chute des cours du nickel pèse sur le scrutin

NOUMÉA
de notre envoyé spécial
L'actuelle chute des cours du nickel était prévue de longue date par les producteurs. Le marché est cyclique. La crise financière asiatique en a simplement avancé l'échéance. Les banques ne soutiennent plus les fondeurs japonais, qui s'approvisionnent pour une bonne part en Nouvelle-Calédonie et dont les prix de revient sont beaucoup trop élevés. Une multiplicité de projets industriels, en Australie, au Canada, mais aussi sur le Caillou, fait que les aciéristes se sont réfugiés dans l'attentisme.

La profession s'interroge, enfin, sur l'attitude de la Russie, premier producteur mondial, qui pourrait mettre sur le marché d'importantes quantités de nickel.

Pour toutes ces raisons, le prix de la livre de métal, qui était de 3 à 3,5 dollars en moyenne au cours des années 90, est passé à moins de 2 dollars depuis le début de l'année. La crise tombe au plus mauvais moment pour la Nouvelle-Calédonie, dont le sous-sol recèle, en gros, un quart des réserves mondiales de nickel. « Tout le monde perd de l'argent. Seuls les meilleurs peuvent vivre, en puisant dans leur tirelire », constate, à Nouméa, le directeur général de la SLN, Jean-Jacques Mouradian. Mais jusqu'à quand pourront-ils tenir ? Fatale du groupe Eramet, où l'Etat est majoritaire, et premier employeur calédonien avec 2 100 salariés, la SLN exploite à Doniambo, dans la périphérie de Nouméa, la seule usine de traitement du nickel

du territoire. Elle a déjà annoncé une réduction de trois cents emplois d'ici à 2001.

« La baisse des cours peut durer deux à trois ans », pronostique Raphaël Pidjot, directeur général de la Société minière du Sud-Pacifique (SMSP), cette société vendue, peu après les accords de Matignon, par Jacques Lafleur aux indépendantistes kanak qui contrôlent la province Nord. En une décennie, la SMSP s'est imposée, et de loin, comme le premier exportateur de minerai, avant de conclure un accord avec le groupe canadien Falconbridge pour construire une nouvelle usine dans le nord de la Grande Terre et d'imposer l'idée, il y a un an, d'un échange de gisements avec Eramet-SLN (Le Monde du 4 novembre 1997).

Fierté du peuple kanak, la SMSP fait désormais bien des envieux. La volatilité accusée par les « petits mineurs », premières victimes de la crise actuelle, d'être en situation de monopole. « Ils commencent à peine à rentrer dans le 20^e siècle », commente fièrement M. Pidjot. Des syndicalistes les plus radicaux à Jacques Lafleur, tout le monde convient, en effet, que les « petits mineurs » - de gros patrons en réalité - n'ont cessé, dans le passé, de réinvestir, dans l'immobilier ou la grande distribution, à Hawaï, en Nouvelle-Zélande ou en Australie, les bénéfices engrangés aux meilleures heures du marché du nickel, pour mieux tendre la main quand les cours s'effondraient.

J.-L. S.

Christine
Chaufour Verheyen
Rive
dangereuse

PRIX
DU
PREMIER ROMAN

Fayard

Les éleveurs de porcs attendent de nouvelles aides de l'Europe

M. Glavany sera à Bruxelles lundi

RENNES. De nos correspondants régionaux. « Aujourd'hui, nous souffrons d'une image très négative, à nous de la faire changer. » Comme les autres responsables agricoles présents lors de la manifestation qui a réuni, vendredi 6 novembre à Rennes, quelque 4 000 éleveurs venus de tout l'Ouest, Jean Salmon, président de la chambre régionale d'agriculture de Bretagne, a appelé ses troupes à la modération. Tout avait été fait pour canaliser un mécontentement qui s'est traduit, ces dernières semaines, par plusieurs actes de vandalisme. Quelques pétaards, quelques tags, deux murs de parpaings montés sur l'avenue menant à la préfecture devant laquelle errait une truie : voilà tout.

Même cas de figure dans les trois autres sites où ont eu lieu des rassemblements : Baillieux (Nord), Montauban (Tarn-et-Garonne) et un péage d'autoroute dans l'Isère. Là aussi, les éleveurs ont voulu se montrer à la fois déterminés et soucieux d'éviter les violences. Cantonné loin du centre-ville de Rennes, le cortège a défilé dans un silence accablant. « Il faut que Paris et Bruxelles organisent un envoi de viande vers le Nicaragua ! », explique un éleveur. « Si rien n'est fait, je ne tiendrai pas deux mois », laisse tomber Jérôme, à la tête d'une exploitation importante de 250 truies, mais au prix d'un fort endettement.

Un peu plus tard, Paul Auffray, secrétaire général adjoint du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), estime qu'il faut, au départ, au moins 2 à 3 millions de francs pour se lancer dans un élevage, mais il vante néanmoins le « modèle familial à responsabilité

personnelle, construit depuis trente ans dans l'Ouest ». « Nous ne voulons pas devenir des smicards, mais rester indépendants. Halte au libéralisme effréné ! », a-t-il conclu. Car si M. Auffray admet que les éleveurs, rétifs à d'éventuelles mesures de régulation en période de crise, n'hésitent pas à se tourner vers l'Etat dans les moments difficiles, il n'y trouve rien à redire. « Nous n'avons pas à avoir d'états d'âme. C'est comme ça dans tous les secteurs en Europe ! »

UNE CRISE PRÉVISIBLE

La crise actuelle se révèle plus sévère que prévu. Du coup, le ton de la manifestation n'était pas celui pratiqué en général à la tête des puissants groupements porcins. « La maîtrise de la production est la seule solution », « Qui à l'Europe de la maîtrise », proclamaient les pancartes. L'heure semble plutôt à la remise en cause et à la réforme : « Notre organisation actuelle n'a pas pu enlever cette crise prévisible de longue date », a rappelé M. Salmon.

Dans leurs discours, les responsables agricoles se sont tournés vers la Commission européenne. Ils espèrent beaucoup de la rencontre qui devrait avoir lieu, lundi 9 novembre, entre le ministre français, Jean Glavany, et le commissaire européen chargé de l'agriculture Franz Fischler. En attendant les résultats de ce rendez-vous, les manifestants ont rejoint dans le calme les dizaines d'autocars venus, pour certains, de régions éloignées comme le Centre et Poitou-Charentes.

Gaëlle Dupont et Martine Valo

La droite est décidée à poursuivre sa bataille de procédure contre le PACS

Le débat pourrait se prolonger au-delà du 8 novembre

La discussion sur le Pacte civil de solidarité a repris, samedi 7 novembre, à l'Assemblée nationale. Les deux motions de procédure encore en débat et les quelque

mille amendements déposés par l'opposition laissent peu d'espoir au gouvernement de terminer l'examen de ce texte d'ici à dimanche soir, comme prévu.

que les débats à l'Assemblée connaissent parfois des dynamiques particulières qui font que la discussion avance plus vite que prévu.

Le gouvernement « n'exclut pas » d'utiliser plusieurs moyens de procédure pour accélérer le débat, comme il l'a déjà fait lors de l'examen de textes « délicats », tels que le projet de loi sur la nationalité, ou encore celui sur l'entrée et le séjour des étrangers. Ainsi, le gouvernement peut recourir au vote bloqué, prévu à l'article 44-3 de la Constitution, selon lequel l'Assemblée se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion, en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le gouvernement.

Laurent Fabius, qui sera au perchoir samedi et dimanche matins, ne souhaite pas présider le débat

avec « des moyens de préau d'école ». Toutefois, le président de séance peut « inviter l'orateur à conclure » quand il « juge l'Assemblée suffisamment informée », selon l'article 54-5 du règlement de l'Assemblée. Et le président de l'Assemblée nationale s'est assuré, cette fois-ci, que les deux vice-présidents qui le relayeront au perchoir, Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort) et Yves Cochet (Verts, Val-d'Oise), sont membres de la majorité. Mardi soir, deux élus de l'opposition, Michel Péricard (RPR, Yvelines) et Arthur Paecht (UDF, Var), avaient présidé le débat, après le départ de M. Fabius, en fin d'après-midi. Ce dernier avait été rappelé d'urgence, dans la nuit, à la suite à plusieurs incidents de séance.

Clarisse Fabre

Le soutien encombrant du FN aux associations familiales

UNE DÉLÉGATION d'élus du conseil régional d'Ile-de-France, conduite par Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN à l'Assemblée régionale, et Michel Bayvet, membre des associations familiales catholiques et président de l'association contre l'avortement « La Ligue pour la vie », devait participer à la manifestation contre le PACS, organisée à Paris, samedi 7 novembre. Les associations organisatrices (notamment les Associations familiales catholiques, l'Association pour la promotion de la famille, Famille et liberté, l'Association pour le respect de l'être humain et la famille), ont dénoncé cette volonté de « récupération » politique.

Il ne fait pas doute que le Front national entend, ainsi, faire oublier sa discrétion sur le PACS. Il est sorti de son quasi-mutisme, le 3 novembre, pour dénoncer dans un communiqué ce qu'il appelle « le clin d'œil démagogique adressé aux minorités homosexuelles, qui affaiblit encore un peu plus la cellule familiale ». Pour le parti de Jean-Marie Le Pen, le PACS « n'est ni plus ni moins qu'un mariage homosexuel » et serait « la porte ouverte à l'adoption par des couples homosexuels ». En outre, selon le mouvement d'extrême droite, « au lieu de légiférer sur ce qui relève de la vie privée de chacun, le gouvernement serait bien avisé d'engager une réflexion de fond sur la politique familiale ».

Cette discrétion du FN a agacé,

notamment, Rivalot qui, dans son édition du 16 octobre, se plaignait de n'avoir « guère entendu le Front national ». L'hebdomadaire récidivait le 30 octobre en se demandant si celui-ci allait « sortir de sa réserve ». Il réfutait surtout les raisons avancées par le secrétaire général, Bruno Gollnisch dans un entretien publié dans le mensuel homosexuel, *Tabloid*. M. Gollnisch y expliquait que le Front national « n'est pas à l'aise sur ce dossier ambigu et piégé ». « Nous sommes pris entre notre défense, d'une part, du mariage sous sa forme classique et le respect que nous avons, finalement, des personnes », reconnaissait-il, en ajoutant : « Nous considérons que ce qui se passe entre adultes consentants ne concerne pas la République. » Suivait une longue critique du Pacte civil de solidarité.

Répondant au secrétaire général, Rivalot explique ainsi que « le PACS cesse d'être une affaire privée » en « raison des droits et avantages fiscaux qu'il entraîne pour les contractants ». Mais aussi parce que « comme les mariages dits blancs, il favorisera l'immigration ». L'hebdomadaire concluait en espérant que « cette mise en garde » soit « reprise par les missi dominici de l'équipe lepéniste de campagne car s'il est un dossier sur lequel (...) le mouvement national se doit de réagir, c'est bien celui-ci ».

Christiane Chombeau

La deuxième plume de Lionel Jospin

CE SONT QUELQUES LIGNES, traditionnelles en la circonstance, publiées au *Journal officiel* du 5 novembre. Elles indiquent que Philippe Martinet, trente-deux ans, secrétaire des affaires étrangères, rejoint le cabinet de Lionel Jospin à l'hôtel Matignon. Normalement, agrégé de sciences sociales, M. Martinet devient ainsi le cinquante-cinquième membre de l'équipe du premier ministre.

Conseiller technique parmi d'autres, le nouveau venu exercera une tâche singulière. Il aura, en effet, la délicate responsabilité d'écrire quelques-uns des discours de Lionel Jospin, ceux que le jargon technocratique qualifie de « sectoriels ». Il travaillera sous la responsabilité d'Aquilino Morelle, trente-six ans, docteur en médecine et ancien élève de l'ENA, unique rédacteur jusqu'ici des interventions du chef de gouvernement et qui, plus spécialement chargé des textes « politiques », passe du rang de conseiller technique à celui de conseiller auprès du premier ministre.

Ce dispositif signale le soin particulier que M. Jospin apporte depuis toujours à ses interventions publiques. Longtemps, il les a rédigées de sa main. Responsable national du Parti socialiste dans les années 70, premier secrétaire à partir de 1981, ministre de l'éducation nationale entre 1988 et 1992, candidat à la présidence en 1995, il a parlé sur d'innombrables tribunes à partir de feuilles notées de sa main. Les journalistes, habitués à recevoir des attachés de presse les discours dactylographiés des principaux orateurs, n'obtenaient des collaborateurs de M. Jospin que la photocopie de ces notes manuscrites, dont les ratures, les ajouts, les incises les renseignaient, comme par souci de transparence, sur les hésitations et les cheminement de la pensée de l'auteur. Cette façon de procéder, inhabituelle dans le monde politique, suggérait un petit côté artisanal,

source d'une vanité discrète chez M. Jospin, en même temps qu'elle témoignait d'une certaine solitude de l'homme.

Un premier changement s'est produit en février 1996. A cette date, M. Morelle est devenu le rédacteur officieux des interventions de celui qui, depuis octobre 1995, a repris ses fonctions de premier secrétaire du PS. Encore manuscrites, ses discours ont sans doute été, d'avantage que par le passé, le fruit d'une collaboration, d'un échange, où, à l'évidence, le responsable politique a veillé à garder le dernier mot.

PRÉSERVER UNE PART D'AUTENTICITÉ

L'installation à Matignon, en juin 1997, entraîne de nouvelles évolutions. De plus en plus, la fantaisie s'efface devant l'efficacité. Par fonction, un premier ministre prononce beaucoup de discours, jusqu'à six par semaine, devant les auditoires les plus variés. Du coup, le désordre mal maîtrisé de la main laborieuse laisse progressivement place à l'impersonnalité de l'écriture rationalisée de l'ordinateur. Guetté par une normalisation de son personnage, M. Jospin montre pourtant des signes de résistance. Ainsi, le 17 octobre, il s'exprime devant le conseil national du PS à partir de notes manuscrites. Comme avant, observent alors dans son entourage, en assurant qu'il a pris beaucoup de plaisir à rechercher, dans la solitude de son bureau de premier ministre, chacun des mots prononcés.

La séparation faite désormais entre discours « sectoriels » et « politiques » traduit, de la même façon, une volonté du chef de gouvernement de préserver une part de son authenticité. Sans doute parce qu'il sait que cela constitue son capital le plus précieux pour la suite de son dialogue avec les Français.

Jean-Michel Aphatie

Le PCF et les Verts votent contre les crédits du ministère de la défense

L'ASSEMBLÉE nationale a adopté par 66 voix contre 19, dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 novembre, les crédits du ministère de la défense pour 1999 (190 milliards de francs, +2,9 %), en dépit de l'opposition d'une partie de la droite, des communistes et des Verts. Deux socialistes (sur 65) ont également voté contre. Les six députés RPR ayant pris part au vote se sont abstenus. En dépit de son engagement à éviter des licenciements dans le cadre de la restructuration de GIAT-Industrie et de la délégation générale pour l'armement, le ministre de la défense, Alain Richard, n'a pas convaincu les députés communistes, qui ont entendu protester contre un budget jugé « désastreux » pour l'emploi. Il n'a pas non plus donné satisfaction aux Verts, qui réclamaient l'arrêt du programme « méga-joules » sur la simulation des essais nucléaires.

DÉPÊCHES

■ DROITE : les trois groupes de l'opposition à l'Assemblée nationale se sont mis d'accord pour organiser, à partir de décembre, une présidence tournante de trois mois à l'intergroupe de l'Alliance. Cet accord a été conclu lors d'une réunion, jeudi 5 novembre, entre les trois présidents de groupe, Jean-Louis Debré (RPR), Philippe Douste-Blazy (UDF-Alliance) et José Rossi (Démo-criste libérale).

■ AFFAIRE DUMAS : Jean-Jack Queyranne, ministre de l'Intérieur par intérim, a invité, vendredi 6 novembre sur LCI, à ne pas « confondre les affaires privées et les responsabilités publiques » à propos du président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas. « Il ne faut pas de confusion dans notre pays », a-t-il ajouté, en regrettant l'« agitation médiatique » dans cette affaire.

■ ANCIENS COMBATTANTS : les députés communistes se sont abstenus, vendredi 6 novembre, lors du vote des crédits des anciens combattants pour 1999 (25,47 milliards de francs, -2 %). Deux amendements du gouvernement ont été adoptés à l'unanimité : l'un ramène de dix-huit à quinze mois la durée de service en Algérie exigée pour l'obtention de la carte de combattant. L'autre supprime la période probatoire de six mois exigée pour bénéficier de l'allocation de préparation à la retraite.

■ SÉNAT : l'ancien président du Sénat, René Monory, a démissionné à l'Elysée, vendredi 6 novembre, avec le président de la République, Jacques Chirac avait reçu, jeudi matin, le successeur de M. Monory, Christian Poncelet (RPR).

DÉCLARÉE
ILLÉGITIME
À 3 ANS...

JUGÉE
POUR TRAHISON
À 21 ANS...

REINE
D'ANGLETERRE
À 25 ANS !

BLANCHETT RUSH ECCLESTON FIENNES ATTENBOROUGH

ELIZABETH

ARDANT

CANTONA

CASSEL

LE 11 NOVEMBRE



مكتبة من الحاصل

ملكا من الاموال

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 8 - LUNDI 9 NOVEMBRE 1998

JEUNESSE Participant, jeudi 5 et vendredi 6 novembre, aux Rencontres pour l'avenir de l'éducation populaire, Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, a

à mots couverts, critiqué les principaux mouvements d'éducation populaire. Selon elle, « certaines associations avaient des situations de partenaires officiels, je n'ai plus de

partenaires officiels ». • LE COLLOQUE a mis en évidence, d'une part, que les grands réseaux associatifs, souvent proches du PS, n'ont plus le monopole de l'éducation populaire ;

d'autre part qu'une nouvelle forme d'éducation populaire assurée par une multitude d'associations travaillant en particulier dans les quartiers difficiles émergeait. • REPRÉSEN-

TANT environ 800 000 emplois à temps plein, cette « démarche », née sous l'égide de Condorcet en 1798, regroupe de très nombreux mouvements et associations.

L'aggiornamento nécessaire des mouvements d'éducation populaire

Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, souhaite que soit davantage reconnu le travail des nombreuses associations qui, en particulier dans les quartiers difficiles, concourent, de fait, à la « formation des citoyens »

« C'EST QUOI, l'éducation populaire ? » La jeune femme qui pose la question en a fait sans le savoir tout au long de sa jeunesse. Elle se souvient de voyages familiaux dans le Jura avec la fédération Léo-Lagrange, de colonies de vacances avec l'Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV), de sa formation d'animatrice avec les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea). Des expériences qui lui laissent « des super souvenirs », mais dont elle ne sait pas qu'elle les doit à des organismes qui figurent parmi les piliers de l'éducation populaire.

Qui, aujourd'hui, hormis ceux qui en vivent, sait ce qu'est l'éducation populaire ? Alors que nombre de militants, de responsables associatifs et de travailleurs sociaux en sont le produit, l'expression fait figure d'archaïsme. Le Dictionnaire encyclopédique de

l'éducation et de la formation en donne la définition suivante : « Projet de démocratisation de l'enseignement porté par des associations dans le but de compléter l'enseignement scolaire et de former des citoyens » (éditions Nathan, 1984).

« Former des citoyens ». La formule est d'actualité. Et pourtant, l'éducation populaire évoque plus le passé que le présent et l'avenir. Comment lui redonner son sens ? Comment l'adapter aux mutations de la société ? Ces questions la taraudent depuis une dizaine d'années. En 1990, déjà, le dernier colloque sur le sujet était intitulé « Éducation populaire : nostalgie ou réalité ? ».

Jeu 5 et vendredi 6 novembre, la question continuait de sous-tendre les débats du colloque organisé à la Sorbonne par le ministère de la jeunesse et des sports, intitulé, cette fois, « Rencontres pour l'avenir de l'éducation populaire ».

Les grands réseaux associatifs qui s'en réclament se sentent menacés par le procès qui leur est fait : mouvements au départ idéologiques, ils sont entrés dans une logique économique, en devenant des prestataires de services (pourvoyeurs de formations, de colonies de vacances, de voyages culturels, etc.) ; à l'origine militants, ils se sont moqués en gestionnaires, en professionnels du marché de la culture, du loisir et de la formation, qui se font concurrence.

ÉTIQUETTES VIDÉES DE SENS

Dans le même temps, ils ont perdu l'exclusivité de leur démarche originelle. Une multitude d'associations sont nées qui, elles, « forment les citoyens », sans se réclamer de l'éducation populaire — en particulier dans les quartiers difficiles, où les grands mouvements sont pour la plupart absents. « Il y a des gens qui font de l'éducation populaire sans le savoir, d'autres qui ont l'étiquette et qui n'en font plus », affirmait René Mabit, le directeur de cabinet de Marie-George Buffet, la ministre de la jeunesse et des sports.

« C'est nous qui travaillons en

banlieue et qui faisons reculer le Front national et c'est la maison de la culture, qui travaille pour la bourgeoisie locale, qui reçoit les subventions ! », s'insurgeait, du fond du grand amphithéâtre de la Sorbonne, un participant au colloque, responsable d'un théâtre dans un quartier de banlieue. L'essentiel de la problématique actuelle est là. « Le réseau associatif qui se réclame de l'éducation populaire accomplit une forme de travail social, mais les véritables mutations sociales sont en œuvre ailleurs », résumait en aparté un agent du ministère de la jeunesse et des sports.

LÉO-LAGRANGE SE DÉFEND

Pour autant, si procès il y a, il n'a pas été fait en public lors de ce colloque, coprésidé par la structure fédératrice de l'éducation populaire, le Comité pour les relations nationales et internationales

des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnaiejep). N'ont émergé que quelques échos, à travers, par exemple, l'intervention, sur le mode défensif, du secrétaire général de la fédération Léo-Lagrange, Alain Sauvrenau : « On nous invente des handicaps insurmontables (...), les petites associations seraient seules innovantes ! » Et de stigmatiser la responsabilité des pouvoirs publics dans l'affaiblissement de l'engagement, en raison notamment de la « non-reconnaissance des têtes de réseaux, qui devraient être reconnues au même titre que les syndicats et les partis politiques ».

« L'avenir de l'éducation populaire passe par un réinvestissement de l'État ; il faut instituer un cadre législatif, reconnaître le métier d'éducateur populaire », a également affirmé Gérard Contremoulin, secrétaire général du Syndicat de l'éducation populaire (SEP), af-

filiié à la Fédération de l'éducation nationale (FEN), selon lequel le secteur représente 800 000 emplois à temps plein.

Les grands réseaux ont, il est vrai, des raisons de mettre en avant leur sentiment d'être des instruments aux mains du pouvoir politique, qui leur demande de réduire la fracture sociale et de créer de l'emploi, tout en gardant leur indépendance économique.

PEU DE MOYENS

Marie-George Buffet, qui avait voulu ces rencontres, en est bien consciente. Aussi la ministre de la jeunesse et des sports s'est-elle gardée de jeter le bébé avec l'eau du bain. « Nous avons un nouveau monde associatif qui émerge, a-t-elle dit. Je ne cherche pas à opposer les uns contre les autres. Je rêve au contraire d'une forme d'accompagnement, de parrainage. »

Le ministère de la jeunesse et

des sports, entreprise d'ingénierie sociale, ou société de conseil en démocratie participative ? C'est en quelque sorte ce que suggère Marie-George Buffet, qui affirme être à la tête d'un « ministère d'aide à la prise d'initiative » — formule qui sied à un ministère disposant de moyens très limités. « Ce ministère n'a pas à être le point de référence de toute la vie associative, mais le point de référence de l'éducation populaire », a précisé la ministre, en annonçant que la direction de la jeunesse et de la vie associative changera de dénomination pour devenir la direction de la jeunesse et de l'éducation populaire. M^{me} Buffet a également rappelé qu'elle travaillait sur le statut des bénévoles, lequel fera l'objet de mesures présentées aux assises de la vie associative, en février 1999.

Marie-Pierre Subtil

Le courroux ministériel

Dès son arrivée à la tête du ministère de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet avait fait part de son souci de « revisiter les missions » de l'éducation populaire. Ancienne militante associative en banlieue parisienne, elle a pour souci de « donner une visibilité » au monde associatif né dans les quartiers difficiles au cours des quinze dernières années. Elle cite volontiers comme exemple Droit de cité, un réseau qui fédère des associations de jeunes de banlieue, et ne cache pas son courroux face aux grandes associations « qui sont entre les mains de dirigeants cooptés ». « Avec certaines d'entre elles, on a une stérilisation du débat, des batailles de pouvoir, a déclaré la ministre communiste. Certaines avaient des situations de partenaires officiels, je n'ai plus de partenaires officiels. » La solution, pour M^{me} Buffet, est simple : « Il faut que ceux qui se réclament de l'éducation populaire reconnaissent ceux qui en font sans s'en réclamer. »

Des réseaux souvent proches du Parti socialiste

L'ÉDUCATION POPULAIRE n'est pas un secteur d'activité, répètent ses acteurs, mais « une démarche », dont se réclament une partie (et une partie seulement) des associations. Une démarche dont les historiens attribuent l'origine au rapport Condorcet qui, en 1798, préconise l'éducation à tous les âges. Selon Geneviève Pujol, chercheur au laboratoire de sociologie du changement des institutions (CNRS), ce concept s'épanouit au milieu du XIX^e siècle, grâce aux Frères des écoles chrétiennes — qui mettent en place un enseignement destiné aux adolescents et aux adultes —, au courant protestant — le plus précoce —, et au courant laïc et républicain — qui se constitue autour du projet de création d'un enseignement obligatoire, public et gratuit.

En 1866, Jean Macé, issu du courant républicain, crée la Ligue de l'enseignement, qui œuvre en faveur de la laïcité, puis de la participation des instituteurs à la vie extrascolaire. L'éducation populaire connaît son apogée vers 1894, au moment des universités populaires, dont la création « est inséparable de l'affaire Dreyfus », indique la chercheuse.

Avec le Front populaire, l'État prend en compte l'éducation populaire. Un département attribué à Léo Lagrange est créé, certaines associations comme les Auberges de jeunesse sont reconnues. « On

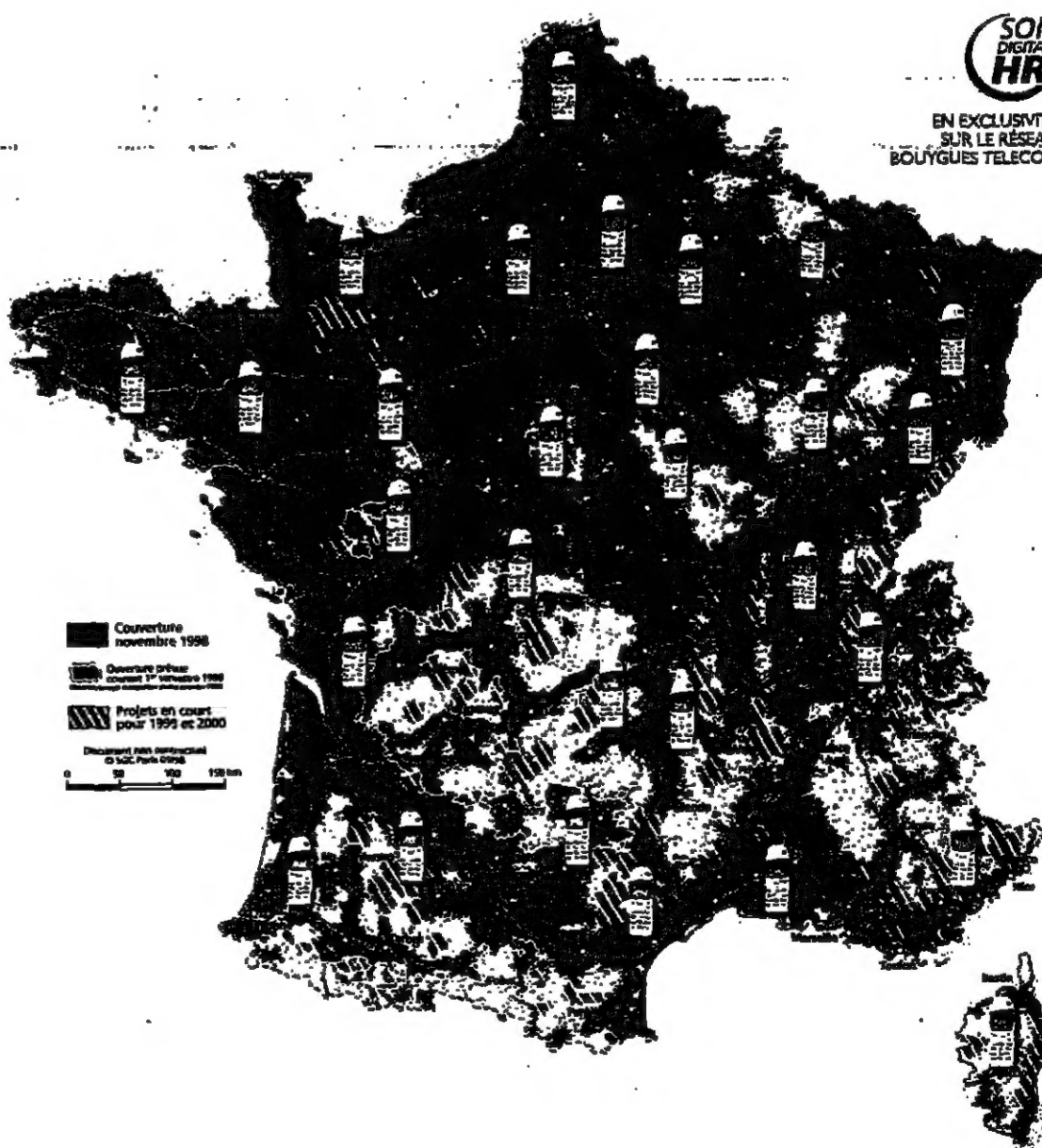
doit au régime de Vichy l'institution d'un système d'agrément et de subvention des associations qui ne sera pas remis en question à la Libération », poursuit Geneviève Pujol.

Les années 60 sont celles de l'animation. « On construit des maisons de jeunes, des maisons de la culture et des centres sociaux. Construire des bâtiments hors de l'école et hors de l'église fait partie des politiques mises en œuvre et concrétise ce double mouvement d'étatisation et de laïcisation de l'éducation populaire, qui est propre à la France », analyse la chercheuse.

Qui, aujourd'hui, se réclame de l'éducation populaire ? Soixante-quinze mouvements font partie du Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnaiejep). De la Fédération des maisons de la jeunesse et de la culture (MJC) à la Fédération Léo-Lagrange en passant par les Scouts de France et l'ATD-Quart Monde, le Cnaiejep est « ouvert à toutes les tendances, sauf les extrêmes », indique son président, Jean-Louis Delajot, directeur général de l'Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV). En fait, la plupart des mouvements se situent à gauche, beaucoup de grands réseaux étant proches du Parti socialiste.

M.-P. S.

Aujourd'hui c'est couvert sur la France.



90% de la population française couverte.

Bouygues Telecom
LE SON DIGITAL HR



Cette carte de couverture calculée par ordinateur à valeur indicative et peut localement comporter des zones d'ombre. Les ouvertures prévues sont susceptibles d'évolution. Son DHR avec téléphones compatibles.

L'expérimentation de l'école du XXI^e siècle remise en cause

Claude Allègre a décidé de ne plus limiter à deux mille écoles primaires tests sa « Charte pour bâtir l'école du XXI^e siècle ». Le SGEN-CFDT dénonce la « volte-face inadmissible » du ministre de l'éducation

Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, a décidé, vendredi 29 octobre, de remettre en cause les conditions de l'expérimentation qui doit être conduite dans deux mille écoles primaires à partir de janvier

1999, selon les principes définis par la « Charte pour bâtir l'école du XXI^e siècle ». Cette expérimentation, qui avait été pourtant souhaitée par M. Allègre lui-même et qui doit être pilotée par Philippe Meirieu, di-

recteur de l'Institut national de la recherche pédagogique, risquerait d'induire « une école à deux vitesses », selon le ministère. Le 20 octobre avait pourtant eu lieu l'installation officielle du Comité national de suivi de

l'expérience « Bâtir l'école du XXI^e siècle ». Le SGEN-CFDT et le SNU-IPP ont vivement réagi à l'annonce de ce changement de cap, estimant qu'il s'agit d'une « rupture totale avec la méthode envisagée ».

OÙ EN EST la « Charte pour bâtir l'école du XXI^e siècle » de Claude Allègre, présentée à la presse le 28 août (*Le Monde* du 29 août), en présence des syndicats d'enseignants et des fédérations de parents d'élèves ? Bien malin qui peut le dire aujourd'hui, car le ministre de l'éducation nationale vient de remettre brutalement en cause sa démarche, fondée sur une expérimentation lancée dans deux mille écoles primaires à partir de janvier 1999 et qui avait recueilli, à quelques réticences près à l'époque, l'assentiment de ses interlocuteurs.

Le 20 octobre, en pleine tourmente lycéenne, Philippe Meirieu, directeur de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), chargé de conduire l'expérimentation selon les principes définis par la Charte, convoitait les journalistes

pour leur présenter l'opération. La veille, un communiqué de presse du ministère avait annoncé l'installation du Comité national de suivi de l'expérience « Bâtir l'école du XXI^e siècle » par la directrice du cabinet de Claude Allègre. Le tout était donc très officiel. « Composé de dix-neuf membres, poursuivit le ministre, ce comité, présidé par Philippe Meirieu, comprend les représentants des différents acteurs du système éducatif, des élus locaux, ainsi que des experts pédagogiques ».

Lors de ce point de presse, M. Meirieu avait présenté le cahier des charges de l'expérimentation, définissant les conditions requises par l'INRP pour retenir un site, ainsi que l'appel à candidature qui devait être envoyé dans les écoles. Le cahier des charges précisait qu'« un site expérimental est un site

volontaire retenu par l'INRP pour constituer l'échantillon national dont la capacité ne peut dépasser deux mille sites », chiffre retenu par M. Allègre au mois d'août.

APPEL D'OFFRES SUSPENDU

Des comités de suivi académiques devaient ensuite se réunir et distribuer à toutes les écoles l'appel à candidature. Les établissements retenus devaient, selon le ministère, « former un échantillon représentatif tant du mode d'organisation de la journée scolaire que des facteurs sociodémographiques ». Pour les autres, il était précisé que « toutes les écoles volontaires seront associées à l'opération, dès lors que leur projet prévoiera de nouveaux rythmes sur la journée scolaire, impliquant une réflexion sur le travail du personnel enseignant, des aides-éducateurs et des intervenants exté-

rieurs, ainsi que sur les modalités d'application des programmes », soit les conditions définies par la Charte.

Vendredi 29 octobre, les syndicats d'enseignants étaient avertis que le ministre ne voulait pas « d'une école à deux vitesses » avec de « bonnes » écoles qui seraient retenues pour une expérimentation d'une part, et les autres d'autre part. Alors qu'un *Bulletin officiel* était prêt pour informer les personnels de l'éducation nationale de l'appel d'offres, sa publication a été arrêtée. Un nouveau texte, qui ne parle plus d'expérimentation mais de « démarche globale » et « d'un mouvement général qui doit mobiliser toute l'école primaire » a été distribué aux syndicats, provoquant un vif mécontentement. Pour le SGEN-CFDT, c'est une « rupture totale

avec la méthode envisagée » et « une volte-face inadmissible », selon un communiqué publié vendredi 6 novembre. La tonalité est proche au SNU-IPP, syndicat majoritaire dans le premier degré.

Pour les syndicalistes, il est probable que la hiérarchie de l'éducation nationale, « s'écroule » par l'INRP dans cette affaire. « A dû peser sur le ministre, ainsi que les collectivités locales qui ont demandé ce qu'elles feraient avec les écoles non retenues. Quoi qu'il en soit, sur le nouveau site web ministériel supposé diffuser « une information exacte » sur l'action de M. Allègre, on dit toujours, samedi 7 novembre, que « deux mille écoles expérimentent dans les mois qui viennent une nouvelle organisation du temps scolaire ».

Béatrice Gurrey

Les professeurs de prépas manifestent contre les « mensonges » de Claude Allègre

ILS SE CROYAIENT les piliers de l'édifice républicain. Claude Allègre les a relégués au rang de représentants du pire des « corporatismes » en comparant, lors du colloque du Parti socialiste sur l'éducation du 31 octobre (*Le Monde* du 3 novembre), leur mouvement de grève des 10 et 18 septembre à celui des « pilotes d'Air France ». Entre le ministre de l'éducation nationale et les professeurs de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), qui manifestent, samedi 7 novembre après-midi à Paris, lors d'un rassemblement à la Mutualité puis en cortège jusqu'à l'hôtel Matignon, les désaccords sont nombreux et le ressentiment profond.

Soutenues par plusieurs organisations syndicales (CFTC, SNAUC-autonome, FO et le SNEP), les six associations et unions de spécialistes (littéraires, scientifiques, technologiques, économiques et agronomiques) regroupant la quasi-totalité des 6 000 à 7 000 enseignants (pour 70 000 élèves) se mobilisent donc pour la seconde fois depuis le début de l'année scolaire. Cette fois, elles mettent en avant la « défense d'un système de formation démocratique qui a fait ses preuves », menacé, selon eux, par les projets de Claude Allègre, dont ils dénoncent « les

mensonges et le mépris manifesté à l'égard des enseignants ».

Leur protestation est aussi alimentée par l'application du décret du 30 août, qui a diminué de 17 % le montant de leurs heures supplémentaires et de 7 % la rémunération des interrogations orales. Imposée à tous les enseignants du second degré, cette mesure de « solidarité » pour le financement des emplois-jeunes se serait traduite en prépas par des baisses de salaires non négligeables. Soumis à un service de 10 heures hebdomadaires, ces professeurs assurent en effet plusieurs heures supplémentaires imposées, auxquelles s'ajoutent les interrogations orales, les « colles », rémunérées en sus.

« C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », assure Norbert Peyrot, président de l'Union des professeurs de sciences et techniques industrielles (Upsti). Cette décision a, de toute évidence, focalisé des inquiétudes plus profondes à l'encontre du ministre de l'éducation. Déjà, en 1990, lorsqu'il était conseiller spécial de Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation, Claude Allègre avait dû retirer, sous la pression, son projet de ramener à un an la durée des prépas scientifiques. Installé Rue de Grenelle, il n'a pas caché sa

volonté de modifier le système, jugé trop coûteux, des concours et de rapprocher les classes préparatoires, comme les grandes écoles, des universités. Récemment encore, il suggérerait à cette catégorie privilégiée de l'enseignement secondaire de se détacher de la « tutelle » des lycées pour se conformer à un modèle universitaire que par avance elle refuse.

PLUS CHER QUE L'UNIVERSITÉ

De la même façon, les professeurs de classes préparatoires réfutent les accusations d'« immobilisme » en évoquant l'application de la réforme de 1995. Ils considèrent également que le doublement des classes et des effectifs depuis dix ans a introduit une certaine démocratisation en maintenant un haut degré d'exigence et de travail dans un système accusé de reproduction des élites sociales et intellectuelles, comme l'ont démontré les rapports de Roger Fauroux ou de Jacques Attali.

Par rapport aux premiers cycles universitaires, les prépas, il est vrai, coûtent cher. Alors que la dépense moyenne d'un étudiant est évaluée à 35 500 francs, celle d'un élève de prépa se monte à 75 500 francs. La dispo-

portion est d'autant plus flagrante que seuls quelques établissements, essentiellement parisiens, concentrent, par la surcharge, les meilleurs élèves qui auront accès à Normale Sup et aux principales écoles d'ingénieurs ou de commerce. Quant aux autres, ils auront bénéficié d'une préparation à l'entrée en deuxième cycle universitaire dans des conditions autrement plus favorables qu'en DEUG.

« Nous ne sommes pas contre les réformes, souligne Yves Heutte, responsable de l'Union des professeurs scientifiques. Encore faut-il que le ministre de l'éducation accepte de nous associer et de nous écouter. » Dans un communiqué publié vendredi soir, le ministère « précise qu'il n'existe aucun projet de réforme ou de modification du système de classes préparatoires ». La Rue de Grenelle qualifie de « mauvaise humeur » le mouvement de protestation des professeurs de prépas, qui « apparaît donc uniquement lié à la mesure de régularisation des heures supplémentaires (...), qui a permis de créer des emplois-jeunes et de mettre mille enseignants de plus devant les élèves ».

Michel Delberghe

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Cyril RIEL

est née à Nîmes, le 2 novembre 1998. C'est la petite-fille de M. Méang RIEL, architecte DPLG. Elle a le sourire du peuple khmer.

Béatrice BENEZET

et Cyril RIEL, ses parents.

Léah

est née le 2 novembre 1998, à Schercher (Maritimes). Nous sommes maintenant au complet pour le Girls Band de l'an 2000.

Sarah, Joyce, Laetitia.

Sylvie et Michel Bensimbon, Louisiane 2, Anne Gouraud, 97233 Schercher.

Mariages

Laurence MAYEUR

et Marc COUTTY,

se sont mariés le 7 novembre 1998, à Paris, de manière purement laïque et républicaine. Ils remercient les parents et amis qui leur ont témoigné affection et sympathie.

83, rue de la Mare,

75020 Paris.

Anniversaires de naissance

1988 - Onay (France).

1998 - Belmont (Eaux-Us).

Le petit douchon a sauté jusqu'au plafond, grandi et traversé l'Atlantique.

Joyeux anniversaire/Happy birthday,

Marine.

Maman, Papa, Anais, Nage.

9 novembre 1998.

Jean-Gaillaume

est majeur.

Joyeux anniversaire !

Bonne route !

Grand-père et Bonne Maman.

Papa, Maman.

M.-L. A.-M. P.-E.

8 novembre 1998.

Heureux anniversaire.

Philippe !

Bon vent pour un autre demi-siècle de bonheur avec tous les tiens.

Georges et Francine.

Pierre, Jean-Michel et François.

8 novembre 1998.

Heureux anniversaire.

Philippe !

Bon vent pour un autre demi-siècle de bonheur avec tous les tiens.

Georges et Francine.

Pierre, Jean-Michel et François.

8 novembre 1998.

Heureux anniversaire.

Philippe !

Bon vent pour un autre demi-siècle de bonheur avec tous les tiens.

Georges et Francine.

Pierre, Jean-Michel et François.

8 novembre 1998.

Heureux anniversaire.

Philippe !

Bon vent pour un autre demi-siècle de bonheur avec tous les tiens.

Georges et Francine.

Pierre, Jean-Michel et François.

8 novembre 1998.

Heureux anniversaire.

Philippe !

Bon vent pour un autre demi-siècle de bonheur avec tous les tiens.

Georges et Francine.

Pierre, Jean-Michel et François.

8 novembre 1998.

Heureux anniversaire.

Philippe !

Bon vent pour un autre demi-siècle de bonheur avec tous les tiens.

Georges et Francine.

Pierre, Jean-Michel et François.

8 novembre 1998.

Heureux anniversaire.

Philippe !

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

9 novembre 1998.

ملک از اسلام

1918-1998 : LES RÉGIONS ET LA GRANDE GUERRE

RHÔNE-ALPES

Les femmes sur le front du travail

Pour pallier l'absence des hommes mobilisés, les usines sidérurgiques de Saint-Etienne et de Roanne ont fait appel à une main-d'œuvre féminine. Malgré les réticences des syndicats, ces ouvrières sont très actives pour la défense des conditions de travail et de vie, et manifestent pour la paix

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant
« Debout les femmes... On tue vos frères... Assez d'obus... Nous voulons nos poilus. » Ces quelques vers, extraits de *La Marche des femmes syndicalistes*, sont repris en 1917 à Saint-Etienne lors de manifestations contre la guerre. Chantées sur l'air du *Commis voyageur*, ils expriment le ras-le-bol d'une population, des femmes en particulier, lassées et découragées après plus de trente mois de conflit.

En 1917, le bassin de Saint-Etienne est devenu, du fait de son éloignement du front, l'« arsenal de la France ». Aux aciéries de Firminy, on fabrique des obus, et des canons Louis dans la plus grande usine sidérurgique de Saint-Chamond. La manufacture d'armes de Saint-Etienne emploie douze mille deux cent vingt-neuf personnes, dix mille de plus qu'en 1913. Au nord du département de la Loire, Roanne est l'un des principaux centres d'approvisionnement en vêtements militaires, en armes et munitions. Un nouvel arsenal est en construction.

L'apport d'ouvriers réfugiés, prisonniers ou immigrés, n'a pas suffi à compenser la saignée de la main-d'œuvre des hommes appelés sous les drapeaux. De nombreuses femmes les ont remplacés dans les ateliers. En 1917, elles sont 27 000 à travailler dans les entreprises d'armement stéphanoises, et 3 700 sur les 5 900 ouvriers tisseurs dans le Roannais. Cet apprentissage de la « grande industrie » est difficile pour celles qui étaient jusqu'alors mères au foyer, pour ces ouvrières qui n'ont connu bien souvent que le cocon paternaliste d'ateliers de tissage.

Pour pallier les difficultés de la vie quotidienne, des structures d'entraide se mettent en place. Une cuisine coopérative est ouverte en 1917 pour « aider les femmes qui travaillent toute la journée et n'ont pas le temps de faire la cuisine, ni pour elles, ni pour leur famille, ni pour leurs enfants ». Cette embauche massive de femmes est perçue avec méfiance. Dans un rapport daté de septembre 1916, des représentants du groupe des industriels de la Loire, pour la défense nationale, notent que « certaines parmi les usinières improvisées se plient mal aux exigences de l'heure. Pour les causes les

plus futiles, elles abandonnent leur travail ». Une section de surveillance du personnel est créée « afin de faire disparaître les dangers provenant de la main-d'œuvre féminine ».

En 1917, elles sont 27 000 à travailler dans les entreprises d'armement stéphanoises

Les officiers qui contrôlent les entreprises d'armement sont invités également à « n'admettre (même à titre provisoire) le concours d'aucune femme sans s'être renseigné sur son attitude patriotique, sa conduite, son origine et sa moralité auprès de Monsieur le Préfet ».

« En même temps que leur nouveau métier, les femmes apprennent la réalité de l'exploitation », observe Michèle Zancanini, historienne, auteur d'un mémoire de maîtrise sur

« l'opposition à la guerre dans le bassin stéphanois ». La légitimité du travail des femmes est aussi contestée par des syndicalistes ouvriers. Les femmes concurrencent les hommes. Elles sont accusées d'être responsables de la durée de la guerre, qu'elles prolongeraient en produisant les munitions et en prenant l'emploi de ceux qui sont envoyés au front. Pour certains, leur véritable place est au foyer et leur rôle est de procréer.

Cette discrimination est particulièrement prononcée dans les entreprises. Hommes et femmes n'occupent généralement pas les mêmes postes de travail. Aucune femme n'est classée « professionnelle » dans les usines métallurgiques qui ont adopté une organisation taylorisée. Elles sont maintenues dans la catégorie inférieure des travailleuses aux pièces. Au terme de négociations conduites en juin 1917 par le préfet de la Loire, les dirigeants syndicaux et patronaux s'accordent pour mieux codifier les postes de travail et les rétributions salariales correspondantes. Cette réglementation revient en fait, selon Michèle Zancanini, à délimiter des « postes sexués », à définir une « classe ouvrière virile ». Peu syndiquées, hormis à l'intérieur de quelques sections féminines promues par certains dirigeants du syndicat des métaux, les femmes se montrent actives dans la revendication de conditions de vie et de travail plus décentes. Dès la fin de 1915, les ménagères protestent contre la vie chère. L'indice du coût de la vie est

POPULATION ACTIVE FÉMININE

en pourcentage de la pop. active de chaque secteur

SECTEUR	1911	1921
AGRICOLE	38	44
SERVICES	36	40,5
INDUSTRIE	22	36

Appelées à l'usine par la mobilisation des hommes, les femmes en ont été largement chassées par leur retour. Pendant et à l'issue de la guerre, la femme a été de plus en plus orientée vers des emplois de bureau, publics ou privés. Enfin et surtout, la guerre a fait disparaître bien des petits métiers à domicile, comptables auparavant dans la rubrique « industrie ». C'est l'une des conséquences les plus profondes de la guerre.

multiplié par quatre entre juillet 1914 et octobre 1920. Dans les ateliers, la contestation prend des formes nouvelles. Les cadences sont volontairement limitées, des traditions carnavalesques reprises. Certaines femmes se travestissent pour dénoncer la grossièreté des hommes. Elles pratiquent la grève des « bras croisés ».

Après des manifestations sporadiques, à partir de 1916, le mouve-

La plus grande catastrophe ferroviaire française

CHAMBERY

de notre correspondant

Quinze jours de « perm » avec Noël au milieu... Les poilus étaient plutôt d'humeur joyeuse ce 12 décembre 1917 en regagnant la France. Après plusieurs semaines passées sur le front italien, ils avaient hâte de rejoindre leur famille. Ce jour-là, deux rames sont racorées en gare de Modane (Savoie) et un convoi de trois cent cinquante mètres de long transportant 982 poilus dans une vingtaine de wagons s'ébranle vers 22 h 45 dans la descente de la vallée de la Maurienne.

Sur cette portion de ligne qui comporte toute une série de courbes, de tunnels et de viaducs, la vitesse est à l'époque limitée à 40 kilomètres/heure, la pente atteignant 23 pour 1 000 puis 30 pour 1 000 après le « palier » du Freney. C'est, semble-t-il, à cet endroit que le mécanicien perd le contrôle du train ML 3 874 dont la vitesse ne cesse d'augmenter, atteignant 100, puis 150 kilomètres à l'heure.

En amont de la gare de Saint-Michel-de-Maurienne, la première voiture déraile et l'attelage se rompt. Les wagons viennent un à un buter contre celui qui s'est mis en travers tandis que la locomotive poursuit sa course. « Nous sommes jetés les uns sur les

autres. On se croirait dans une benne précipitée dans un puits de mine. La panique s'est emparée des occupants. J'ai perdu connaissance. Combien de temps ? Quelques secondes sans doute... Déjà, tout autour de moi, s'élevaient des cris affreux », racontera vingt ans plus tard Eugène Pras, un des rescapés, au quotidien *Le Nouvelliste* de Lyon. « Je ne me suis pas rendu compte du moment où ma machine s'est séparée du train », avouera de son côté le mécanicien lors de son audition par la commission d'enquête diligentée par la compagnie, le PLM.

« 425 POILUS ET 3 CHEMINOTS »

Lorsqu'il stoppe enfin sa machine en gare de Saint-Michel, les wagons de bois, 1 300 mètres plus haut, ne sont plus qu'un amas de poutres tordues et de panneaux claqués qui ont broyé les chairs. Une vingtaine de minutes plus tard, le feu se déclare. « C'est cet incendie qui fera le plus de victimes, il ne s'éteindra que le 13 décembre au soir », souligne Michel Domenech, ancien directeur régional de la SNCF de Chambéry, aujourd'hui retraité, qui a eu accès à différents rapports d'enquêtes et d'expertises du PLM.

Un patient travail de recherche l'autorise ainsi à préciser le nombre exact de victimes,

après différentes estimations contradictoires : « Il y a eu 148 morts identifiés, 277 non identifiés, soit 425 poilus auxquels il faut ajouter deux cheminots. Il faut plus d'un an d'enquêtes pour arrêter ces chiffres. Le temps pour l'armée et les familles de recenser le nombre des permissionnaires qui manquaient à l'appel. »

Aujourd'hui encore, les causes de l'accident, qui demeure la plus grande catastrophe ferroviaire française, restent mystérieuses. Contrairement à ce qui a pu être écrit, le système de freinage du convoi avait été vérifié avant le départ. Par ailleurs, on n'est jamais parvenu à déterminer avec précision l'origine du feu qui a suivi le déraillement. Six cheminots, dont le conducteur du train, furent renvoyés devant un conseil de guerre réuni à Grenoble en audience publique du 5 au 7 juillet 1918. Tous furent acquittés. Les obsèques des victimes, inhumées à Saint-Michel-de-Maurienne, avaient auparavant été célébrées le 17 décembre 1917 en présence d'une foule immense, de deux ministres français et d'un général italien. Les restes des poilus furent transférés en 1962 à Lyon, au cimetière militaire de la Doua.

Philippe Révil

Vincent Charbonnier

FIN

La métaphore de la Grosse Bertha

LES PARISIENS ont longtemps gardé en mémoire le numéro 6 du quai de la Seine, l'esplanade de la gare d'Est et, plus encore, l'église Saint-Gervais. C'est là que tombèrent respectivement, le samedi 23 mars 1918, à 7 h 20 et 7 h 40, puis le vendredi 29, peu après 15 heures, les premiers obus allemands qui marquèrent la brusque reprise de la guerre de mouvement. Certes, depuis 1914, la capitale a déjà connu des bombardements, mais, outre la violence inédite du printemps 1918 (en quatre mois et demi, trois cent soixante-sept tirs atteignent la capitale), le procédé utilisé ajoute à l'effroi : le 23 mars, c'est un canon à longue portée de 420 mm, installé dans la forêt de Saint-Gobain, dans l'Aisne, à quelque cent quarante kilomètres de sa cible, qui projette les obus meurtriers. Une telle distance, qui fit d'abord soupçonner un bombardement aérien, stupéfia plus encore que le poids des projectiles (108 kg).

Le choc psychologique fut terrible. Se remémorant les ravages causés en 1914 par l'obusier géant sorti des usines Krupp et baptisé du prénom de la fille du sidérurgiste, « die dicke Bertha », les Parisiens ne désignèrent plus les obusiers de marine adaptés pour le combat terrestre et stationnés dans l'Aisne que sous le terme de « grosse Bertha ».

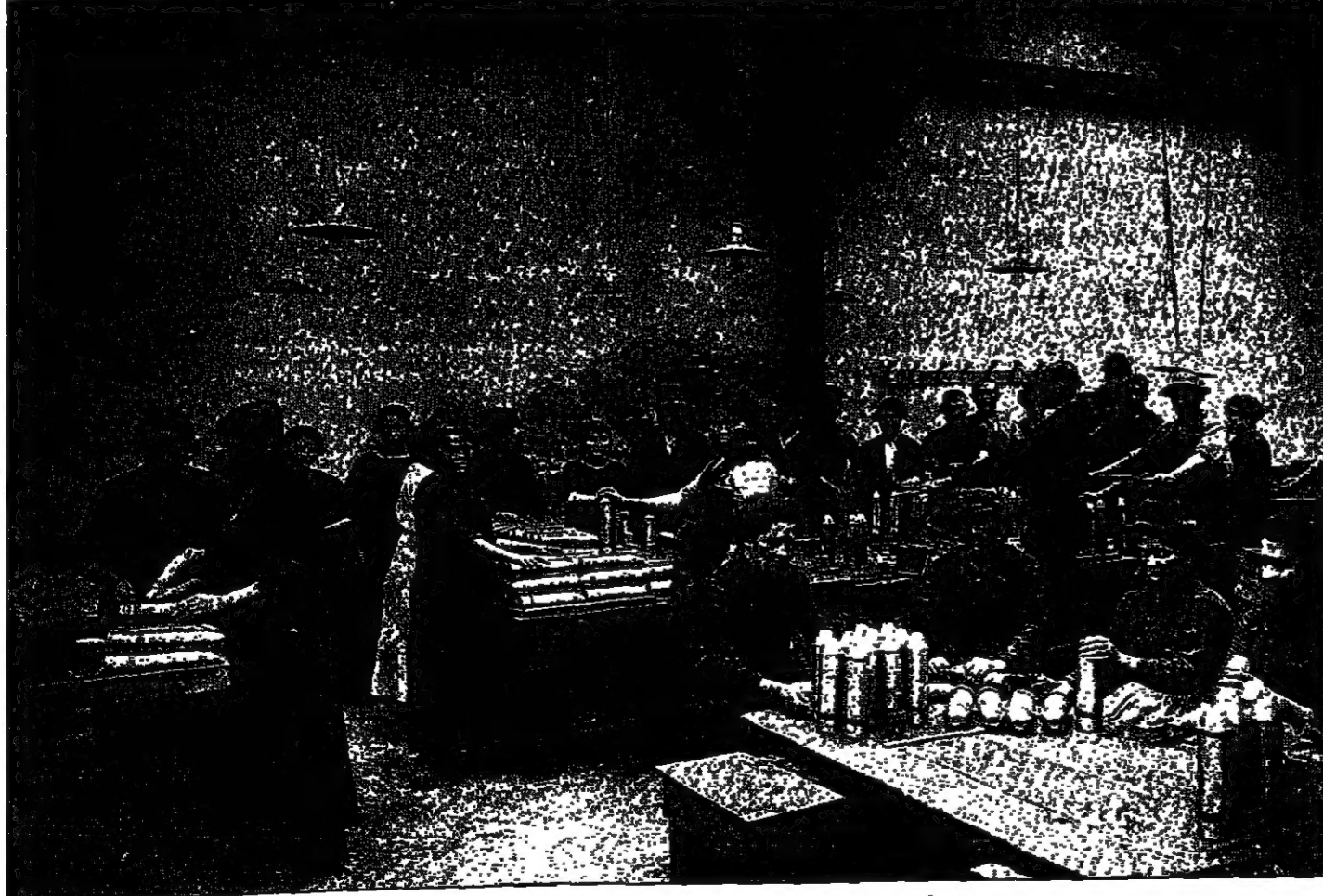
Ce canon va incarner le mal absolu, l'atrocité sans nom et le sacrilège inexpiable. Et qu'importe que l'obus qui frappe de plein fouet la nef de l'église Saint-Gervais, dans le quartier de l'Hôtel de Ville, provienne en réalité d'un canon Kaiser

Wilhelm. Le lieu et l'heure du drame signent l'œuvre du Malin. Car, si les premiers pilonnages – un obus par quart d'heure – ont poussé cent mille à deux cent mille Parisiens à quitter précipitamment la capitale, les églises sont comblées ce vendredi saint. Particulièrement Saint-Gervais, dont les chœurs, réputés, célèbrent avec gravité et splendeur la Passion du Christ. Commémorant la destruction de Jérusalem par les Babyloniens et l'incendie du Temple, les *Lamentations de Jérémie*, acception résignée du désastre, sont au programme de la liturgie. S'écroulant à l'heure même où l'on rappelle le drame du Golgotha, l'obus semble une infamie dépassant l'entendement.

« RÉSURRECTION NATIONALE »

Sous les décombres, on dénombre 88 morts, pour la plupart des femmes, des enfants et des vieillards, et au moins autant de blessés. Si tôt la nouvelle connue, les innocents sont érigés en martyrs, et l'effroyable profanation transformée en prophétie métaphorique : ce coup ultime marque le terme du calvaire et annonce la prompte « résurrection nationale ». Aussi, loin de porter un coup décisif au moral des Français, le « crime de Saint-Gervais » va raviver la haine « anti-boche », quelque peu éteinte par plus de trois ans d'un interminable conflit où les enjeux s'effaçaient devant les souffrances. Il n'est plus question seulement d'obtenir la défaite de l'ennemi, mais son châtiment.

Philippe-Jean Catinchi



Fabrication d'obus à Saint-Chamond (Loire)

Dans l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond (Loire), en 1917, des femmes travaillent à la fabrication de munitions : celles de la photo montent des obus à balles. L'usine existe toujours. C'est au-

jourd'hui celle de GIAT Industries. On appelle ces femmes « les mains vertes » à cause de la coloration que donne la pyrite utilisée dans la composition des explosifs. Ces femmes fabriquent aussi de la grosse tôle pour la marine. On compte parmi elles beaucoup d'immigrées, notamment originaires du Sud-Est asiatique. La « démobilité » de certaines de ces femmes sera brutale : « L'armistice n'est pas plutôt signé

que, le 13 novembre 1918, le ministre Loucheur invite énergiquement les travailleuses des usines d'armement à « rentrer au foyer ». Dans sa grande générosité, il leur offre un mois de salaire si elles partent avant le 5 décembre ; au-delà, l'indemnité est réduite chaque jour pendant un mois. Le 5 janvier, plus question de prime » (Florence Montreynaud, *Le XX^e Siècle des femmes*, Nathan, 1989).

DÉPÊCHES

■ **SCIENTOLOGIE** : l'inspection générale des services judiciaires vient d'être saisie par la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, d'une mission d'inspection sur la disparition, au tribunal de grande instance de Paris, de pièces de procédure relatives à l'Eglise de scientologie. Une partie du dossier instruit par la juge Marie-Paule Moruchini a disparu avant l'ouverture de l'affaire par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris (Le Monde du 28 octobre). Une enquête administrative a déjà démontré l'existence de « certains dysfonctionnements dans l'organisation et le fonctionnement des services ».

■ **SANS-PAPIERS** : dix des vingt sans-papiers en grève de la faim depuis cinquante-huit jours dans la bibliothèque de l'église Saint-Paul, à Bordeaux, ont décidé, dans la soirée du vendredi 6 novembre, d'arrêter le mouvement. Ces dix ressortissants turcs, les seuls du groupe à être régularisables (Le Monde du 21 octobre), étaient restés par solidarité.

■ **CARLOS** : le terroriste Carlos, de son vrai nom Ilich Ramirez Sanchez, en prison depuis quatre ans en France, fait la grève de la faim et de la soif depuis le 3 novembre pour protester contre « les mauvais traitements infligés aux prisonniers ». Selon son avocat, M. Fabrice Cécant-Peyre, Carlos a écrit une lettre à la direction de la prison de Saint-Pierre de la Réunion, tendue publique, dans laquelle il demande la libération de ses compagnons de prisonniers.

■ **KURDES** : jugés depuis le 28 octobre par le tribunal correctionnel de Paris, quinze Kurdes, originaires de la région de Diyarbakir, ont été condamnés à des peines allant de six mois à deux ans de prison avec sursis. Ils étaient accusés d'avoir participé à des émeutes lors de la manifestation pour la libération de la Palestine, le 10 octobre dernier.

■ **LA LOIRE** : le préfet de la Loire, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LE RHÔNE** : le préfet du Rhône, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA SEINE** : le préfet de la Seine, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA MARNE** : le préfet de la Marne, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA SAÔNE** : le préfet de la Saône, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA YONNE** : le préfet de la Yonne, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA CÔTE D'OR** : le préfet de la Côte d'Or, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA HAUTE-SAÛNE** : le préfet de la Haute-Saône, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA NIÈVRE** : le préfet de la Nièvre, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA CHARENTE** : le préfet de la Charente, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA GIRONDE** : le préfet de la Gironde, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA DORDOGNE** : le préfet de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

■ **LA LOT** : le préfet de la Lot, M. Jean-Louis Baudouin, a annoncé qu'il avait décidé de fermer l'usine de Forges et aciéries de la marine et d'Horécourt de Saint-Chamond, qui fabrique des obus, à la fin de l'année 1998. L'usine, qui emploie 1 500 personnes, est la dernière d'une série de fermetures de sites industriels dans le département.

Le procès Houellebecq



A force, on ne sait plus de quoi il s'agit : de littérature, d'idéologie, de procès politique ou de posture. D'un roman, de déclarations provocantes jetées au fil d'interviews infinies, de mises en accusation publiques appelant la légitime défense, ou d'une drôle de manière de tenir sa cigarette, entre le majeur et l'annulaire. Ce qui s'est abattu sur la rentrée littéraire, depuis la fin du mois d'août, a un vague air de typhon. Certains le trouvent « douteux », « glauque », « dangereux », d'autres y voient un livre majeur, un tournant dans la littérature. *Les Particules élémentaires*, de Michel Houellebecq, a quasiment virifié la rentrée.

Ce n'est pas seulement une question commerciale - malgré 130 000 exemplaires « sortis » en librairie, une position malmenée en tête des listes de meilleures ventes et des droits de traduction bientôt cédés dans une dizaine de pays. Ce n'est pas non plus une question de récompense : les jurys des prix littéraires répondent en France à une logique interne qui ne concerne que de très loin la qualité des livres. Il se passe quelque chose d'un autre ordre. Rares sont les romans qui ont fait couler autant d'encre, suscité tant de passions, d'embellissements ou de détestations, de gonflements incontrôlés en débats et en polémiques. Le roman de Houellebecq est devenu l'affaire Houellebecq. C'est désormais un phénomène de société qui, en se donnant les apparences d'un débat sur le roman, évite le débat sur la littérature : surgissant sous plusieurs formes et depuis divers lieux intellectuels ou politiques, ce phénomène donne à penser aussi (surtout) sur la société dont il émane, par la manière dont elle le regarde.

Ce qu'on a regardé d'abord, c'est une silhouette lymphatique, un peu désarticulée, se rendant d'une allure soumise sur les plateaux de télévision, dans les librairies et les foires du livre ; c'est un visage photographié dans tous les médias avec un air de Schtroumpf posé là par hasard, mâchonnant sa cigarette, semblant s'étonner d'être bizarre ; ce sont des borborygmes déconcertants, brillants ou absurdes, drôles ou franchement déplaisants, souvent provocateurs, toujours décalés. Michel Houellebecq se dit tenté par le bouddhisme, il émet un long murmure sans avant de choisir le silence ou d'énoncer au contraire les propos les plus radicaux sur un ton de nouvelle vague, de cette voix dont d'énervés ceux qui le soumettent à l'interrogatoire.

A tout le bruit fait autour de lui,

pour ou contre lui, il oppose l'excentricité lugubre d'un Pierre Desproges, l'obscurité abyssale d'un Godard ou simplement une mollesse ambiguë, un malaise. De lui, on ne sait pas grand-chose. Il a quarante ans, est ingénieur agronome de formation, a publié des poèmes et un essai sur Lovcraft. Avant *Les Particules élémentaires*, son talent s'était surtout fait remarquer en 1994 dans *Extension du domaine de la lutte*, un premier roman publié alors avec succès (15 000 exemplaires) par un « découvreur » de marque, Maurice Nadeau.

Le livre par où le scandale arrive explore de manière plus radicale la vision du monde dépressive et dégoûtée d'*Extension du domaine de la lutte*. C'est une description jusqu'au-boutiste mais cohérente de l'évolution de notre intimité. Roman « réactionnaire », au sens où le diagnostic de la société contemporaine y est celui de relations humaines abîmées, atomisées par la libération de 68, où l'obsession malheureuse du plaisir sexuel est un signe du repli individuel, où le désir et la liberté ne sont que sources de souffrance. Jugé « douteux » parce qu'il n'affirmerait pas de « position » critique vis-à-vis de ce constat glacé, et qu'il réduirait le mal contemporain aux conséquences de la révolution libertaire en « oubliant » les vraies tragédies du siècle - le narrateur déduit que « les serial killers des années 90 se nourrissent des enfants naturels des hippies des années 60 ».

« Pourquoi cette violence gratuite, tant de scènes de sexe, ces masturbations à toutes les pages ? » « Comprenez-vous que certains parents nous interdisent cette lecture ? »

Des lycéens

« Dangereux », enfin, par son approche déterministe et par des conclusions existentielles implicites : défense (par le narrateur) d'une société annihilant le libre-arbitre et prônant, pour plus d'égalitarisme, l'intrusion de la science dans le contrôle de l'humanité - manipulations génétiques, clonage, eugénisme. Tout un programme dont on ne serait « pas sûr que l'auteur n'y adhère pas ». Neutralité du style, réduction des personnages à l'état de « particules », confusion progressive des deux héros demi-frères et du narrateur-clone contribuent à susciter les soupçons sur l'origine, dans le roman, des « discours ».

« On veut absolument voir dans mon roman un essai, des propositions, des solutions, alors que c'est une description. Peut-être que les gens ne devraient pas lire de romans s'ils veulent

Le livre de Michel Houellebecq, « Les Particules élémentaires », suscite des réactions passionnelles d'une rare véhémence. Mais il s'agit moins de littérature que de positions politiques ou idéologiques à teneur bien peu romanesque. Retour sur un phénomène de société né d'un « coup » éditorial

trouver ça. Il doit y avoir erreur d'achat », répondait encore Michel Houellebecq, d'une patience espiègle, face à un public se déchaînant en invectives de toute sorte. Des libraires refusent de le recevoir, certains font sauter des tables, d'autres sont insultés pour soutenir un livre « fasciste ». Samedi 24 octobre à la Fnac Montparnasse, les plus offensés étaient les lycéens. « Pourquoi cette violence gratuite, tant de scènes de sexe, ces masturbations à toutes les pages ? » « Comprenez-vous que certains parents nous interdisent cette lecture ? » « Adhérez-vous à votre utopie ? Si le désir ne fait plus sens, vous êtes donc un homme amorphe, une larve ? » « Oui, oui », hasarde Houellebecq entre deux murmures, renvoyant généralement à ses personnages ceux qui l'interrogent sur sa « position ». « Il se fout de nous, il

répond à rien, il est grave, lui ! », concluaient les lycéens. « Vous êtes un nazi qui ne s'avoue pas », lui lançait sur des modes divers, le même jour, un groupe de jeunes gens méthodiquement répartis dans la salle. L'événement Houellebecq est en marche. Raphaël Sorin, devenu son éditeur chez Flammarion, l'avait anticipé : en septembre 1997, il décide de monter un « coup » en reprenant une leune revue littéraire, *Perpendiculaire*. Tirée à 2 000 exemplaires, d'inspiration de gauche, elle engage des réflexions sur une esthétique « nouvelle » pour sonder l'époque contemporaine. Michel Houellebecq, qui dénonce « le monde comme supermarché et comme déshérence », est au cœur de cette tendance. Intégré dans le comité de rédaction de la revue en 1995, il en est vite perçu comme la figure de

prou. Autant dire que le terme de « figure de proue » n'est pas avallé par les autres membres : cela « ne renvoie à rien, a priori, j'imagine que cela doit irriter autant que nous », dit l'un d'eux à Michel Houellebecq au cours d'un entretien qui mettra le feu au poudres (*Perpendiculaire*, n° 11, automne 1998). Pour Raphaël Sorin, « c'était évident dès le début que Houellebecq, par son talent, se détachait du groupe ».

Dès le mois de mai, des épreuves des *Particules élémentaires* sont envoyées aux rédactions des journaux. La rentrée littéraire, dominée par l'enjeu théâtral des prix de novembre, se prépare. Chez Flammarion, on l'annonce aux libraires comme « l'événement de la rentrée ». Le premier média à le confirmer est un hebdomadaire en vogue, *Les Inrockuptibles*. En lui consacrant le 19 août la « une » et un dossier, il salue l'importance du roman tout en pointant son matériau idéologique. Un entretien avec l'auteur figure dans le dossier. Houellebecq y déclare notamment bien aimer Staline « parce qu'il a été assez sévère également avec les trotskistes, deux mesures nécessaires pour éviter les déviations dangereuses ».

Dès lors, le débat public autour des *Particules élémentaires* change de nature. Les entretiens s'enchaînent, la machine s'emballe. Plutôt que d'interroger l'écrivain sur son œuvre, on l'interroge sur l'interview précédente. Et plus il provoque, « Je n'aime ni le désir ni le mouvement, déclare-t-il dans *Perpendiculaire*. Non seulement je ne les aime pas, mais effectivement je souhaite leur disparition. Et je m'y emploierai. » « Je ne m'emploierai à rien du tout, corrige-t-il ensuite à la Fnac. Cet entretien commençait à m'énervier sérieusement. »

« L'affaire Houellebecq » devient une affaire d'interventions extérieures, plus que de littérature. Ne sachant quoi penser du roman, on se rabat sur les discours. « La rage de ne pas lire », observait l'écrivain Dominique Noguère dans *Le Monde*. Sans qu'il soit en aucun point comparable à celui de Houellebecq,

le « cas Céline » revient comme une vieille rengaine : que faire d'un écrivain qui tient des propos dérangeants ? Par son genre hybride, entre le roman, la poésie, la science, la description sociologique, *Les Particules élémentaires* offre un terrain équivoque et plus perméable à la confusion avec les discours tenus par ailleurs. Aux *Inrockuptibles*, on a vite résolu la question du « danger ». « C'est un roman important, dont l'auteur tient des propos politiquement discutables, conclut Sylvain Bourmeau, rédacteur en chef adjoint. Que dire de plus ? Qu'en 1998 on se demande encore où se place l'auteur... Les romans devraient-ils tous se placer d'un point de vue humaniste ? La littérature serait bien triste. »

Inclassable, Houellebecq dérange, divise. Quelle est la « position » de cet écrivain venu de la gauche qui rend hommage tour à tour à Staline et à la « compassion », aux « cathos traditionnalistes » et à l'eugénisme ? On lui reproche d'être nihiliste, « déprimiste », antihumaniste, pessimiste. À gauche, on le voit « communiste utopique » (*Les Inrockuptibles*) ou au contraire « flou », proche de la pensée d'Alain de Benoist et encensé par la « l'épénisation des esprits » (*Perpendiculaire*). A droite, le livre embarrasse, comme en témoigne le feuilleton contradictoire paru en divers épisodes dans *Le Figaro* : d'abord dénoncé comme « interminable porno-misère », puis réhabilité comme victime d'un terrorisme intellectuel de gauche.

Il s'agit soudain d'être « d'accord », ou « pas d'accord », avec *Les Particules élémentaires*. Comme on serait d'accord, ou pas d'accord, avec le *Guernica* de Picasso ou avec la *Crucifixion* de Bacon. Comme si Dostoïevski était sommé de faire savoir s'il est d'accord, ou pas d'accord, avec Dmitri, Aliocha ou Ivan Karamazov. L'affaire Houellebecq donne au moins à penser la manière dont la radicalité politique s'empare de la littérature. A la suite de l'entretien publié dans son numéro d'automne, la revue *Perpendiculaire* s'est « séparée » de Michel Houellebecq, « Exclusion », selon celui-ci. « Tout

petit procès de Moscou », note Pierre Marcelle dans *Libération*. Sans l'entendre, le roman aurait-il suffi à la rupture ? « Je ne suis pas sûr, reconnaît Nicolas Bourriaud, membre de la revue *Perpendiculaire*. Mais la question ne s'est pas posée. L'entretien était nécessaire, il nous fallait élargir certains points sur sa position. »

Un autre procès, judiciaire celui-là, avait inauguré l'aventure des *Particules élémentaires*. Dès la sortie du livre, le 24 août, une société commerciale exploitant un camping, L'Espace du possible, assignait l'écrivain en référé. Elle n'appréciait pas la caricature identifiable, dans le roman, de ce camp de naturistes new age, post-hippie, où les membres déboulent de parcoures en ateliers philosophiques. L'ironie de l'histoire veut que ce soit ce lieu libertaire qui ait demandé en justice (sans succès) l'interdiction du livre.

DANS tous les procès intentés à Houellebecq, judiciaire ou politique, le point commun est le reproche qui lui est fait de sa vision de la réalité. Lui-même caricaturé dans *Les Particules élémentaires*, l'écrivain Philippe Sollers a pris son parti au nom de la liberté du romancier à transcrire le réel - « on rougit d'avoir à le rappeler », commente-t-il. « Le choc d'un livre qui dit du vrai sur la société de son temps se traduit par des mises en procès : Proust taxé de chroniqueur mondain, Joyce de fou, Stravinski disparu de l'Encyclopédie soviétique... »

Quant à Maurice Nadeau, l'éditeur du premier roman de Houellebecq, il n'aime pas *Les Particules élémentaires*. « J'aurais demandé à Houellebecq de changer deux, trois choses, il aurait refusé et je l'aurais publié quand même. Dans une maison d'édition comme la mienne, ça n'aurait pas fait tout ce boucan. Là, la mayonnaise a monté. Maintenant, on lui demande d'être clair, plus clair que son roman, de se situer, tout ça est ridicule. Ça montre que la période est vide. Les idéologies, ça marque, les gens s'énervent. Il faut toujours qu'ils soient pour ou contre. » Certains l'adecis se contentent d'une mise en garde. Une circulaire du syndicat des chefs d'établissements scolaires adressée en septembre aux secrétaires académiques appelait ainsi à la vigilance : le roman de Houellebecq, encore sélectionné pour le Goncourt des lycéens, « peut choquer les jeunes lecteurs et leurs familles. D'autre part, la personnalité de l'auteur et les thèses qu'il défend nous paraissent de nature à vous inciter à prendre quelques précautions. » Les jurys du Goncourt, eux, l'ont éliminé juste à temps. Un Goncourt à un livre si peu conventionnel, à un livre d'écrivain, cela aurait fait scandale.

Marion Van Renterghem
Dessin : Seluk

23^{ème} JOUR

OBJECTIF CANCA
F45.6 35/50 mm
F45.6 75/100 mm
F45.6 135/200 mm
F45.6 200/300 mm
F45.6 300/450 mm
F45.6 450/600 mm
F45.6 600/900 mm
F45.6 900/1350 mm
F45.6 1350/2025 mm
F45.6 2025/3038 mm
F45.6 3038/4557 mm
F45.6 4557/6836 mm
F45.6 6836/10254 mm
F45.6 10254/15381 mm
F45.6 15381/23072 mm
F45.6 23072/34608 mm
F45.6 34608/51912 mm
F45.6 51912/77868 mm
F45.6 77868/116802 mm
F45.6 116802/175203 mm
F45.6 175203/262804 mm
F45.6 262804/394206 mm
F45.6 394206/591309 mm
F45.6 591309/886964 mm
F45.6 886964/1330446 mm
F45.6 1330446/2000000 mm

Il y en aura peut-être jusqu'à ce soir, demain, après-demain, ou ne sait pas...

مكتبة من المكتبات

A high-contrast, black and white photograph of a dark, rectangular object, possibly a book cover or a piece of wood. The image is heavily shadowed and grainy, with a lighter, textured area in the center that appears to be a label or a piece of paper. The overall appearance is abstract and textured.

Lundi 9 novembre,

6 500 appareils photo Canon EOS 500

35 ANS

*Avec Carrefour
je positive! ◀*

ET DEMAIN ?...

Magistrature : la nécessaire réforme

par Yves Lemoine et Jean-Pierre Mignard

LA Cour des comptes, lors de la réédition de son rapport intéressant la gestion des fonds publics par les services de la chancellerie des cours et tribunaux relève nombre d'irrégularités et actes erratiques de gestion. C'est le lot commun, mais plus intéressante est une de ses conclusions qui est venue comme un écho à l'attention manifeste portée sur ce même sujet par la garde des sceaux, Elisabeth Guigou : il faut refondre la carte judiciaire française. Or, aujourd'hui ce n'est plus seulement la carte judiciaire qu'il faut remodeler mais la carrière même des juges qu'il faut adapter à des missions jamais remplies jusqu'à ce jour.

Depuis une quinzaine d'années, des réflexions éparpillées s'attachent, ici à renouveler la formation des magistrats, là à supprimer ou regrouper les instances judiciaires. Elles se heurtent toujours aux mêmes difficultés corporatistes, au même dogme de la « proximité » avec le justiciable, au même souci, évidemment compréhensible, des élus locaux de ne pas heurter leur électorat et de refuser la suppression du tribunal à une chambre qui orne leur circonscription.

L'urgence ne serait donc pas manifeste si l'on ne constatait deux phénomènes : la marche vers des institutions européennes « intégrées » va très vite (la mise en place de l'euro en est une manifestation) et le rôle social de la justice prend une ampleur sans analogie dans notre histoire contemporaine.

La France est, judiciairement, sur-administrée et donc mal administrée.

La carte judiciaire française, largement remodelée en 1953, répondait à une certaine vision de la souveraineté, à la répartition d'une population fixée depuis longtemps et - pensait-on - pour longtemps à une carte administrative dominée par le département où la représentation de l'État par le préfet offrait une parfaite « lisibilité » de l'État.

Il n'en va plus ainsi. Si le département demeure la circonscription politique locale par la présence du conseil général et l'arrondissement la circonscription politique nationale par le siège du parlementaire, les circonscriptions judiciaires n'ont plus vocation à être calquées sur les circonscriptions administratives. Longtemps la carte judiciaire fut autonome. Il faut attendre le « géométrisme » révolutionnaire pour que les cartes se superposent, d'ailleurs imparfaitement. Une nouvelle ré-

forme en profondeur est nécessaire et il faut préparer dès aujourd'hui un travail qui est d'autant plus indispensable que la construction européenne chahutera notre propre découpage administratif et politique.

La répartition territoriale des cours et tribunaux est inefficace et budgétivore.

Elle est inefficace parce que les cours n'ont pas les moyens de répondre à leur véritable vocation qui se partage en trois missions : juger en droit et être élaboratrices de jurisprudence ; former les jeunes auditeurs aux fonctions de juge ; être, à parité avec certaines universités de droit et de sciences sociales, les laboratoires de la pensée et de la pratique juridique dans l'Europe de demain, où les juristes devront être familiers de synthèses concernant tout à la fois le droit, l'économie, la

L'urgence est manifeste : la marche vers des institutions européennes « intégrées » va très vite, et le rôle social de la justice prend une ampleur sans analogie dans notre histoire contemporaine

finance, l'histoire, la sociologie et les sciences politiques. Il existe en France plus de trente cours d'appel ; il en faut moins d'une dizaine, regroupant sous l'autorité d'un président les moyens intellectuels et matériels nécessaires à l'accomplissement de ces missions et, dans tous les cas à grands effectifs, gages d'un pluralisme intellectuel accru. Il serait tout à fait utile de prendre modèle sur la réforme des études médicales qui, en son temps, permit une profonde rénovation hospitalo-universitaire. Ainsi, les cours d'appel doivent compléter les universités de droit dans le cadre de CUJ (centres universitaires et judiciaires) où s'effectuera l'essentiel des « mobilités » : professeurs, maîtres de conférence, maîtres-assistants en direction de la cour, les conseillers référendaires,

conseillers faisant mouvement en direction de l'université. Les universités pourraient enfin assurer un tronc commun de formation à tous les métiers judiciaires, et notamment aux avocats et magistrats.

L'école nationale de la magistrature pourrait ainsi être utilement remplacée par un recrutement sur concours de haut niveau.

L'organisation actuelle est budgétivore du fait des immobilisations immobilières onéreuses, avec ses postes budgétaires inhérents à une pyramide structure et l'irrationalité de l'organisation du travail. Ajoutons pour être justes que ce dernier point n'est pas le fait exclusif d'une « petite » cour. Les « grandes » cours d'appel ne sont pas mieux gérées et le rapport de la Cour des comptes, déjà cité, montre bien que les unes comme les autres sont hors de portée de toutes vérifications possibles, leurs statistiques flétrissant l'incompréhension la plus totale.

Dans la Constitution qui nous régit, il n'existe que deux « pouvoirs », l'exécutif et le législatif. Le « judiciaire » étant qualifié d'autorité. Dernière des titulaires de chancellerie se cache une réalité qui est déjà devenue redoutable. Le judiciaire est redevenu, par conquête, un pouvoir à part entière. C'est un acquis de la démocratie et toute remise en cause de cet acquis signifierait que c'est celle-ci qui est visée. Mais ceux qui ont mission de « rendre la justice » sont-ils pour autant légitimes à mettre les menottes sans que leur appréciation soit sujette à vérification ?

Si le magistrat tient son immense pouvoir à la fois de la défiance des institutions politiques et des nouvelles institutions supra-nationales qui s'organisent sous nos yeux, la contre-partie de ce pouvoir est de mettre sur pied une institution devant laquelle la responsabilité du juge pourra être engagée. C'est la règle de la démocratie : à tout pouvoir correspond une vérification. Si le « pouvoir » des juges est une commodité langagière à l'usage des « politiques », son masque hideux, le despotisme judiciaire, pourrait très vite montrer le bout de son nez.

Il y avait le pouvoir de l'exécutif, celui du législatif. Il y a dorénavant le pouvoir judiciaire. Il manque encore le contrôle que les citoyens doivent pouvoir exercer sur les modalités d'exécution de ses missions.

Yves Lemoine est magistrat. Jean-Pierre Mignard est avocat et président du Club Témoin.

Le CSM et la démocratie

LE gouvernement a mis en chantier un certain nombre de réformes pour améliorer et démocratiser le fonctionnement judiciaire. Parmi ces réformes, la plus emblématique concerne le Conseil supérieur de la magistrature puisque, depuis un demi-siècle, l'indépendance de la justice trouve largement sa mesure dans la composition et les pouvoirs du CSM.

La mesure soumise aux assemblées parlementaires prévoit principalement le renforcement des pouvoirs du conseil en matière de discipline, d'avancement et surtout de nomination des magistrats, la même compétence pour les magistrats du siège et les magistrats du parquet, ce qui rompt avec la moindre indépendance traditionnelle de ces derniers, un conseil composé d'une majorité de non-magistrats et, enfin, l'élection à la proportionnelle des représentants des magistrats ce qui permet une composition plus équilibrée des différentes sensibilités de la profession.

Tout en saluant les avancées d'un projet qui a suscité et continue de susciter bien des débats, « l'appel des 103 », issu de l'appel lancé l'année dernière pour une « justice indépendante garante de la protection des libertés individuelles », voudrait marquer les limites de la réforme et imaginer une autre ligne de changement. La composition et les compétences du CSM, au travers des mesures techniques, manifestent l'affrontement de deux conceptions contradictoires de l'indépendance : l'une qui revendique l'existence d'un territoire protégé tandis que l'autre se définit par le jeu des pouvoirs et des contre-pouvoirs. Les propositions de la réforme actuelle (et plus encore les prises de position de certains magistrats) s'inscrivent dans la première ; nous défendons la seconde.

Tout le monde invoque l'indépendance du juge du siège devenu, ainsi, souvent à son propre étonnement, l'incarnation de l'idéal démocratique. Et il est vrai, que la décision judiciaire est le plus souvent collégiale et que, de plus, elle est susceptible d'appel et de cassation. De cette réalité, il faut certainement conserver le principe central de la confrontation de thèses contraires et du débat organisé, mais la mission du CSM engage plus que le judiciaire : en effet, les décisions d'avancement et de nominations (surtout, mais pas seulement pour les positions les importantes) représentent, de fait, la mise en œuvre d'une véritable politique judiciaire et les prises de position officielles se veulent bien des interventions dans la vie publique. Avec le temps, on peut penser que les res-

ponsabilités et les capacités d'orientations générales du CSM ne peuvent que devenir plus marquées.

Dans ces conditions, et puisque l'élection est écartée, il faut imaginer un système d'impulsions et de contrôles. Des réformes sont donc proposées. Sans nul doute, des magistrats verront dans ces propositions des entraves, des limitations voire des menaces. Mais nous ne confondons pas la magistrature avec l'institution judiciaire. Tout notre souci a donc été tout à la fois de respecter les capacités d'action du CSM et, dans le même temps, d'amorcer la réflexion et les propositions qui fonderont le CSM le centre d'un débat et d'un contrôle organisés dont ne seraient exclus ni les forces politiques ni les professions qui concourent au fonctionnement quotidien de la justice ni même les citoyens.

Cette exigence devient d'autant plus impérieuse que le CSM, par ses pouvoirs matériels et symboliques,

L'essentiel est pour nous de réintroduire dans un système menacé par l'endogamie professionnelle la pluralité des informations, des interrogations, des opinions et des évaluations

va incarner et orienter une institution judiciaire qui occupe une position de pouvoir croissante dans la société. C'est bien à l'aune de cette ascension qu'il semble utile de proposer des mesures qui portent sur le « gouvernement » de la justice qu'il s'agisse de la composition du CSM, des liens avec le législatif et l'exécutif ou de la création d'un ensemble de commissions qui devraient accompagner le fonctionnement du CSM.

La composition prévue du CSM n'offre que des garanties limitées pour la raison que les membres extérieurs, qu'ils soient ou non majoritaires, ne feront pas le poids. Les membres extérieurs, quels qu'ils soient leur lucidité et leur dévouement, parce qu'ils forment une collection d'individus, sont désavantagés face à des professionnels qui détiennent l'information au jour le jour et qui, pour atteindre leurs fins, pratiquent quasi-naturellement les alliances avouées et inavouées.

En ce sens, les magistrats devraient s'interroger pour savoir s'ils entendent que leur carrière dépende exclusivement de leurs collègues fussent-ils élus. L'autogouvernement des professionnels n'est pas nécessairement une garantie d'im-

partialité. De plus, il est prévu que les membres extérieurs soient désignés par le président de la République et les présidents des assemblées. Ainsi, pour peu qu'une même majorité occupe tous les pouvoirs, le CSM risquerait de verser dans le même registre. Pour prévenir une éventualité si malheureuse, et aussi pour des raisons de fond, il semble préférable que les membres non-magistrats du CSM soient élus à la proportionnelle, sur une liste de personnalités compétentes, par l'Assemblée nationale.

Il n'est probablement plus temps de faire preuve d'une véritable intervention institutionnelle mais il n'est pas impossible d'évoquer quelques mécanismes pour organiser ce nouveau pouvoir. L'essentiel est pour nous de réintroduire dans un système menacé par l'endogamie professionnelle, par la tendance, comme l'a noté Yves Meny, à fabriquer « une société gouvernante close, un milieu incestueux, un système sans respiration démocratique », la pluralité des informations, des interroga-

tions, des opinions et des évaluations. Dans cette perspective, étant entendu que le ministre de la justice conserve la définition de la politique judiciaire générale ainsi que la défense et l'exécution du budget de la justice, nous proposons la création de trois comités autour du CSM : un conseil d'évaluation composé de membres indépendants, et dont la mission serait d'évaluer périodiquement le fonctionnement de l'institution judiciaire et d'en présenter des rapports publics ; un comité des partenaires composé, entre autres, de représentants d'avocats, disposant de moyens propres d'information, qui pourrait saisir le CSM de toute question générale sur le fonctionnement de la justice ; des commissions d'examen des réclamations des justiciables, déjà prévues par la réforme actuelle et qui donnent aux citoyens la possibilité de se plaindre de pratiques individuelles. Malgré l'accueil défavorable réservé par les magistrats à cette mesure, il faut saluer la véritable avancée historique donnant une place au citoyen dans une institution qui rend la justice en son nom.

Allons plus loin. Même si ce sont des juges d'instruction et des procureurs qui sont les plus en vue dans le monde de l'information, la justice administrative et la justice des comptes exercent elles aussi une influence de plus en plus cruciale sur la vie des citoyens et sur le fonctionnement des institutions : elles appellent les mêmes questions que la justice judiciaire sur l'efficacité, l'indépendance et l'éthique. La réforme pourrait être l'occasion de procéder à des convergences entre nos différents systèmes de justice pour contribuer à une institution plus forte et sans doute aussi plus compréhensible par nos citoyens en créant un Conseil supérieur de la justice compétent dans les trois domaines : judiciaire, administratif et des comptes.

La encore, la nouvelle organisation devrait faire sa place au pluralisme des orientations et des contrôles au sein de l'institution. Certes les esprits ne sont peut-être pas encore prêts à une telle mutation, certes il faut déjà faire fonctionner le CSM nouvelle manière, mais il n'est pas exclu de concevoir des mesures de coordination qui devraient permettre d'ouvrir le chemin.

MARIE-PAULE DESCARD, ANTOINE GARAPON, ODILE MONDINEU-HEREDER, DENIS MOREAU, DOMINIQUE SCHAFFHAUSER sont magistrats. **TENNOT GRUMBACH** est avocat. **XAVIER LIBERT** est conseiller de cour administrative d'appel. **LUCIEN KARPIC** est sociologue. **CLAUDE RENOU** est conseiller des chambres régionales des comptes. **MICHEL THIERY** est inspecteur du travail.

L'honneur de la République et l'affaire Roland Dumas

Suite de la première page

Pour autant, évidemment, qu'elle dise la vérité, et qu'elle ne se soit pas seulement projetée dans un univers de fantasmes, à la suite de son incarcération et des humiliations qu'elle a subies.

Sur les faits en examen, elle a pris l'initiative de lever le secret. Elle apporte des éléments qui paraissent destinés à innocenter son ami ; mais ils révèlent entre elle et lui un type de relation cynique, qui est incompatible avec l'idée que les Français se font de la morale publique. La « putain de la République », comme elle se nomme elle-même, affirme qu'elle a été « entretenue » par une entreprise publique, pour influencer, manipuler et contrôler le ministre des affaires étrangères.

Elle affirme même - et surtout - que ledit ministre était au courant de cette situation, sinon du montant des sommes qu'il y investissait ; que cette situation ne le choquait pas ; qu'il ne lui trouvait rien de malsain ; que cela l'amusait ; qu'il en jouait ; qu'il appelait sa partenaire « sa Mata-Hari ».

Certes, elle maintient aussi que, dans la vente des frégates à Taiwan, elle n'a pas arraché à son compagnon la décision qu'elle était payée pour obtenir. Sur ce marché

militaire, seule l'instruction est en position de faire la lumière, et nous pouvons continuer à nous en tenir à la présomption d'innocence, qui accompagne même les pires coupables jusqu'au moment où leur culpabilité est définitivement reconnue.

Mais que cette étrange nature des rapports Dumas-Deviers soit désormais publique pose différemment la question de conscience. Il faut donc espérer que Roland Dumas va pouvoir rapidement démentir de façon convaincante les allégations contenues dans ce livre. Faute de quoi, son silence vaudrait confirmation.

Cette réserve faite... S'en remettre, pour les affaires de l'État, à une conscience assez élastique pour qu'elle se soit accommodée de cette situation choquante risquerait de mener loin. M. Queyranne, membre du gouvernement, et non des moindres, nous dit : « Les Français font bien la différence entre la vie privée et les responsabilités publiques ». Le problème, c'est que cette distinction n'apparaît pas, en l'occurrence, comme ayant été faite aussi rigoureusement par M. Dumas. Peut-on attendre, maintenant que le scandale prend soudain une telle dimension, que soit accompli le geste désormais nécessaire ? La conscience du président du Conseil constitutionnel sera-t-elle plus scrupuleuse que la conscience du ministre, auquel elle n'avait pas dit : « Halte là » ?

Reste, en effet, le troisième point : M. Dumas préside une institution qui est la clé de voûte de notre État de droit. Organisme extraordinaire dans nos institutions publiques, puisqu'il n'est pas élu, tout en ayant pour mission de soumettre à une norme juridique les

actes des deux pouvoirs souverains. Il ne répond devant personne de l'impartialité qu'il met à remplir sa fonction. Sa légitimité repose seulement sur la conscience intrinsèque de ses neuf membres. Pour les conseillers constitutionnels, et a fortiori pour leur président, la question de leur conscience n'est pas une question privée. C'est une question publique.

Notons que la position ici exprimée est beaucoup moins sévère que celle qui était tenue pour règle

Il y a bel et bien une issue à la crise. Elle dépend des conseillers constitutionnels eux-mêmes

naguère encore, et à plus forte raison jadis. Peut-être y avait-il quelque imprudence dans l'usage instauré par M. Balladur, qui voulait qu'un ministre mis en examen démissionnât. C'était offrir aux juges le « pouvoir judiciaire » (que la Constitution ne leur reconnaît pas) : celui de déstabiliser à leur gré le pouvoir exécutif, comme on l'a vu dans le cas de Michel Rousin, clos par un non-lieu, dut cet homme en sortir blessé à jamais.

Le général de Gaulle parlait d'un principe plus moral que juridique : le détenteur d'un pouvoir d'État doit être non seulement innocent mais, comme la femme de César, insoupçonnable. Sa méthode était

à la fois plus radicale et plus discrète : un ministre qui, sans être coupé, courrait le risque de l'être, devait quitter le gouvernement le jour même où son chef en était avisé. Et faut-il rappeler que le président Pompidou étendait ce principe inexorable aux parlementaires de sa majorité, et même aux candidats à l'investiture ?

Ne parlons pas du président Crémieux, homme parfaitement respectable, qui a démissionné simplement parce que, à son insu, son genre obtenait des rubans rouges contre de modestes rétributions. Or c'est M. Dumas lui-même qui est mis en examen, et placé sous un contrôle judiciaire dégradant pour sa fonction. Si les présidents des cours suprêmes d'Europe se réunissent à Genève ou à Monaco, il doit se faire remplacer, comme c'est déjà arrivé, puisqu'il lui est interdit de se rendre en ces lieux. Et M. Deviers, qui a été jeté en prison, n'était pas sa bru, mais celle qui revendique d'avoir été longtemps sa maîtresse, notamment au moment des faits incriminés.

Ne revenons pas sur des pratiques scrupuleuses dont l'air du temps semble avoir sonné le glas. Constatons seulement que, depuis cette semaine, le terrain sur lequel se situait le débat (culpabilité-présomption d'innocence) a été brutalement recouvert par un tout autre terrain (morale publique-credit de l'institution), à la manière de ces glissements dramatiques que provoquent en Amérique centrale des torrents de boue.

Faut-il se résigner à constater que la décision n'appartient qu'à M. Dumas, mais que celui-ci se refuse à la prendre ? Et que donc la situation est bloquée, jusqu'à la fin des procédures entamées et des re-

cours divers, qui peuvent durer au moins jusqu'à la fin du mandat de M. Dumas ? Non ! La République ne saurait s'enfermer dans des impasses. Il y a bel et bien une issue à la crise qu'ouvrent les fracassants aveux de M. Deviers. Dorénavant, cette issue dépend des conseillers constitutionnels eux-mêmes. Il suffirait que, compte tenu du quorum de sept membres présents requis pour délibérer, trois d'entre eux aient le courage civique de refuser de siéger sous la présidence de M. Dumas. Le président de la République, constatant que l'institution ne fonctionne pas, se trouverait, en vertu de l'article 5 de la Constitution, dans le cas de lui donner un nouveau président.

Les conseillers constitutionnels, et eux seuls, peuvent le faire. Ils le doivent, au cas où M. Dumas ne réagirait pas dans les tout prochains jours. A eux de montrer si leur conscience est plus exigeante que la sienne. Sinon, en ne se désolidarisant pas de lui, ils encourraient le même opprobre.

La « putain de la République », ses fréquentations, ses clients, ses protecteurs, s'arrangeront comme ils pourront de leur honneur. Mais l'honneur de la République ne leur appartient pas. C'est aux membres du Conseil constitutionnel qu'il revient de le sauver, en rendant à cette institution suprême sa dignité perdue. N'est-il pas temps qu'ils s'en occupent, en prenant les responsabilités que nul ne peut leur faire échapper ?

On alors, faut-il définitivement considérer que tout est permis dans notre République, et que le bon peuple a raison de dire : « Tous pourris » ?

Alain Peyrefitte

L'Allemagne

مكتبة

L'Allemagne décomplexée face au passé

L'ALLEMAGNE est-elle en train de tourner la page de son passé ? Avec l'arrivée au pouvoir d'une génération de dirigeants dont presque aucun n'a connu la guerre, une nouvelle culture de la mémoire fait son apparition outre-Rhin. Affirmant que son pays doit manifester davantage de « confiance en soi », le nouveau chancelier, Gerhard Schröder, évite autant que possible de faire référence à l'Histoire dans ses discours.

Il a choisi « pour des raisons de calendrier » de ne pas se rendre aux cérémonies liées au 50^e anniversaire de la première guerre mondiale en France. Mais il devait être présent, lundi 9 novembre, à la commémoration de la Nuit de cristal à Berlin. Le 9 novembre 1938, il y a exactement cinquante ans, les nazis avaient procédé à la destruction systématique des synagogues et des magasins juifs dans tout le pays.

Oublier le passé ? Impossible dès lors qu'il s'agit de la Shoah. Mais quelques jours après l'arrivée de Gerhard Schröder au pouvoir, le romancier Martin Walser prenait la parole à Francfort pour dénoncer récemment la « routine de la culpabilisation » et l'« instrumentalisation » d'Auschwitz dans le débat public. S'exprimant à l'occasion de la remise du prestigieux Prix des libraires allemands, l'auteur du Musée de l'enfance soulignait combien lui était insupportable la « représentation permanente de la honte » et combien celle-ci risquait de se transformer en « exercice de routine ». Ce discours, prononcé devant les principaux représentants de l'Etat, a provoqué la colère du président de la communauté juive allemande, Ignatz Bubis, qui a perçu une tonalité proche de l'extrême droite dans le discours du romancier.

A part Ignatz Bubis, personne n'a critiqué Martin Walser. On n'a même pas entendu réagir Günter Grass, qui était pourtant directement visé dans le discours de Walser, lui qui soulignait au moment de la chute du mur de Berlin que l'unité de l'Allemagne ne pouvait conduire qu'à une catastrophe comme Auschwitz. Sans doute Martin Walser a-t-il exprimé le sentiment profond de beaucoup d'Allemands d'aujourd'hui. Le chancelier Schröder

n'a pas commenté les propos de l'auteur de *Ressac*. Il a pourtant souligné voilà quelques jours, lors d'un entretien télévisé : « On doit se rappeler l'Histoire, mais elle ne doit pas peser sur nos épaules tous les jours. »

Avant d'être élu, Gerhard Schröder avait pris publiquement ses distances avec le projet de mémorial de l'Holocauste, initialement prévu pour voir le jour en plein cœur de Berlin. Le caractère monumental de cet édifice risquerait, selon lui, d'aboutir au contraire de l'effet recherché. A la place de ce projet défendu par Helmut Kohl, les nouveaux dirigeants allemands réfléchissent à la construction d'un centre de documentation sur la Shoah, moins spectaculaire et plus efficace dans la transmission de la mémoire.

D'INQUIETANTES OMBRES

Cette approche délibérément « détendue » (*unbefangen*, un mot-clé du vocabulaire schrodérien) permet au nouveau chancelier de parler de la « République de Berlin » comme d'une entité nouvelle, débarrassée des fantômes du passé. Elle sera, disait-il récemment lors d'une émission de télévision, à la fois « plus allemande dans le bon sens du terme » et plus accueillante à l'égard des étrangers. A l'évidence, les dirigeants allemands de la nouvelle génération n'ont pas l'intention d'inscrire leur action sous le signe de la repentance et reprennent à leur compte le discours conservateur de la « normalité » allemande.

S'ils ont si peu de complexes, c'est à la fois parce qu'ils ont eux-mêmes demandé des comptes à leurs propres parents dans les années 60 et parce qu'ils estiment que les sociaux-démocrates ont toujours été du bon côté de l'Histoire. Interrogé sur sa connaissance d'Israël, Oskar Lafontaine a dit un jour qu'il avait beaucoup apprécié les hôtels et les plages d'Éilat, où il a passé des vacances.

Pour être son arrivée au pouvoir au début des années 80, le chancelier Kohl avait fait scandale lorsqu'il avait parlé de la « grâce de la naissance tardive », estimant ne pas être redevable des crimes commis par la génération précédente. Il avait également commis un grave

impair en invitant le président Reagan à se rendre avec lui - en 1985 - dans le cimetière de Bitburg, où reposaient les corps de jeunes Waffen-SS tués au combat. Le 11 novembre 1988, il y a dix ans, le président CDU du Bundestag, Philipp Jenninger, avait dû démissionner pour avoir prononcé un discours ambigu pour la commémoration de la Nuit de cristal - discours dans lequel il avait expliqué maladroïtement les sentiments antisémites des Allemands de l'époque.

La nouvelle équipe au pouvoir dispose d'une plus grande liberté de ton. Il n'y a pas eu beaucoup de réactions lorsque Michael Naumann, bras droit de Gerhard Schröder pour les affaires culturelles, a comparé récemment le mémorial de l'Holocauste de Berlin à l'« art d'Albert Speer » (l'architecte officiel de Hitler), en regrettant que les Allemands aient si souvent tendance à pratiquer l'« autoflagellation ».

Nous assistons à un changement d'époque. Les écologistes au pouvoir se sont en partie réconciliés avec la Bundeswehr, qui n'incarne plus exclusivement pour eux l'héritage de la Wehrmacht. Les historiens allemands ne s'intéressent plus exclusivement aux victimes du nazisme, mais également à la biographie de leurs bourreaux. L'hébdomadaire *Der Spiegel* utilise un grand portrait de Hitler pour annoncer la publication d'une série spéciale sur l'Histoire du XX^e siècle. Les jeunes Allemands ne se sentent plus directement concernés par les crimes de leurs grands-pères, même si les sondages montrent qu'ils sont loin d'être indifférents à cette période.

L'Histoire ne paralyse plus les Allemands. Cet assouplissement des consciences débouche parfois sur d'inquiétantes dérives. Les propos sans remords de l'ancien médecin d'Auschwitz Hans Münch, dans une récente interview au *Spiegel* (voir *Le Monde* du 3 octobre), n'ont pas soulevé d'indignation et ont passé quasiment inaperçus outre-Rhin. Difficile de trouver une voie médiane entre ce que Martin Walser appelle la « routine de la culpabilisation » et l'indifférence.

Lucas Delattre

AU COURRIER DU « MONDE »

Le Monde devait-il porter une attention particulière aux récits, publiés sous la forme d'un livre, de Christine Deviers-Joncœur ? Une lecture s'étend de cet intérêt, qu'elle juge malsain, tandis que d'autres correspondants sont davantage choqués par l'évocation de la vie privée de Roland Dumas, président



du Conseil constitutionnel, quelques semaines après la compréhension dont avait bénéficié le président Clinton. Egalement dans le courrier : l'avenir de l'enseignement, la responsabilité des Etats-Unis dans la prise de pouvoir des militaires au Chili et les conséquences du PACS pour les célibataires.

FAUT-IL BRÛLER LES DON JUAN ?

Quelle mouche vous a piqué de mettre en première page une information aussi anecdotique, voire débile, que les aveux d'une soldatette « putain de la République », en fait, plutôt, putain du pétrole ? Vous notez que Roland Dumas s'est opposé, en conseil des ministres, aux désirs de la dame. On voudrait comprendre... Vous êtes scandalisé que Don Juan soit président du Conseil constitutionnel, donc garant, dites-vous de la vertu républicaine. En quoi voyez-vous qu'il ait trahi cette vertu ? Vous n'allez pas jouer, à votre tour, les procureurs Starr ? On peut être un séducteur sans être un idiot. Jouer au plus fort avec la belle émissaire doit même être un plaisir florissant assez corsé. Qui vous dit que ce n'est pas Elif qui a été blâmée dans cette affaire ? La politique serait-elle interdite aux hommes à femmes ? Faut-il, pour se froter au pouvoir, montrer sa carte de putain ? (...)

Vu l'estime que j'ai pour *Le Monde*, j'aurais plutôt pensé qu'il prendrait pour cible, sinon celle qui a mêlé le fric aux émotions fortes de l'amour, mais les hommes qui l'ont prise en main. Vous auriez saisi l'occasion d'une belle analyse comparative : la gentille Monica ne s'est pas fait payer, que je sache, par la Texaco, pour influencer Clinton.

René Passeron
Vimoutiers (Yonne)

ROLAND DUMAS ET BILL CLINTON

J'ai bien ri en lisant l'éditorial du 30 octobre dans lequel vous invoquez la « vertu de la République » pour vous interroger sur le maintien de Roland Dumas dans ses fonctions de président du Conseil constitutionnel à cause de ses relations intimes avec la « putain de la République ». J'ai bien ri parce que j'avais encore en mémoire le mariage indigne avec lequel vous avez pris la défense du bon président Clinton contre les accusations du mauvais procureur Starr. Vous nous aviez expliqué à l'époque que l'invocation de la vertu républicaine par les détracteurs de Clinton était le fruit d'un puritanisme hypocrite et d'arrière-pensées politiques réactionnaires.

Il s'agissait pourtant d'un autre homme de pouvoir qui avait été, pour vous citer « à tout le moins léger et imprudent [en] acceptant un

mélange des genres entre vie publique et vie privée ». Ne me dites pas qu'il n'y a rien de commun entre les jeux sexuels de Clinton avec une stagiaire de la Maison Blanche et le trafic d'influence au sein de la présidence de la République. N'y a-t-il à vos yeux que l'ancien ministre des affaires étrangères. N'y a-t-il à vos yeux que l'argent qui puisse porter atteinte à la vertu de la République ?

Et lorsque le rapport Starr a confirmé sans le moindre doute que le président des Etats-Unis avait menti sous serment en affirmant qu'il n'avait pas eu de relations sexuelles avec Monica Lewinsky et qu'il avait probablement tenté d'autres à mentir sous serment, n'auriez-vous pas dû écrire, comme vous venez de le faire pour Roland Dumas : « Le même homme est gardien de la loi fondamentale, en d'autres termes : de la vertu républicaine. Peut-il rester, maintenant que la vérité est dite ? »

Claude Moisy
Neuilly-sur-Seine
(Hauts-de-Seine)

LES GENS LA...

Je suis atterrée, en tant que citoyenne mais aussi en tant que femme, par le titre de l'ouvrage que M^{me} Deviers-Joncœur publie pour sa défense. Comment peut-on en 1998 revendiquer ostensiblement le statut de putain ? Je ne vois pas Elif qui a été blâmée dans cette affaire, qui n'a d'autre trait remarquable que le nombre de millions qu'elle implique, concerne la République. Vous accordez, dans *Le Monde* du 30 octobre, une généreuse attention à la pauvre plaidoirie de M^{me} Deviers-Joncœur. Sa justification : être arrivée à quarante ans sans formation et sans argent d'où la nécessité d'embrasser la plus vieille profession féminine du monde, inspire d'abord de la pitié. (...)

Mais on peut s'interroger sur l'arrogance de M^{me} Deviers-Joncœur et de tous ces intermédiaires douteux qui traînent dans le sillage de nos élus en faisant tinter de gros sous et résonner leur prétendu pouvoir sur l'opinion publique. Tirés en pleine lumière par les affaires enfin instruites au vu et au su de tous, ces « gens-là » semblent étrangers à toute autocritique, à toute vergogne et impénétrables au ridicule. Ils sont fignolés dans une stupide surestimation de soi qui les exclut de notre vie, banale peut-être, laborieuse autant que possible, et toujours riche

de sens, de citoyens conscients de leurs droits comme de leurs devoirs et qui s'estiment responsables de leur bonne réputation devant toute la communauté. Je laisse bien volontiers à la justice le soin de les sanctionner mais je regrette ici que les médias se croient obligés de nous entretenir régulièrement de leurs infortunes sans ouvrir les débats de fond. Apprendre que M. Dumas considérait une nouvelle Mata-Hari ne m'intéresse pas. J'attends du *Monde* une analyse informée et objective du rôle de ces intermédiaires qui semblent accaparer nos élus.

Emmanuelle Sibaud
Marseille

LE PACS CONTRE LES CÉLIBATAIRES

Le PACS se présente comme un projet de justice sociale qui permettrait aux homosexuels et aux concubins de s'affranchir d'un statut pénalisant dans les domaines de la fiscalité, les droits de succession, la couverture sociale, les mutations des fonctionnaires, etc.

Ainsi, en proposant une solution aux inégalités clamées par ces groupes, sept millions de personnes qui vivent seules (célibataires, veufs/veuves, divorcés), avec le même statut pénalisant, se trouvent relégués plus loin encore dans l'inégalité fiscale et sociale. Les dirigeants du PS déclaraient le 15 septembre que « le devoir de la gauche est de faire avancer la cause des droits de l'homme ». Et la personne seule, ne fait-elle pas partie des « hommes » ?

Ulla Anderson
Paris

LE LYCÉE « LIGHT »

La banalisation du lycée est à l'origine d'une chute vertigineuse de son niveau intellectuel et culturel. On donne aux élèves un bagage de connaissances « light » qui convient plutôt à la satisfaction de l'immédiat et aux goûts éphémères des adolescents qu'aux dures nécessités de l'effort continu et du primat de la réflexion. La solidité démocratique de l'enseignement secondaire a mené l'éducation nationale dans un état de délabrement physique et moral, a creusé l'écart entre lycées de qualité et lycées qui larguent les élèves dans la vie sans bagage. Au-delà de la fonction intégratrice de l'instruction publique, il y a une seule

chose indispensable dans le système de l'enseignement : la recherche de l'excellence. Faute de quoi, la France perdra sur tous les tableaux en rejoignant les pratiques nord-américaines. Une telle société, violente, inégalitaire, superficielle et désintellectuelle mérite-t-elle vraiment d'être prise pour modèle ?

Peter Gernot
Vilshofen (Allemagne)

DES CUCURBITACÉES POUR LES MOUTONS

Pas moyen d'échapper aux citrouilles, dans la rue, sur les écrans, ou bien même dans les pages de nos journaux. Même *Le Monde*, du 30 octobre nous gratifie d'un article, remarquable au demeurant. Sans tomber dans un antiaméricanisme, ce déferlement à quelque chose d'exaspérant. Il n'est pas étonnant de retrouver à ce grand rendez-vous du business le tandem Coca-Mac-Do. Les explications de Jean-Michel Normand sur l'effet de contagion dans notre société déchristianisée, sans repères, sont convaincantes, et inquiétantes à la fois.

Pour qualifier ce comportement du « troupeau » cherchant sa route, on aurait pu appeler à la rescousse le dessinateur belge Philippe Geluck et son célèbre chat, déclarant à la gloire des cucurbitacées : « Ou vais-je ? où cours-je ? J'ai où mes pots trottent ! »

Jean Jouet
Metz (Moselle)

PRÉCISION DU MÉDIATEUR

Des lecteurs écrivent ou téléphonent pour demander le guide rédactionnel du *Monde*, auquel je faisais allusion dans ma dernière chronique (« En bonne forme », 1^{er}-2 novembre). Il leur faudra patienter un peu : cette « bible », qui reste à compléter, ne sera publiée que dans le courant de l'année prochaine. Je profite de cette précision pour réparer un oubli. Dans cette même chronique, aucune allusion n'était faite aux rédacteurs-sténographes. Or l'équipe de sept personnes dirigée par Hélène Née est un maillon essentiel dans la chaîne de fabrication du *Monde*. Premiers lecteurs des articles téléphonés, les sténos permettent d'éviter bien des erreurs. Chaque jour, des correspondants et des envoyés spéciaux bénéficient de leur précieuse collaboration. R. S.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

D'un cyclone à l'autre

Il y a un cyclone et cyclone, comme dit fort bien notre confrère britannique *The Guardian*, samedi 7 novembre. Il y a eu fin septembre une lourde menace de cyclone qui, à juste titre, a mobilisé la communauté occidentale, tant les ravages et dégâts potentiels semblaient considérables. Le cyclone qui pointait alors à l'horizon s'appelait non pas Mitch mais LTCM-Long Term Capital Management, du nom d'un fonds de placement spéculatif new-yorkais. Nombre de banques américaines et européennes lui avaient prêté des dizaines de milliards de dollars. Eût-il éclaté, ce cyclone LTCM, il aurait entraîné Wall Street et d'autres places boursières dans une terrible tourmente financière. La Banque centrale de New York a vite, et bien, agi, mobilisant un certain nombre d'établissements bancaires privés et plus de 2 milliards de dollars pour contenir la catastrophe.

A ce jour, l'autre cyclone, Mitch, celui qui a causé plusieurs milliers de morts, fait des millions de sans-abri au Honduras et au Nicaragua, et a ravagé l'économie des deux pays, a sûrement beaucoup ému. Il n'a guère mobilisé les énergies financières : l'aide internationale s'élève, pour l'heure, à moins d'une centaine de millions de dollars.

Ce n'est pas faire preuve de gauchisme primaire que de mettre en parallèle les deux affaires. Elles l'ont pas grand-chose à voir l'une avec l'autre et guère de points communs. Sauf un : dans un cas comme dans

l'autre, un événement apparemment localisé va - on risque de - faire sentir ses effets bien au-delà de son lieu d'origine. Soixante à soixante-dix pour cent des économies du Honduras et du Nicaragua ont été détruites par Mitch. Si misérables soient ces économies, elles sont intégrées à l'économie régionale. Du Pacifique à la mer des Caraïbes, c'est tout l'isthme centro-américain qui va s'en trouver ébranlé.

Conclusion : si les beaux discours sur l'impérieuse solidarité internationale qu'entraînerait la globalisation des échanges peuvent justifier l'opération de sauvetage de LTCM, ils doivent jouer aussi pour mobiliser sérieusement la communauté financière internationale au chevet du Honduras et du Nicaragua. Dans ces deux pays, Mitch n'a pas seulement tué et mutilé ; il a détruit les récoltes, les ponts, les routes, bref, la maigre infrastructure qui soutenait le développement de deux des nations les plus pauvres de la région. Il faut un plan de reconstruction, étalé sur plusieurs années, financé par la communauté internationale et qui devra mobiliser bien plus qu'une centaine de millions de dollars.

Férocé, le *New York Times* rappelle que les Etats-Unis ont, dans les années 80, dépensé des milliards de dollars pour entretenir quelques vilaines petites guerres dans la région. Il somme l'administration Clinton de faire un vrai geste pour les victimes de Mitch. On attend la même chose de la riche Union européenne, celle qui prétend au rang d'Europe-puissance.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Allou, directeur général ; Noël-Jean Rogez, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeur de la rédaction : Thomas Fournier, Pierre Georges, Jean-Pierre Lemaire
Directeur artistique : Dominique Allou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Fichet, Edith Lemaire (Éditoriaux et analyses)
Laurie Grégoire (Société et culture générale) / Michel Kappeler (Défense)
Eric Le Boucher (International) / Patrick Jaccard (France) / Franck Nouzi (Société) / Claire Blaudin (Économie) / Jacques Jolly (Littérature) / Jacques Jurgens (Culture) / Christian Mouchet (Société et culture) / Jacques Jolly (Littérature) / Jacques Jurgens (Culture) / Christian Mouchet (Société et culture)
Éditeur en chef technique : Eric Jolly
Métier : Robert Béd
Directeur éditorial : Eric Pélissier / Directeur délégué : Anne Chassebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat / Directeur des relations internationales : Daniel Verne / Relations audiovisuelles : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Milla, président / Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bernès-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fournier (1985-1991), Jacques Lemaire (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1904
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévision, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le succès électoral du RPF

LES 269 conseillers de la République élus hier représentent la métropole, les départements d'outre-mer et les Français de Tunisie. En nous limitant à la métropole, trois enseignements peuvent être tirés de cette consultation :
1 - Qu'il ait ou non avec ses alliés la majorité absolue dans le nouveau Conseil, le RPF a emporté un succès qui le place en première position et le met en posture de jouer un rôle considérable au Palais du Luxembourg et, d'une manière plus large, sur la scène politique française ;
2 - Que le Parti communiste ait perdu comme il était prévu la plus grande partie de ses sièges et n'en ait aucun dans les soixante-dix-neuf départements à scrutin majoritaire ne saurait faire oublier que les particularités de cette élection jouaient automatiquement contre lui du début à la fin, et que les résultats ne peuvent rendre compte des forces que sur le plan du suffrage universel (à l'exception conservée :
3 - Que le MRP ait perdu au profit du RPF la grande majorité de ses sièges, mais que les radicaux, continuant de reconquérir l'influence perdue à la Libération, soient là pour assurer la relève des républicains populaires auprès des socialistes, ce double phénomène peut offrir à la « troisième force » une majorité de remplacement, mais il met aussi en péril son unité de vues en matière économique. La SFIO semble se consoler un peu vite de la défaite du MRP. Elle remet tout à coup ses espérances dans le Parti radical. Mais pour être plus commode et plus naturel sur le plan religieux ce mariage l'est-il autant sur le plan social ?

Jacques Fauvet
(9 novembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

BOURSE Le gouvernement devait annoncer, samedi 7 novembre, la mise sur le marché boursier d'une nouvelle tranche du capital de France Télécom. ● **ANNONCÉ** le

20 juillet et reporté en raison de la crise financière de l'été, ce nouvel appel au marché devrait être boudé d'ici à trois semaines. ● **L'OPÉRATION PORTERA** sur 40 à 45 milliards

de francs et devrait rapporter à l'Etat français environ 30 milliards de francs. ● **L'ÉTAT** va vendre « environ 51 millions d'actions » dont il est propriétaire (5 % du capital) aux

particuliers et aux investisseurs institutionnels. Ceux-ci se verront aussi proposer l'achat d'actions et d'obligations convertibles nouvellement émises (également 5 % du capital).

● **PAR AILLEURS**, France Télécom va procéder à un échange d'actions (2 %) avec Deutsche Telekom qui doit renforcer les liens industriels établis par les deux opérateurs.

L'Etat met sur le marché une nouvelle tranche du capital de France Télécom

L'opérateur téléphonique va procéder dans le même temps à une augmentation de capital et à un échange d'actions avec Deutsche Telekom. Le gouvernement affirme qu'il s'agit de la dernière étape de la privatisation partielle engagée à l'automne 1997

LE GOUVERNEMENT français devait annoncer, samedi 7 novembre la vente en Bourse d'une deuxième tranche du capital de France Télécom. Annoncé dans son principe le 20 juillet, ce nouvel appel au marché financier, qui va se concrétiser par l'apparition de premiers spots publicitaires à la télévision dès dimanche 8 novembre au soir, devrait être boudé d'ici à trois semaines, soit fin novembre. Il portera sur 40 à 45 milliards de francs. A l'issue de

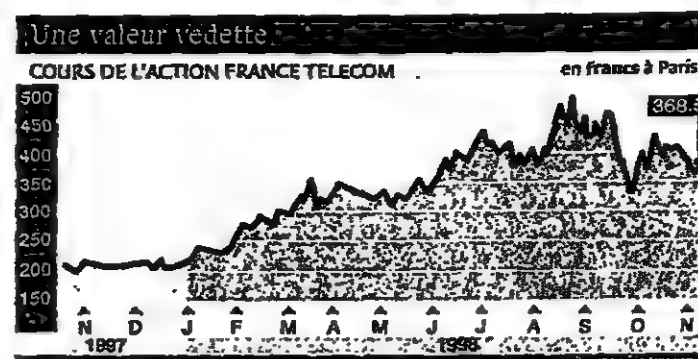
cette opération, l'Etat conservera au minimum 62 % du capital de l'opérateur téléphonique. Il en détient environ 75 %, suite au placement d'une première tranche d'actions en Bourse le 20 octobre 1997. Le gouvernement assure qu'il s'agit là de la fin du dispositif annoncé en septembre 1997. « Nous ne vendrons plus d'actions », assure-t-on dans l'entourage de Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie. Dès vendredi 6 novembre, la CGT-PTT

a estimé qu'« augmenter la présence des intérêts privés, c'est amplifier les effets négatifs que leurs exigences de rentabilité financière génèrent depuis leur entrée fin 1997 dans le capital de France Télécom : suppressions d'emplois, augmentation des tarifs pour le plus grand nombre, fermeture de cabines publiques ».

Ce second appel au marché a été légèrement retardé à la suite de la tourmente dans laquelle ont été prises les places financières cet été. « Le ministre pense que les marchés reflètent désormais plus l'économie réelle », fait-on valoir dans l'entourage de M. Strauss-Kahn.

Les grandes lignes évoquées en juillet sont respectées. L'Etat va vendre « environ 51 millions d'actions » dont il est propriétaire – soit 5 % du capital – aux particuliers et aux investisseurs institutionnels. Ceux-ci se verront aussi proposer d'acheter des actions « toutes neuves » de France Télécom, représentant également 5 % de son capital.

Les salariés de l'opérateur pourront, comme lors de la première vente fin 1997 et dans les mêmes



Depuis sa mise sur le marché boursier en octobre 1997, le cours de l'action France Télécom a presque doublé.

conditions d'achat très favorables, acheter l'équivalent de 10 % du volume des actions cédées. Lors de la première vente, environ 70 % du personnel s'était porté acquéreur. A l'issue de cette nouvelle opération, les salariés de l'opérateur devraient détenir 3 % du capital.

UN LIEN « INDÉFECTIONNEL »

Le prix de vente des actions sera déterminé après la clôture de l'offre. Il sera fixé en fonction du cours de l'action à cette date. Le prix consenti aux particuliers sera

inférieur de 10 francs à celui proposé aux investisseurs institutionnels.

Parallèlement, l'Etat français va vendre à l'opérateur téléphonique allemand Deutsche Telekom des actions représentant 2 % du capital de France Télécom, qui, lui-même se portera acquéreur de 2 % des titres de son partenaire allemand. Il s'agit d'instaurer « un lien indéfectible » entre les deux opérateurs, selon les termes du gouvernement.

L'émission de 50 millions d'ac-

tions nouvelles par France Télécom visera, pour une bonne partie, à financer cette opération. Représentant une rentrée « de l'ordre de 20 milliards de francs », elle sera composée de l'émission de 25 millions d'actions nouvelles par attribution aux actionnaires actuels de bons de souscription d'actions. France Télécom devant également émettre des « obligations convertibles correspondant à environ 25 millions d'actions sous-jacentes ». Ces obligations devraient permettre à l'opérateur de lever 2 à 3 milliards de francs de plus que la simple vente d'actions, selon le ministère de l'économie.

Le gouvernement entend à nouveau faire de cette opération France Télécom une opération « populaire ». A l'automne 1997, 4 millions de particuliers ont acheté des titres de l'opérateur. « Ils sont encore 1,5 million à en détendre », souligne-t-on au ministère de l'économie, où l'on indique que 32 millions d'actions détenues par l'Etat seront proposées, à partir de lundi 9 novembre, au grand public.

Philippe Le Cœur

Une manne d'environ 30 milliards de francs

La vente d'actions existantes de France Télécom, doublée de la cession de 2 % du capital de l'opérateur téléphonique français à son partenaire allemand Deutsche Telekom, devrait rapporter à l'Etat français environ 30 milliards de francs, selon les estimations du ministère de l'économie. Cette somme ira remplir les caisses du compte d'affectation spécial, dont la mission est de contribuer aux dotations en capital des entreprises publiques. Indique-t-on à Bercy, où l'on se défend de vouloir en utiliser une partie pour un financement des retraites, par exemple.

Les recettes liées à cette nouvelle vente de titres France Télécom ont été anticipées, ajoute-t-on auprès de Dominique Strauss-Kahn, précisant qu'elles sont déjà gagées. Notamment pour le financement du réseau ferré de France (RFF), la structure désormais indépendante de la SNCF, créée pour gérer les voies ferrées. L'Etat a prévu de lui apporter 25 milliards de francs d'ici à fin 1999.

L'alliance franco-allemande doit faire ses preuves

LE VOILE important, pour France Télécom, dans l'opération qui s'engage est moins l'appel au marché financier que l'échange d'actions avec son homologue Deutsche Telekom. Celui-ci doit témoigner de l'ancrage dans la durée des liens industriels établis par les deux opérateurs. Le poids de l'un et l'autre chez son partenaire restera limité : 2 % du capital. Mais ces 2 % vont nécessiter la mobilisation de sommes importantes : 8 à 10 milliards de francs pour l'entrée de France Télécom chez Deutsche Telekom. Par ailleurs, les deux opérateurs se sont entendus sur des clauses visant à cimenter leur partenariat. L'un et l'autre ne pourront plus engager, seuls, des coopérations avec un tiers. Sauf à ce

que qu'ils se soient mis d'accord auparavant. Il y a quelques mois encore, l'absence d'harmonisation du développement international de France Télécom et Deutsche Telekom était patente. Ils ont été de nombreuses fois en compétition, lors de privatisations, ou dans la conclusion d'alliances sur les marchés européens du téléphone qui se sont ouverts à la concurrence.

Ces « couacs » ont été relevés par le gouvernement français, qui, en lançant la mise en Bourse de France Télécom fin 1997, a demandé qu'ils soient corrigés. En septembre 1998, les opérateurs français et allemand ont annoncé la mise en place d'ici à l'an 2000 d'un réseau trans-européen. Fédérant les moyens des dif-

férentes sociétés dont les deux groupes sont actionnaires (séparément ou ensemble) en Europe, il aura pour vocation première de servir la clientèle des entreprises.

« Notre objectif est que l'on ne sache plus qui, de France Télécom ou Deutsche Telekom, est présent » sur un marché, avait indiqué, en juillet dans un entretien au Monde, Michel Bon, le président de France Télécom. « Vers 2003, nous visons 10 % du marché européen, hors France et Allemagne ». Le chiffre d'affaires consolidé commun des deux groupes en Europe dépasse 10 milliards de francs.

P. L. C.

La Poste perd l'homme qui a dynamisé ses services financiers

BONNE NOUVELLE pour les Mutuelles du Mans. Jacques Lenormand, jusqu'alors directeur général délégué de La Poste, va rejoindre les Mutuelles du Mans Assurances (MMA) dans quelques semaines.

Jean-Claude Seys, président de la MAAF, président directeur général des MMA, depuis le 30 septembre, où il a été élu à l'unanimité, a trouvé un numéro deux de poids. Les deux hommes se connaissent bien. Agé de cinquante et un ans, Jacques Lenormand a travaillé pendant près de quinze ans à la Caisse nationale du Crédit agricole, où Jean-Claude Seys a lui-même passé dix-huit ans. Ils se sont côtoyés pendant cinq années. M. Lenormand pilotait les clientèles financières et du réseau grand public de La Poste depuis 1991.

Quant à savoir si ce départ masque un certain ralentissement de l'activité des services financiers de La Poste, tout le monde s'en défend, tant les pouvoirs publics que l'établissement lui-même. Certes, le gouvernement a fait barrage à la candidature de La Poste au rachat du Crédit foncier. Il lui a aussi interdit de vendre de l'assurance-dommages. Mais M. Lenormand a toujours dû batailler avec Bercy. En 1992, déjà, le ministère de l'économie avait empêché le lancement du compte chèques rémunéré Liberté.

En tout cas, « c'est une mauvaise nouvelle pour La Poste », indique-t-on au siège. Et une bonne pour les banquiers, obnubilés par les 17 000 guichets de La Poste. Le courant n'était jamais vraiment passé entre Jacques Lenormand et Martin Vial, directeur général, nommé il y a un an. La vision très entrepreneuriale et dynamique de M. Lenormand ne semblait pas en phase avec une sorte de retour à

des normes administratives et la priorité donnée au social avec maintien des effectifs via les 35 heures, au détriment de la productivité, souligne un proche du dossier.

Quoi qu'il en soit, M. Seys a réussi un beau coup. Un peu plus d'un mois après avoir pris les rênes de la mutuelle mancelle, remplaçant Jean-Claude Jolain, démissionné par ses salariés, il place ses hommes aux commandes. Deux membres du conseil exécutif de la MAAF vont le rejoindre à la direction des Mutuelles du Mans. Un plan de relance commerciale « de grande envergure » pour les trois années à venir a été lancé. Et le siège parisien, dans le huitième arrondissement, évalué à une centaine de millions de francs sera mis en vente.

TEMPÉRAMENT

M. Lenormand va donc s'atteler au redressement du neuvième assureur français (26 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1997). Son tempérament dynamique est incontestable : le chiffre d'affaires de La Poste dans les produits financiers est passé de 18 milliards de francs en 1992, à 21,4 milliards en 1998, les encours d'épargne bondissant de 600 à 1 100 milliards dans le même temps. Les encours de La Poste, absente du crédit immobilier, ont dépassé les 100 milliards en épargne logement, avec une part de marché de quelque 8 %. La Poste pèse un peu plus de 10 % en assurance-vie, et les comptes chèques postaux ont progressé de 7 à 10,1 millions en six ans. Et M. Lenormand a réussi à fidéliser une partie de la clientèle.

Pascal Sauti

Les autorités de régulation sous pression en Allemagne et en France

UN MINISTRE allemand de l'économie qui affirme que le processus d'ouverture à la concurrence dans le téléphone évolue dans une mauvaise direction. Des opérateurs français qui multiplient les déclarations pour dénoncer les pratiques tarifaires de France Télécom et l'absence d'un véritable encadrement... Des deux côtés du Rhin, le ton semble être monté d'un cran.

Depuis l'entrée en vigueur de la libéralisation du téléphone au 1^{er} janvier, il y a déjà eu quelques passes d'armes, nouveaux acteurs et opérateurs historiques ayant fait préciser leurs droits et devoirs. Si les positions ont tendance à se tendre, c'est que l'heure des premiers bilans approche. Or, ils ne s'annoncent pas toujours conformes aux prévisions. Du coup, les critiques se font plus vives à l'encontre des régulateurs, ces organismes indépendants créés pour « gendarmiser » un secteur où les acteurs se sont multipliés.

L'autorité de régulation allemande a été prise à partie, le 4 novembre, par Werner Müller, le ministre de l'économie, qui l'accuse de pénaliser Deutsche

Telekom, ses salariés et ses actionnaires, dont l'Etat (75 % du capital, le reste étant en Bourse). Sont visés par ces critiques les tarifs imposés à l'ex-monopole pour l'acheminement sur ses réseaux du trafic de ses concurrents. Ces redevances sont de première importance : leur niveau fixe celui des tarifs publics et surtout des marges. Ron Sommer, le PDG de Deutsche Telekom, juge depuis longtemps qu'elles sont trop faibles et favorisent ses concurrents.

LEVÉE DE BOUCIERS

Compte tenu de pertes de parts de marché rapides – selon diverses estimations, les nouveaux acteurs capteraient de 14 % à 30 % du marché des communications nationales et internationales –, Deutsche Telekom vient d'annoncer des coupes allant jusqu'à 60 % sur ses tarifs longue distance. Et a laissé entendre que les emplois (184 100) pourraient parallèlement être réduits à 170 000 bien avant fin 2000, comme cela était prévu. Ses déclarations interviennent alors que doivent être finalisées, d'ici à fin novembre, les redevances que Deut-

sche Telekom pourra exiger en 1999 de ses concurrents pour le passage sur ses réseaux locaux (les lignes allant jusque chez les abonnés).

En France, c'est aussi la définition des tarifs d'interconnexion qui a suscité une levée de boucliers. Chez les nouveaux acteurs, qui dénoncent le niveau des tarifs avancés par France Télécom et la méthode conduisant à leur chiffrage par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART). « France Télécom a modifié les règles de paiement (institution d'une partie fixe et d'une partie variable) et les redevances proposées sont en hausse, alors que, sans une baisse de 30 %, la France sera hors de l'épure européenne », accuse François Vivier, porte-parole de l'Association des opérateurs de services de télécommunications (AOST), qui réunit différents concurrents de France Télécom. L'AOST dénonce l'absence de « visibilité » pour les plans d'activité 1999 du fait que les propositions de France Télécom « n'ont été connues que mi-octobre ».

Les membres de l'AOST menacent de ne plus siéger dans les commissions de concertation.

« De toute façon les décisions sont prises en bilatéral, entre France Télécom et l'ART », souligne M. Vivier. Ils engagent l'ART à afficher « plus de détermination » vis-à-vis de France Télécom. « L'ART aurait dû, dès juillet, comme elle n'avait pas reçu de proposition, dire : les redevances baisseront de tant en 1999 », avance M. Vivier, qui croit que l'ART « ne pourra pas ne pas se rendre compte » que France Télécom fait « ce qu'il veut ».

Il faut aussi « reconnaître à l'ART des pouvoirs plus étendus sur l'homologation des tarifs », a plaidé Philippe Germond, le directeur général de Cegétel, l'un des principaux concurrents de France Télécom, dans un entretien, le 2 novembre, à La Tribune. Les avis de l'ART ne sont consultatifs, et c'est le ministère de l'économie qui décide en final. Or, ces avis de l'ART ne sont « pas suivis dans beaucoup de cas », selon M. Germond, qui estime qu'« il y aura toujours une suspicion d'absence d'indépendance de la régulation tarifaire tant que l'Etat (...) sera actionnaire de France Télécom ».

P. L. C.

Un Goncourt
dans la Grande Guerre

Lettres inédites d'Henri Fauconnier

mardi 10 novembre

Le Monde
daté 11

مكتبة المصطفى

CIVIC

La reprise du marché de l'art parisien se confirme

La conjoncture boursière troublée n'est sans doute pas étrangère au regain d'intérêt pour les œuvres d'art. La 19^e Biennale des antiquaires a mis en évidence ce phénomène, avec la présence de nombreux acheteurs européens, notamment belges, italiens et français

LES TURBULENCES boursières sembleraient avoir eu au moins un effet positif : inciter bon nombre de collectionneurs à se faire plaisir en s'offrant des objets d'art. Tel est le sentiment dominant chez les antiquaires à l'issue de la 19^e Biennale des antiquaires, qui a pris fin le 4 octobre. « Au cours de la précédente édition, en 1996, un réel mouvement de reprise s'était manifesté. Il se poursuit cette fois-ci. Et, compte tenu des événements qui affectent les marchés financiers, nous avons étonnamment bien tiré notre épingle du jeu », résume Dominique Chevalier, spécialiste des tapisseries anciennes.

Certes, contrairement à ce qui s'était passé en 1996, tout n'était pas joué dès le premier soir, loin de là. En effet, les acheteurs se sont généralement octroyés quelques jours de réflexion avant de se décider. Certes, les grands collectionneurs américains étaient peut-être un peu moins présents. Mais le bilan s'avère malgré tout satisfaisant. Car les Européens – en majorité belges, italiens et français – ont beaucoup acheté.

Philippe Le Com

constate l'antiquaire Camille Burgi. C'est d'ailleurs l'un d'eux qui a épluvé la rarissime commode en laque camouille estampillée Rubenstuck – l'une des pièces maîtresses du stand –, affichée autour de 3,5 millions de francs. En revanche, chez Didier Aaron, spécialiste du beau mobilier XVIII^e, qui avait déniché cette année une étonnante « machine à faire le vide » (voir ci-contre), la clientèle était à 70 % composée

d'Américains. Tout comme en 1996, Claire Sarti, qui exposait notamment une œuvre de jeunesse du Pérugin, intitulée *Portrait de jeune homme*, se félicite également des bons résultats de cette Biennale, jugée bien meilleure que la précédente. Parmi ses acheteurs, une majorité d'Italiens – ce qui semble logique, puisque la galerie Sarti se consacre aux primitifs italiens –, mais aussi beaucoup de Français.

Constat positif relevé par bon nombre d'exposants : toutes les affaires ne se sont pas conclues uniquement dans l'enceinte du Carrousel du Louvre. En effet, la Biennale a drainé de nombreux visiteurs vers les galeries, en ville.

Ce qui a permis aux marchands de mieux amortir la mise de fonds élevée – jusqu'à 1 million de francs, parfois même davantage – nécessitée par la location des emplacements et leur décoration, toujours très élaborée. Mise en scène oblige. « En fait, la Biennale constitue un moteur pour tout le marché de l'art parisien », conclut Bernard Blondeel, dont le stand mêle tapisseries anciennes et pièces d'archéologie issues du Bassin méditerranéen.

A noter également l'attrait croissant exercé par les créations du XX^e siècle, dont les prix restent encore – relativement – accessibles. Déjà très sensible en 1996, cette tendance gagne résolument du terrain. La Biennale s'ouvre désormais aux œuvres des années 50. Avec succès. Parmi les pièces les plus récentes, et les plus admirées, un lampadaire de Marc du Plantier, à la ligne ultrasobre mais pourvu d'étonnantes inclusions en cristal de roche et quartz rose, vendu chez Yves Gastou. Tout son espace

était consacré à ce décorateur des années 30, dont l'esprit à la fois dépouillé et somptueux s'apparente à celui de Jean-Michel Frank. A la galerie Jousse-Seguin, une « table de forme libre », en frêne noir, conçue par Charlotte Perriand, dont l'estimation avoisinait sans doute les 200 000 F. « Elle est partie tout de suite », indique Philippe Jousse, défenseur inconditionnel des « fifties » et nouveau venu à la Biennale.

ADJUDICATION RECORD
D'esprit plus classique que les précédentes, cette 19^e édition s'est également distinguée par une moindre extravagance dans les prix pratiqués. Certains ont sans doute compris qu'il valait mieux éviter de « griller » purement et simplement leurs plus belles pièces en se montrant d'emblée trop gourmands. A signaler, parmi les œuvres importantes qui n'avaient pas encore trouvé preneur à l'issue de la manifestation, une rare petite *Nature morte au pichet et à l'assiette de fromages*, peinte vers 1630 par l'artiste flamande Clara Peeters. Ce tableau avait suscité en juin dernier, à Paris, une adjudication record à plus de 11 millions de francs (frais inclus). Il était à nouveau en vente chez l'anglais

Richard Green, qui en demandait 17 millions de francs.

Chez un autre exposant londonien, Pelham, était exposée l'une des pièces les plus médiatiques de la Biennale : un clavecin d'époque Régence, à la caisse peinte de scènes d'enfants musiciens sur fond d'or. L'instrument, construit en 1645 par l'Anversois Joannes Couchet, avait été ravivé (c'est-à-dire retravaillé et agrandi) au XVIII^e siècle par les Parisiens Nicolas et François-Etienne Blanchet. Repérée dans une petite vente londonienne de Christie's, cette précieuse découverte avait été acquise en mars 1997 pour une bouchée de pain : 100 000 francs ! A la Biennale, ce même clavecin était annoncé aux alentours de 14 millions de francs... Mais des achats aussi importants peuvent encore se concrétiser longtemps après que ce « musée éphémère » a fermé ses portes.

Ainsi la galerie Blondeel-Deroyan avait-elle montré au cours de la précédente édition une tapisserie bruxelloise qui avait fait partie de l'univers d'Isabelle la Catholique, *Le Triomphe de la Renommée*. Elle s'est finalement vendue... en juin dernier. Simple affaire de temps.

Noëlle Joly

Quelques surprises

A l'ouverture de la Biennale, près de 7 000 pièces différentes se trouvaient réunies. Très anciens ou résolument contemporains, tout à fait insolites, ou même, par extraordinaire, abordables, ces objets provenaient de toutes les civilisations et de toutes les époques. Qu'on en juge. L'un des plus anciens, un petit vase néolithique en marbre rouge, affichait 8 500 ans d'âge. Présenté par la galerie Blondeel-Deroyan, il est parti pour 15 000 francs. Beaucoup plus proche de nous dans le temps, un luminaire de métal et d'aluminium, créé dans les années 1953-1954 par Serge Mouille, comptait en revanche parmi les objets les plus récents de la Biennale. Il s'est vendu pour 25 000 francs chez Jousse-Seguin. Quant à la palme de l'insolite, elle revenait sans doute à l'étrange « machine à faire le vide », une trouvaille de l'antiquaire Didier Aaron. Conçu au XVIII^e siècle par l'abbé et physicien Jean-Antoine Nollet, cet objet de curiosité permettait de faire le vide dans une cloche de verre, en actionnant une pompe à main. Ce qui avait pour effet de provoquer, par exemple, l'explosion d'un œuf placé sous la cloche ! Mais avec ses bois dorés et ses sculptures, la savante machine – dont on ne connaît que deux exemplaires au monde – tenait également de l'œuvre d'art. D'où son intérêt. Elle n'était du reste pas encore vendue à l'issue de la manifestation. Son prix, il est vrai, tournait autour de 3 millions de francs.

Le PEA épargné par le tour de vis fiscal

Contrairement à l'assurance-vie, dont la fiscalité a été durcie par la loi de finances pour 1999, le PEA (plan d'épargne en actions) demeure épargné. Cette enveloppe constitue un outil idéal pour gérer un portefeuille d'actions françaises. Plusieurs formes de gestion sont autorisées : gestion directe par le titulaire, par un professionnel pourvu d'un mandat, via des SICAV ou des fonds communs de placement éligibles au PEA, ou mélange de ces différents modes de gestion. Principaux avantages fiscaux : – les plus-values et les revenus d'actions

sont totalement exonérés d'impôt au-delà d'un délai de cinq ans. Mais à la clôture du plan, les gains réalisés supportent les prélèvements sociaux (10 % en 1998) ; – les cessions de titres effectuées dans le cadre d'un PEA ne sont pas prises en compte dans le calcul du seuil qui déclenche l'imposition des plus-values pour les valeurs mobilières (50 000 francs en 1998). Et les avoirs fiscaux auxquels donnent droit les dividendes versés sont également exonérés d'impôt ; – si l'investisseur conserve son PEA pendant au moins huit ans, il pourra convertir le capital acquis en rente viagère exonérée d'impôt sur le revenu (mais soumise aux prélèvements sociaux). En contrepartie, quelques règles devront

être respectées. Il n'est possible d'ouvrir qu'un seul PEA par contribuable (deux pour un couple marié). Les versements, obligatoirement effectués en espèces, ne peuvent excéder 600 000 francs sur un plan. Mais les dividendes et les avoirs fiscaux versés ne sont pas pris en compte dans ce plafond. Les sommes versées doivent être investies en valeurs éligibles au PEA (ou rester dans le plan sur un compte d'espèces non rémunéré) : actions de sociétés françaises, bons de souscription et droits d'attribution attachés à ces actions, actions de SICAV détenant au moins 60 % d'actions françaises, parts de fonds communs de placement dont l'actif est composé au minimum à 75 % d'actions françaises.

En cas de sortie anticipée avant cinq ans, l'épargnant risque d'être imposé sur les plus-values réalisées et sur les revenus encaissés. Le taux d'imposition sera de 32,5 % en cas de retrait avant deux ans et de 26 % entre deux ans et cinq ans. Toutefois, ces gains ne seront taxés que si le total des cessions de l'année augmentée de la valeur liquidative du PEA interrompu dépasse 50 000 francs en 1998. Tout retrait partiel avant huit ans entraîne la clôture du plan. Mais les titres pourront continuer à être détenus sur un compte ordinaire. Après huit ans, un tel retrait ne met pas fin au plan mais il interdit tout nouveau versement.

Laurent Edelmann

● PAR AILLEURS, France Télécom va procéder à un échange d'actions (2 %) avec Deutsche Telekom qui doit renforcer les liens industriels établis par les deux opérateurs.

France Télécom

ons avec Deutsche Telekom. L'automne 1997

ditions nouvelles par France Télécom visera, pour une bonne partie, à financer cette opération. Représentant une rentrée de 20 milliards de francs, elle sera composée de l'émission de 25 millions d'actions nouvelles par souscription aux actionnaires, de 10 millions de souscriptions d'actions par France Télécom, et de 5 millions de souscriptions d'actions par les actionnaires. Ces obligations de levée de 3 à 5 milliards de francs le plus que la simple vente d'actions, selon le ministère de l'économie. Le gouvernement entend à nouveau faire de cette opération France Télécom une opération « populaire ». A l'automne 1997, les actionnaires ont acheté 10 millions d'actions de France Télécom, soit 10 % du capital. Mais le bilan s'avère malgré tout satisfaisant. Car les Européens – en majorité belges, italiens et français – ont beaucoup acheté.

L'homme qui a dynamisé les services financiers

Philippe Le Com

Avoir un [corps de rêve] et se sentir [indestructible].

[Yvonne et son casque]

[Honda CIVIC 1999]



Décidément la Civic nous séduira toujours. La forme nouvelle de ses phares et de ses boucliers et un capot moteur plus agressif lui confèrent une ligne encore plus irrésistible. Un véritable corps de rêve. Encore mieux ! Le freinage ABS et son système de répartition EBD ainsi que le double coussins gonflables de sécurité sont de série sur la Civic 1.4i S ABS 1999. De quoi se sentir indestructible !
Votre concessionnaire sur 3615 Honda (2,23 F/mn).

86 800^F

Prix spécial de lancement valable jusqu'au 31.12.98
sur une Civic 1.4i S ABS avec peinture métallique 2000 F TTC.
Taux hors option au 01.11.98 - Ann 98

CIVIC



HONDA

L'innovation au service de l'homme.

Le mouvement de convergence des taux s'accélère en Europe

Plusieurs banques centrales européennes, dont celles d'Angleterre, d'Irlande, d'Espagne et du Portugal, ont assoupli cette semaine leur politique monétaire. La Bundesbank et la Banque de France ont, en revanche, opté pour le statu quo

Le retour au calme s'est confirmé cette semaine sur les places financières internationales. Les Bourses ont poursuivi leur remontée tandis que le dollar et les marchés d'obligations se stabilisaient : le billet vert a

évolué entre 5,54 et 5,60 francs ; le rendement de l'emprunt d'Etat français à dix ans a oscillé autour de 4,30 %. Le mouvement de convergence des taux d'intérêt à court terme européens s'est accéléré, avec les baisses dé-

clées par les Banques d'Espagne, du Portugal et d'Irlande. Les instituts d'émission danois, suédois et britanniques ont également réduit leurs taux. Et si la Bundesbank et la Banque de France ont opté pour le statu quo,

plusieurs dirigeants monétaires n'ont pas exclu un assouplissement généralisé avant la fin de l'année, visiblement inquiets de l'impact de la crise financière mondiale sur la croissance en Europe.

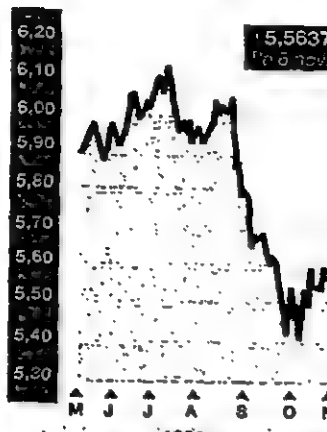
LA CRISE financière n'est-elle plus qu'un mauvais souvenir ? Tandis que les Bourses remontent, le dollar et les marchés d'obligations semblent en voie de stabilisation : le billet vert a évolué cette semaine dans un étroit corridor, compris entre 5,54 et 5,60 francs ; le rendement de l'emprunt d'Etat français à dix ans n'a guère varié, oscillant autour de 4,30 %.

La semaine a pourtant été riche en événements monétaires, avec, pour commencer, mardi 3 novembre, la baisse des taux directs espagnols et portugais, ramenés respectivement à 3,50 % et 3,75 %. Ce mouvement s'inscrit dans le cadre de la convergence des taux d'intérêt à court terme avant le lancement de l'euro. Madrid et Lisbonne sont désormais très proches du niveau plancher observé dans les pays du noyau central de l'euro (Allemagne, France, Pays-Bas...), qui se situe à 3,30 %. Pour ces deux pays d'Europe du Sud, le chemin parcouru depuis trois ans est impressionnant. Fin 1995, le taux des primes en pension espagnole se situait encore à 9,25 %, soit 4,25 au-dessus de l'appel d'offres français !

Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a aussitôt salué les décisions des instituts d'émission espagnol et portugais. « La convergence des taux d'intérêt de la zone euro vers le niveau le plus bas se

Stabilisation du dollar

DOLLAR CONTRE FRANC



Après son plongeon des mois de septembre et d'octobre le billet vert semble être parvenu à se stabiliser autour de 5,50 francs.

poursuit », a-t-il affirmé. Vendredi soir, la Banque d'Irlande est passée à l'action, de façon étonnante, en ramenant son principal taux directeur de 4,94 % à 3,69 %. Faudra-t-il attendre que la convergence soit totalement achevée pour voir la Bundesbank et la Banque de France assouplir leur politique monétaire ? C'est ce qu'a affirmé, vendredi, Klaus-Dieter Kihlbacker, membre du conseil central de la banque cen-

trale allemande. « La convergence des taux, qui est absolument indispensable en Europe d'ici au 1^{er} janvier, est encore loin d'être atteinte. Dans ce contexte, il nous est absolument impossible de modifier notre politique monétaire », a-t-il déclaré.

La veille, la Bundesbank et la Banque de France avaient choisi, comme prévu, de ne pas modifier leurs taux directeurs. Mais, pour la première fois, Hans Tietmeyer n'avait pas exclu une baisse d'ici la fin de l'année. « La politique monétaire allemande et européenne n'est pas paralysée » par l'harmonisation des taux d'intérêt à court terme, avait tenu à préciser le président de la Buba. « Personne ne doit croire que la politique monétaire en Europe soit aveugle aux marges de manœuvre qu'ouvrent par exemple une politique budgétaire économe et une politique salariale modérée », avait-il poursuivi.

Deux jours auparavant, M. Duisenberg avait tenu des propos similaires, permettant d'espérer une baisse des taux avant fin 1998. Il avait souligné que l'ampleur de la crise économique et financière mondiale obligerait le conseil des gouverneurs de la BCE « à examiner de nouveau la situation au sens large de la zone euro à ses deux réunions de décembre. Nous discuterons sérieusement des risques qui pèsent sur la croissance en raison de l'évolution du commerce mondial et des tensions financières internationales ».

Parallèlement, le conseil discutera également de la possibilité d'une évolution encore plus modérée des prix.

Paradoxalement, c'est donc au moment même où les marchés ne semblent plus guère se soucier de

brut (PIB) de 2 % (contre 2,9 % initialement). Selon son porte-parole, la révision est une « estimation prudente et réaliste avec laquelle les ministères des finances et de l'économie sont d'accord ». Cet ajustement amène d'ailleurs à s'interroger sur

La BCE peaufine ses instruments monétaires

A deux mois de sa mise à flot, la Banque centrale européenne (BCE) prépare ses instruments de navigation. Parmi eux, le choix du futur agrégat monétaire, reflet du niveau de liquidités en circulation dans la zone euro, revêt une importance cruciale pour une institution, dont la mission consistera à assurer la stabilité des prix. « Il pourrait être plus large que le M3 allemand car il comprendra probablement les sciv monétaires » - ce qui est le cas en France -, a affirmé Otmar Issing, membre du comité exécutif de la BCE, dans un entretien accordé au Wall Street Journal du 6 novembre.

Le contenu de cet agrégat, baptisé M3B, sera rendu public en décembre. Mais, pour importante que soit cette question, s'en tenir à un objectif monétaire serait « trop risqué », selon M. Issing, pour qui l'agrégat M3B n'aura pas d'embles les « fondations historiques » qui ont permis à son équivalent allemand d'être l'indicateur de référence de la Bundesbank.

L'impact de la crise économique mondiale sur la croissance européenne que les dirigeants politiques et monétaires du Vieux Continent commencent à s'en préoccuper officiellement. En Allemagne, le gouvernement a décidé de réviser en très forte baisse sa prévision de croissance pour 1999. Le ministère du travail ne table plus que sur une progression du produit intérieur

la réalité de l'étrange coopération économique entre Paris et Bonn que la victoire des sociaux-démocrates en Allemagne est censée avoir instaurée : alors que le gouvernement allemand n'hésite pas à afficher son pessimisme pour 1999, son homologue français continue à faire preuve d'un optimisme inébranlable et maintient sa prévision d'une croissance de 2,7 % pour l'année prochaine.

La Banque d'Angleterre semble davantage partager les inquiétudes allemandes que l'euphorie française. Jeudi, elle a réduit d'un demi-point, à 6,75 %, son taux de base, alors que les analystes anticipaient en moyenne une baisse limitée de 0,25 point. La vigueur du geste reflète les craintes de l'institut d'émission à l'égard de l'évolution économique outre-Manche. Après plusieurs années de croissance très soutenue, l'heure est à un ralentissement marqué de l'activité, certains évoquant même le spectre d'une récession. Alors que l'emploi industriel se dégrade, le secteur des services a du mal à prendre le relais, en raison notamment des difficultés que connaît la City à la suite de la crise financière mondiale. A Londres, déjà, les licenciements massifs dans les banques de marché pèsent sur les prix de l'immobilier et... sur la fréquentation des restaurants à la mode. De façon moins anecdotique, avec un marché du travail moins dynamique, la progression des salaires au Royaume-Uni, suivie de près par la banque centrale, se ralentit elle aussi et éloigne le danger inflationniste.

Reste à savoir si le retour à la normale sur les marchés financiers pourra être durable si les signes de dégradation de l'environnement économique se multiplient.

Christophe Vetter

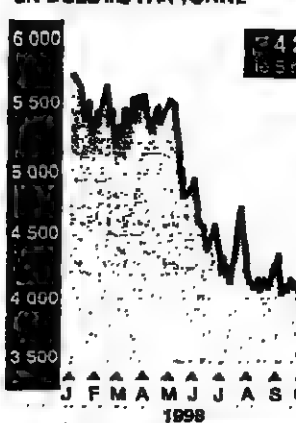
Pierre-Antoine Delhommeaux

Martine Orange

MATIÈRES PREMIÈRES

Relance fragile du nickel

COURS DU NICKEL À LONDRES EN DOLLARS PAR TONNE



LES MARCHÉS de métaux sont tellement déprimés qu'ils s'accrochent à la moindre nouvelle susceptible de faire remonter les cours. Cette semaine, l'annonce d'une grève des mineurs de nickel en Nouvelle-Calédonie (lire page 5), qui protestait contre la plus forte baisse des prix depuis onze ans et demandait des mesures de sauvegarde, a suffi à donner le change.

Craignant une raréfaction improbable des approvisionnements, les investisseurs se sont précipités pour prendre position. Les cours du nickel ont atteint leur plus haut niveau depuis deux mois, à 4 260 dollars la tonne pour le nickel à trois mois. Vendredi 6 novembre, les prix progressaient encore de 2,3 %, à 4 360 dollars la tonne.

Mais ce redressement des prix risque de ne pas durer. Le marché du nickel semble durablement surcapitaire. Les stocks du London Metal Exchange (LME) au cours des derniers mois stagnent autour de 60 000 tonnes, un niveau trois fois plus élevé que la normale. La sidérurgie, qui représente 60 % des débouchés du nickel, est entrée dans un retournement de cycle aux Etats-Unis et en Europe. Quant au Japon, qui réalise 20 % des achats mondiaux de nickel, les perspectives sont encore plus sombres. Sur les cinq grands groupes d'acier japonais, quatre ont annoncé, vendredi 6 novembre, des pertes au premier semestre.

DIFFICULTÉS DES PRODUCTEURS

Dans un tel contexte, les producteurs souffrent. Depuis que les prix du nickel ont enfoncé la barre des 4 500 dollars la tonne à la fin du 1^{er} semestre, tous perdent de l'argent. Pour tenter de limiter le gonflement des stocks et redresser les cours, des groupes comme Falconbridge ou Ermet ont décidé de fermer des capacités. Le canadien Inco devrait annoncer aussi des mesures d'ici à la mi-novembre. En quelques mois, environ 20 000 tonnes de production ont été arrêtées, sans compter les exportations russes de nickel, qui sont restées très faibles. Selon les observateurs, il en faudrait presque autant pour que le marché retrouve un équilibre.

Marché international des capitaux : les entreprises sont de retour

LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES sont à nouveau en mesure de lever des fonds pour de grands montants dans les compartiments européens du marché international des capitaux. Cette évolution confirme celle qui s'est dessinée depuis plusieurs semaines aux Etats-Unis. Elle accompagne le redressement des cours des actions et se produit peu ou prou pour la même raison : les investisseurs veulent de hauts rendements. Il n'y a plus cette recherche de la meilleure qualité possible qui, début octobre encore, faisait monter en flèche les cours des obligations d'Etat des grands pays occidentaux (et donc s'effondrer le rapport procuré par ces titres).

Est-ce à dire que la crise récente est vraiment résorbée ? Il faudrait beaucoup d'audace pour l'affirmer. La situation est en tout cas bien différente de celle qui prévalait à la fin de l'été. Les investisseurs veulent aujourd'hui que les emprunteurs fassent preuve de largesse. Cela vaut aussi bien pour ceux qui achètent des obligations dans le but de les conserver que pour ceux qui tiennent à réaliser un profit immédiat.

Les rendements des emprunts de la plupart des émetteurs sont évalués en comparaison de ceux des valeurs gouvernementales libellées dans la même monnaie. Comme les cours des titres de référence changent en fonction de l'offre et de la demande, la mesure se fait de façon relative. Le supplément dont les emprunteurs ont à s'acquitter dépend de la manière dont leur qualité est perçue. Dans des circonstances normales, lorsqu'une transac-

tion est réussie, ce supplément peut certes se rétrécir, mais, s'il diminue subitement dans des proportions importantes, c'est soit du fait de la spéculation, soit plus simplement parce que les conditions proposées ont été mal calculées. Cela peut aussi se produire si les rendements des fonds d'Etat de référence montent brusquement (car tous les autres emprunteurs mettent un certain temps à suivre).

Ces derniers jours, les rémunérations des fonds d'Etat ont certes augmenté, mais pas suffisamment pour tout expliquer. Ainsi en a-t-il été d'une émission dont on ne dit que du bien : celle de 1 milliard de deutschemarks d'une durée de dix ans, pour le compte du groupe chimique néerlandais Akzo Nobel, dont s'occupaient deux banques internationales, une d'origine néerlandaise, ABN AMRO, l'autre suisse, Warburg Dillon Read (groupe UBS).

Cette affaire a retenu l'attention car elle suivait de près un emprunt de la même taille et d'un même montant contracté par une autre entreprise des Pays-Bas : KPN, les télécommunications néerlandaises, dont le succès a été éclatant. Dans les deux cas, la demande en provenance des Pays-Bas était importante. Plusieurs spécialistes y voient une sorte de préfiguration de la tournure qui prévaudra sur le marché lorsque la monnaie commune existera.

Le placement des obligations en euros pourrait conserver un aspect national ou régional pour de longs mois encore, les investisseurs de nos différents pays manifestant une

préférence pour les signatures qu'ils connaissent le mieux.

De telles préférences ne font pas l'unanimité. D'aucuns, au contraire, croient que, dans un souci de diversification, les investisseurs européens voudront tous acquiescer davantage d'obligations des débiteurs des pays voisins. L'accueil qui sera fait à la principale société autrichienne d'électricité, si elle donne suite à son projet d'émettre à son tour un grand emprunt en deutschemarks, promet d'alimenter les débats. De combien le placement débordera-t-il des régions où l'emprunteur est très connu : l'Autriche, le sud de l'Allemagne et la Suisse ?

Quoi qu'il en soit, ces interprétations géographiques sont beaucoup moins controversées que celles mettant en relation l'activité actuelle du compartiment du deutschemark, avec le rôle de principale référence que pourraient jouer, l'an prochain, les obligations de l'Etat allemand. C'est un sujet très délicat, dont les implications politiques sont évidentes. Ceux qui sont de cet avis insistent sur la nécessité d'une standardisation des références et pensent que la situation présente du marché des emprunts en euros-euros ne durera pas. Ces emprunts se mesurent à ceux émis en écus par le Trésor français. Comme le compartiment de l'écu est également bien fourni, les spécialistes estiment que les titres du Trésor français continueront à servir de base ont beau jeu de réfuter de telles argumentations.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommeaux

Martine Orange

La crise boursière semble cette fois enrayée

EN L'ESPACE d'un mois, le rebond des places boursières apparaît spectaculaire. Après la dégringolade de l'été, les marchés d'actions de Paris, Francfort, Londres, New York et Tokyo étaient tombés, lors des premiers jours d'octobre, à leur plus bas niveau de l'année, effaçant l'ensemble des gains engrangés après un premier semestre euphorique. Mais, en quatre semaines, Paris a regagné 23 %, Francfort 26 %, Londres 19 % et New York 17 %. Même Tokyo a repris 10 % dans le même temps, en dépit de la publication de statistiques soulignant à nouveau la grande faiblesse de l'économie japonaise et d'une succession d'annonces de mauvais résultats par les entreprises nippones. Sur la semaine, les principales Bourses gagnent encore entre 1 % et 4,5 %.

Selon un scénario classique sur les marchés, après avoir exagéré dans l'optimisme et l'enthousiasme au début de l'année, les investisseurs ont

sombré à la fin de l'été dans un pessimisme outrancier, avant de jauger aujourd'hui plus sereinement les conséquences de la propagation de la crise financière partie d'Asie vers la Russie, l'Amérique latine et finalement les marchés boursiers occidentaux.

Le système financier international semble plus robuste et moins suicidaire qu'il n'y paraît. En baissant à deux reprises en l'espace de quinze jours - fin septembre et mi-octobre - ses taux d'intérêt, la Réserve fédérale américaine (Fed) a apporté un soutien clair et explicite aux marchés et à la croissance. Un message relayé à nouveau cette semaine par un certain nombre de banques centrales européennes. La Grande-Bretagne et le Danemark, qui ne participent pas le 4 janvier 1999 au lancement de la monnaie unique européenne, ont annoncé jeudi une baisse de leurs taux directeurs. Mardi, l'Espagne, le Portugal et la Suède, qui seront eux

des pays de l'Eurozone, avaient annoncé des réductions du coût de l'argent et, vendredi, l'Irlande a suivi. Seuls les instituts d'émission français et allemand restent résolument à l'écart du mouvement et ne plient pas face aux demandes insistantes des gouvernements.

La banque américaine Goldman Sachs estime pourtant, dans une étude publiée le 29 octobre, que les Bourses européennes ont un potentiel pour s'apprécier de 5 % à 10 % au cours des prochains douze mois. Goldman Sachs précise que ce pronostic s'entend à condition que les analystes ne se trompent pas sur l'impact du ralentissement de la croissance mondiale et de la baisse du dollar sur les profits des groupes européens.

MOINS DE VOLATILITÉ

Les dernières mesures annoncées par le groupe des sept principales puissances industrialisées pour aider

les économies émergentes en bonne santé à mieux résister aux crises de confiance des investisseurs ont aussi contribué à calmer la volatilité des marchés. Tout comme l'annonce considérée comme imminente d'une aide financière internationale massive au Brésil. D'ailleurs, les Bourses de Sao Paulo, Hongkong et Budapest ont regagné respectivement 70 %, 40 % et 50 % depuis deux mois.

Autre facteur de soulagement, malgré les pronostics pessimistes, le monde n'est pas, pour l'instant, en déflation. John Lonski, l'économiste en chef de l'agence de notation Moody's, estime que la réduction à deux reprises des taux américains et une troisième baisse possible en novembre devraient permettre d'amortir les effets néfastes de la crise mondiale. Les économies américaines et européennes restent deux moteurs pour la croissance mondiale. Dépenses de consommation soutenues, solidité du marché de

l'immobilier, accélération des ventes automobiles : l'activité des deux côtés de l'Atlantique reste vigoureuse même si l'industrie montre aux Etats-Unis et en Europe des signes de faiblesse. « Je ne pense pas que nous verrons une récession à court terme, car il n'y a rien actuellement dans notre économie qui annonce un tel scénario », déclarait au début de la semaine Alice Rivlin, la vice-présidente de la Réserve fédérale dans une interview au quotidien USA Today. Des propos confirmés dans le discours prononcé jeudi par Alan Greenspan, le président de la Fed, devant l'association de l'industrie financière américaine. M. Greenspan a affirmé qu'il était probable que les craintes actuelles des investisseurs allaient se dissiper et que si l'actuelle crise financière était surmontée, il y aurait alors suffisamment de temps pour restructurer et renforcer le système financier international.

Eric Leser

TOKYO NIKKEI

↑ + 4,11%
14 121,97 points

NEW YORK DOW JONES

↑ + 4,46%
8 975,46 points

PARIS CAC 40

↑ + 1,86%
3 588,63 points

LONDRES FT 100

↑ + 0,97%
5 481 points

FRANCFORT DAX 30 IBIS

↑ + 2,53%
4 809,73 points

BOURSE

3615 LE MONDE

SPORTS Les trente-cinq concurrents de la 6^e Route du rhum, course transatlantique en solitaire ouverte aux voiliers multicoques et aux monocoques, devaient quitter

Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), dimanche 8 novembre, à 13 h 02. **LOÏCK PEYRON**, à la barre de son trimaran *Fujicolor-II*, prend le départ de l'épreuve avec l'intention

de l'inscrire à son palmarès. **L'AR-RIVÉE** devrait être jugée à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) aux alentours du 22 novembre. **LA COURSE SE RA SUITE**, en direct, par les télé-

spectateurs de France Télévision, grâce à l'arrivage par Olivier de Kersauson d'un trimaran à moteur - *Ocean-Alchemist* - spécialement équipé pour suivre l'épreuve et en

assurer la retransmission. **CETTE DÉBAUCHE DE MOYENS** ne suffit plus à convaincre les sponsors de continuer à soutenir les skippers des courses au large.

A trente-huit ans, Loïck Peyron entend s'offrir la Route du rhum

Le skipper français, à la barre de son trimaran « *Fujicolor-II* », veut inscrire à son palmarès cette épreuve qui lui manque encore. Mais il ne cache pas non plus que ces traversées transatlantiques - il en compte « 35 ou 36, dont sûrement 30 en course » - lui pèsent de plus en plus

SAINT-MALO
de notre envoyée spéciale
Secrètement, il espère que ce départ pour la Route du rhum sera son dernier. Non qu'il ait les transatlantiques en aversion - il en a réalisé « 35 ou 36, dont sûrement 30 en course » -, mais la résistance de celle-ci à s'inscrire à son palmarès l'agace prodigieusement. Il n'en dit rien, mais on le sent. Et c'est justement parce qu'il n'a plus grand-chose à prouver

Les monocoques font course à part

Créée en 1978 en réplique à l'Ostar, transatlantique britannique à la jauge contraignante, la Route du rhum a marqué l'avènement du multicoque. Mais les monocoques - dont le meilleur n'avait obtenu qu'une 10^e place au classement général en temps réel lors des éditions 1982 à 1984 - se rebiffent. Il y a quatre ans, ceux d'Yves Parlier (*Coelac-d'Aquitaine*) et d'Alain Gauthier (*Bogues-Superior*) ont profité des nombreuses avaries des « multis » pour se classer respectivement troisième et quatrième en temps réel. Pour cette sixième édition, les « monos », dont le potentiel en solitaire sur ce parcours n'est inférieur que de 10 % à celui des meilleurs « multis », disputent encore une véritable course dans la course, tout en se battant pour le podium. Catherine Chabaud ou Raphaël Dineili testeront leurs 60 pieds tout neufs. L'*Aquitaine-Innovation* d'Yves Parlier, skipper par Thomas Coville, pourrait affirmer sa suprématie. A moins qu'elle ne lui soit contestée par Eric Dumont, Jean-Mauriel ou Jean-Luc Van Den Heede.

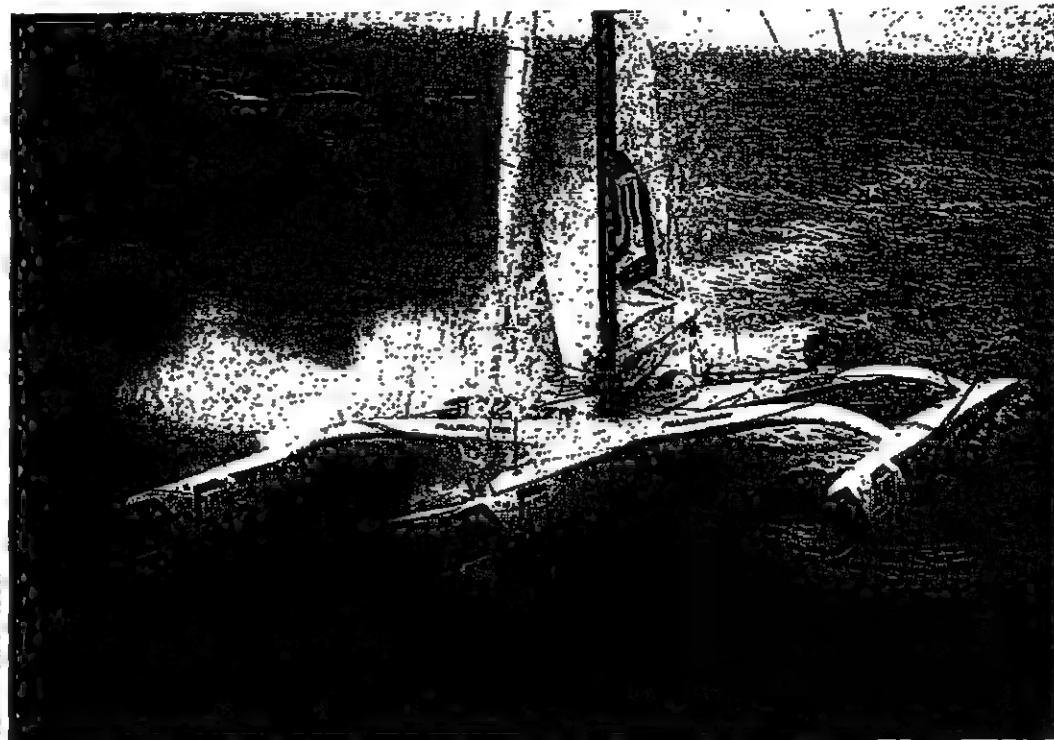
sur un multicoque de 60 pieds qu'il s'est préparé à cette échéance avec un soin encore plus particulier qu'à l'accoutumée.

« Une victoire dans cette course me permettrait d'avoir de meilleures raisons d'aller voir ailleurs, dit Loïck Peyron, d'aller jouer à autre chose pour mieux revenir plus tard au multicoque de 60 pieds, qui est une discipline formidable. » Son objectif ? Trouver des fonds pour construire le bateau qu'il a dessiné pour The Race, la course autour du monde « sans limite » que compte lancer son frère Bruno, le 31 décembre 2000, pour marquer l'entrée dans le troisième millénaire.

En attendant, il reste sur son *Fujicolor-II* et n'a toujours pas digéré son dernier « Rhum » : celui de 1994. Même s'il arguait qu'il n'a été frustré que sur le moment, Loïck Peyron a d'autant plus mal vécu son démantèlement cinq jours après le départ que les simulations de son routeur lui ont prouvé par la suite qu'il aurait pu réaliser un gros coup avec son option nord. Le Suisse Laurent Bourgnon en a profité pour établir un nouveau record de l'épreuve : 14 jours 6 h 28 min 29 s. « Dans ces cas-là, se console Loïck Peyron, il ne reste qu'à rentrer sous grément de fortune, ce qui laisse le temps de se calmer. »

DRAMES ET MIRACLES

Cette saison, sur les grands prix de multicoques, sa vieille rivalité avec Laurent Bourgnon a été moins mise en lumière. « Les vieux se reposent, dit-il, car la flotte est renouvelée. » Son âme de Zébulon hyperactif interdit à Loïck Peyron de ruminer bien longtemps ses revanches. Il les enfouit dans une petite case de sa mémoire, passe à autre chose, puis les libère à nouveau



Loïck Peyron et « *Fujicolor-II* » pendant la transat Jacques Vabre, en octobre 1997.

sous la forme d'une faim de victoires nouvelles. Comme tous les navigateurs, il rêve du Rhum : une course faite d'histoires étonnantes, de drames et de miracles : la disparition d'Alain Colas (1978) et de Loïck Caradec (1986), la victoire dès la première édition, en 1978, d'un trimaran jaune de 11,50 mètres, l'*Olympus-Photo* de Mike Birch, face au monocoque de 21 m de Michel Malinovsky (*Krier-V*) pour 98 secondes après 23 jours de mer, la première consécration d'une femme, Florence Artaud (1990).

« C'est pour tout ça qu'on fait un effort pour le Rhum », soupire Loïck Peyron, qui les a tous dispu-

tés - sauf le premier -, et a même vécu un démantèlement sur la ligne de départ, en 1986. En 1978, il s'était tout de même associé à l'aventure de Bruno, son frère aîné, qui n'avait pu terminer l'épreuve. Il avait trouvé l'expérience excitante. Aujourd'hui, à trente-huit ans, Loïck n'est plus un navigateur aussi insouciant. Il a dominé la saison des grands prix en équipage, et l'exercice de la course au large en solitaire lui coûte désormais, parce qu'il a vieilli, parce qu'il a une grande famille.

Il parle par ellipses des dangers du multicoque solo : des disparitions en mer, du vacarme incessant et assourdissant des coques

de son trimaran sur l'eau, généralement d'un incroyable stress. « Ça restera une discipline franco-française parce que les Anglo-Saxons ne sont pas fous. Ils ont pris trop de retard pour supporter maintenant ce qu'on supporte depuis des années », dit-il, comme si l'impétuosité de son *Fujicolor-II* lui semblait de plus en plus difficile à vivre.

TROP DE TENSION

De ce stress, Laurent Bourgnon, qui n'a que trente-deux ans, prétend tirer ses coups de génie. Intox ? Peu importe à Loïck Peyron. Lui ne pense qu'à s'y soustraire le plus longtemps possible. Il y a trois semaines, sur le chantier Fu-

ficolor de La Trinité-sur-Mer (Morbihan), il a vérifié une dernière fois la liste des derniers réglages ou achats à effectuer. Pour ne pas traîner dans ces parages qui lui rappelaient un départ imminent. Il s'est encore moins précipité sur les pontons du bassin Vauban à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), où son trimaran est arrivé sans lui. Trop de monde, trop de tension.

« J'arriverai à Saint-Malo l'avant-veille du départ, avait-il promis, et ce sera encore trop tôt. Dans ces moments-là, on n'a pas cinq minutes à soi, c'est usant. » Lui, le volubile, l'homme de médias, n'a songé qu'à s'isoler. Il a filé le plus loin possible : aux îles du Cap-Vert, avec son épouse, Christine, et leurs quatre enfants. Sous prétexte de pratiquer « un sport ludique », « Ça n'est pas rassurant, mais j'arrive toujours en meilleure forme physique que je ne pars, avoue-t-il. Je pars en Robert et je termine en Redford. » Il a voulu aussi « préparer sa peau » aux morsures du soleil. Argument futile ? Non : méticulosité. « J'ai observé que sur une course l'état et la protection du bonhomme jouent. »

Il aurait aimé couper la ligne de départ, dimanche 8 novembre, après avoir fait une semaine de mer. Pour être vraiment prêt, physiquement et mentalement. Il a dû se contenter de sacrifier à ses petites manies. Samedi 7 novembre, veille du départ, il est resté seul dans son bateau jusqu'à une heure avancée de la nuit. Pour rêver, faire le tour des autres voiliers. Puis il a sorti son sac-poubelle, « où se sont accumulées la dernière semaine, ces petites choses qui rattachent à la terre ». A ce moment-là déjà, la course était commencée.

Patricia Jolly

Trente-cinq voiliers au départ

La Route du rhum, course transatlantique en solitaire, est ouverte aux concurrents âgés de dix-huit ans et plus, et aux multicoques (trimarans et catamarans) et aux monocoques d'une longueur hors tout comprise entre 10,67 m et 18,29 m.

● **Le parcours** : le départ est fixé à la pointe du Grouin, en baie de Saint-Malo, dimanche 8 novembre à 13 h 02. L'arrivée sera jugée devant Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), après avoir laissé à tribord une bouée au large du Cap-Frêhel (Côtes-d'Armor), à babord la Guadeloupe, et à tribord une bouée devant Basse-Terre et les îles des Saintes.

Les concurrents :

- Multicoques classe I (entre 15,24 m et 18,29 m) : Mike Birch (Can., *Eléphant-Bleu*) ; Laurent Bourgnon (Primazur) ; Yvan Bourgnon (Yvema) ; Frank Cammas (Groupama) ; François-René Carlier (Laiterie-Saint-Malo-Diff-Malouin) ; Bob Escoffier (Adecco/Etoile Filante) ; Alain Gauthier (Brocéliande) ; Marc Guillemot (Biscuits-La Trinitaine) ; Francis Joyon (Banque-Populaire) ; Loïck Peyron (*Fujicolor-II*) ; Paul Vatine (Chauss'Europ).
- Multicoques classe II (entre 13,72 m et 15,24 m) : Anne Caseneuve (Armor-Lux) ; Hervé Cléris (non communiqué) ; Frank-Yves Escoffier (Delage-Diaz) ; Pascal Quintin (Casino-Val-André).
- Multicoques classe III : Pierre Antoine (Friends-and-Lovers) ; Charlie Capelle (Chausettes Olympia) ; Patrick Coulombel (non communiqué) ; Steve Ravussin (Sail, Kelly Services).
- Monocoques classe I (entre 15,24 m et 18,29 m) : Simone Bianchetti (Ita., Italia Telecom) ;

Catherine Chabaud (Whirlpool-Europe 2-Glénat) ; Thomas Coville (Aquitaine-Innovation) ; Raphaël Dineili (Sodebo) ; Eric Dumont (Le Havre-2000) ; Mark Gatehouse (GB, Victoria-Group) ; Frédéric Lescot (Les Mousquetaires) ; Bernard Mallaret (Baume-et-Merier) ; Jean-Mauriel (Côte-Ouest-Aigle) ; Philippe Monnet (UUNET) ; Loïck Pochet (Défi 14-PM) ; Jean-Luc van Den Heede (Algimous).
- Monocoques classe II (entre 13,72 m et 15,24 m) : Luc Coquelain (Groupe-Multicap-Camelini) ; Victor Jean-Noël (Guadeloupe-RFO) ; Ellen MacArthur (GB, Kingfisher).
- Monocoques classe III (entre 10,67 m et 13,72 m) : Didier Levillain (Chaleur-Fleur).

SAINT-MALO

de notre envoyée spéciale
La mort dans l'âme, Frank Profit a dû renoncer. Brillant lieutenant de Loïck Peyron dans les courses de multicoques en équipage depuis sept ans sur *Fujicolor*, ancien second de Mike Birch au paravent et vainqueur du dernier classement des équipiers de la Fédération internationale de course océanique (FICO), il souhaitait franchir le pas, effectuer une saison sur multicoques couronnée par une Route du Rhum en tant que maître du bord.

Le projet, pour lequel il cherchait 3 millions de francs, a capoté. « J'ai obtenu des rendez-vous, dit-il, et rencontré des directeurs de la communication enthousiastes, mais ils ne décident pas en dernier recours. » Auteur de six Tours de France à la voile pour lesquels les sponsors étaient plutôt venus à lui, Frank Profit pensait avancer de solides arguments pour

SAINT-MALO

de notre envoyée spéciale

Olivier de Kersauson a un nouveau bateau : *Ocean-Alchemist*. En quelques semaines, à grand renfort d'une publicité assurée par « l'Amiral » en personne sur France Télévision, le vaisseau est devenu tellement célèbre qu'on pourrait le croire favori de la Route du rhum. *Ocean-Alchemist* - trimaran à moteur de 30 mètres de long - est une base flottante conçue pour la collecte, le montage et la transmission d'images de télévision. Grâce à son autonomie de 6 000 milles (environ 11 000 kilomètres) à une vitesse de 20 nœuds (37 km/h), il est censé emmener le téléscripteur sur les voiliers au beau milieu de l'océan.

Pour monter ce projet, Olivier de Kersauson a bénéficié d'expériences antérieures. Les bateaux de la dernière Whitbread (tour du monde en équipage avec escales) arrivés à Southampton (Grande-Bretagne) transmettaient déjà leurs propres images, sans mon-

tage il est vrai. L'inspiration de « l'Amiral » est surtout venue de Nigel Irens et de son *Ilan-Voyager* - trimaran à moteur de 21,3 m construit en 1988, capable de filmer des bateaux de course à grande vitesse -, ou de son *Cable-and-Wireless-Adventurer* - trimaran à moteur de 35 m, auteur au printemps d'un tour du monde en autonomie complète. L'architecte britannique a d'ailleurs tracé les premiers croquis de *Ocean-Alchemist*.

CIRCONSPÉCTION

Le mélange de rugosité et d'irrévérence dont le marin a toujours joué lui a ouvert bien des portes au fil des années. Au printemps dernier, il a proposé ses services à la direction de TF1. La chaîne privée a finalement renoncé. France Télévision s'est lancée. Coût de l'opération : 5 millions de francs. Une somme qui a suffi à Olivier de Kersauson pour rentrer dans les frais de construction du navire. Il a négocié directement avec le pré-

sident, Xavier Gouyou Beauchamp. Les rédactions de France 2 et France 3, nationales et régionales, seront mobilisées vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Restait à mettre *Ocean-Alchemist* à l'épreuve. Le premier test, entre Brest et La Corogne (Espagne), a été concluant. Mais les conditions météo étaient clementes. Qu'en sera-t-il dans des vagues de cinq à six mètres avec 50 nœuds de vent ? Dans le milieu de la voile comme dans les cars-régies, on demeure circonspect. Les premières quarantehuit heures du « Rhum » sont souvent riches en incidents. Pourra-t-on rattraper la tête de course après avoir filmé les fortunes de mer ? *Ocean-Alchemist* pourra-t-il assurer efficacement la navette entre des voiliers suivant des routes différentes ? Et la nuit ? Pour *Ocean-Alchemist*, le plus gros défi sera d'être à la hauteur du battage dont il est l'objet.

P. J.

Olivier de Kersauson à la pêche aux images

Le démarchage des sponsors, pensum du navigateur

prendre le départ de la sixième Route du Rhum. Il avait à sa disposition un trimaran : l'ex-Biscuits-La-Trinitaine, de Marc Guillemot, loué par Claude Develay, le PDG de Fuji France. Il offrait en outre la garantie d'espaces publicitaires dans un hebdomadaire français d'actualités.

UN BOL D'AIR

Le bateau pressenti avait bien dix ans. Mais c'est à peine plus que *Fujicolor*, et, grâce à sa fiabilité et à l'expérience de Frank Profit, il aurait pu brigrer un podium, puisque les courses en solitaire ne permettent pas de mener les voiliers à 100 % de leurs possibilités. Le rapport qualité-prix pour un éventuel sponsor semblait donc plus que digne d'intérêt.

Début octobre, Frank Profit courait toujours après 1 million et ses espoirs s'étaient envolés. Il a accepté un engagement comme chef de quart sur *Mari-Cha III*

pour un record - réussi - de la traversée de l'Atlantique. Pour lui, mieux valait ce bol d'air et une rentrée d'argent que d'hypothéquer, comme le font encore certains marins, la petite maison où il vit avec sa compagne et leur fille de deux ans. « Dans la mesure où j'ai déjà refusé du travail pendant sept mois sur d'autres courses pour pouvoir me consacrer à la recherche de budgets, j'estime que mon engagement financier était déjà énorme, dit-il. Force est de constater que, dans l'esprit des gens, je reste le second de Peyron : un bon marin, mais pas un skipper. »

Seuls quelques marins qui se démarquent tôt, comme Laurent Bourgnon ou Frank Cammas, attirent des sponsors désireux de leur construire très vite un bateau. « Mais il n'y en a qu'un tous les dix ans, remarque Profit. Quant à un Raphaël Dineili, à qui on donne un monocoque de 60 pieds, parce que

son naufrage dans les mers du Sud lors du dernier Vendée Globe l'a rendu célèbre, ça ne reflète pas la réalité de notre métier. Encore faut-il faire ses preuves ensuite. » Ou se contenter, lorsqu'elle se présente, de la possibilité d'exploiter du matériel plus ancien.

BONNE NOUVELLE

Personne ne voulait lui construire un bateau, et aucun multicoque suffisamment compétitif n'était disponible à la location. Pensant qu'on le jugeait trop vieux et dépassé, il aidait au

convoyage d'un bateau aux Etats-Unis lorsque son agent parisien, Annick Aviérimos, a reçu la bonne nouvelle.

Claude Develay - encore - renouait à courir le Rhum sur son trimaran de 53 pieds, *Nootka*, et offrait de le prêter à Birch. Depuis, l'éléphant bleu, réseau international de centres spécialisés en lavage des automobiles, devenu son sponsor pour la course, argue qu'il place, comme le navigateur, « l'eau, l'environnement et la compétitivité au cœur de ses préoccupations quotidiennes ». Alors qu'elle avait démarché pour son skipper, sans succès, les sociétés spécialisées dans les « produits de communication seniors », Annick Aviérimos a constaté qu'un tel rebondissement à trois semaines du départ suscitait des vocations soudaines chez les sponsors. De quoi rendre Frank Profit perplexe.

P. J.

le choc entre Mar
à un festiv



A Bercy, l'été...

CALVIN
CLINIC

مكتبة لؤلؤ

Le choc entre Marseille et Monaco s'est résumé à un festival de coups défendus

Après la victoire de l'OM (1-0), leurs retrouvailles en Coupe d'Europe s'annoncent explosives

En match avancé du championnat de France de football, le « choc » entre l'Olympique de Marseille et l'AS Monaco a été gagné (1-0) au finish

par les Marseillais qui renforcent leur place de leader. Deuxième du classement, Bordeaux rejoint Toulouse, samedi 7 novembre. Les autres

matchs de la 12^e journée de D1 sont Rennes-Sochaux, Auxerre-Nantes, Metz-Lyon, Montpellier-Paris SG, Le Havre-Lens et Strasbourg-Nancy.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial
Six à deux. Le match au sommet entre l'Olympique de Marseille et l'AS Monaco, vendredi 6 novembre, en match avancé de la 12^e journée de championnat de France, s'est révélé prolifique.



Comme prévu. Entre deux prétendants au titre imprégnés par une tenace rivalité sportive et survoltés par l'ambiance suffoquante du Stade-Vélodrome, le scénario était écrit d'avance. Six à deux, donc, pour un total de huit cartons, six jaunes (un pour l'OM, cinq pour l'ASM) et deux rouges équitables répartis entre les belligérants. Et le score, au fait ? Sans surprise, avec un 1-0 exhorté par l'OM pendant le temps additionnel grâce au jovial Florian Maurice.

Depuis le début de la décennie, le football français s'est mis à l'heure de la pensée unique. Emportés par le zèle, les clubs dominants excellent ou excellent dans l'art de singler les équipes italiennes, références absolues d'un football rigoureux et implacable. La conversion a propulsé nos représentants parmi les plus compétitifs sur la scène internationale, comme en témoigne la qualification de Bordeaux, Lyon, Marseille et Monaco pour les huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA. Elle a relégué les nostalgiques d'un jeu fondé sur l'imaginaire et la spontanéité au rang de doux rêves.

Avec sept points de retard sur l'OM au coup d'envoi, les Mon-

gasques, fragilisés par une série de déboires sur terrain adverse (trois défaites de rang) et peut-être inhibés par dix-neuf années d'impulsance sur la pelouse marseillaise, se sont réfugiés un peu plus dans leur carcan tactique jusqu'à oublier de profiter d'une supériorité numérique entre la 33^e et la 88^e minutes.

DEUX OCCASIONS

Malgré l'exclusion de Peter Lucin, l'une des clés de voûte du système marseillais, les footballeurs de la Principauté ne se sont créés que deux occasions de but par Robert Spehar (71') et David Trezeguet (84'). A l'inverse, l'OM a profité du réajustement des forces après l'expulsion de Robert Spehar (88') pour trouver la faille en quatre minutes avec le but de Florian Maurice.

Si cette réussite tardive consacre la domination marseillaise depuis le début de la saison, le déroulement de ce match au sommet annonce

des retrouvailles explosives, le 24 novembre, à Monaco, et le 8 décembre, à Marseille, pour le compte des huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA. « Les deux rencontres seront chaudes », prévoit Florian Maurice. Le Marseillais Cyril Domoraud, hospitalisé pour une hémorragie à l'œil gauche (il a reçu un ballon dans le visage), et le Monégasque Mohamed Konjic, victime du tackle qui a provoqué l'expulsion de Peter Lucin, ne seront peut-être pas rétablis.

Plus chanceux ou plus habile dans l'art d'éviter les coups défendus, Robert Pires a survécu à la bataille. « Je comprends mieux ce qu'a pu ressentir Zidane lors du match de Coupe du monde face à l'Arabie saoudite », confiait le stratège de l'OM. Harcelé par ses adversaires, l'ancien Messin a eu le mérite de conserver son sang-froid, contrairement à Zidane exclu face aux Saoudiens, le 18 juin.

Double duel supplémentaire en Coupe de l'UEFA

Monaco et Marseille se retrouveront en 8^e de finale de la Coupe de l'UEFA, le 24 novembre, au stade Louis-II, et le 8 décembre, au Stade-Vélodrome. Ainsi en a décidé le tirage au sort, vendredi 6 novembre, à Genève. Lyon sera opposé au FC Bruges (Bel.), match aller dans le Rhône. Quant à Bordeaux, qui recevra lors du match retour, il ne connaîtra que dimanche 8 novembre le nom de son adversaire : Fiorentina (Ita.) ou Grasshoppers de Zurich (Sui). Le match retour du tour précédent, à Florence, avait été interrompu à la suite du jet d'un pétard qui avait blessé l'arbitre remplaçant, et la commission de discipline de l'UEFA doit rendre sa décision ce week-end.

Le football espagnol aura aussi son duel fratricide entre Real Sociedad Saint-Sébastien et Atlético Madrid. Glasgow Rangers (Eco.), avec Lionel Charbonnier et Stéphane Guivarch, affrontera Parme (Ita.), avec Lilian Thuram et Alain Boghossian. Les autres rencontres : AS Rome (Ita.)-FC Zurich (Sui.), Celtic Vigo (Esp.)-Liverpool FC (Ang.), Bologne (Ita.)-Betis Séville (Esp.).

L'OM n'a toutefois pas laissé aux Monégasques le monopole des coups-en-jambes et on peut regretter que les deux entraîneurs-batteurs se soient déjà ingéniés à mettre la pression en prévision de la suite européenne des aventures. En réponse à Jean Tigana - « L'arbitre a cherché par tous les moyens à exclure l'un de mes joueurs en deuxième mi-temps », a affirmé le technicien monégasque -, Roland Courbis n'a pas cédé sa réplique : « La saison dernière, déjà, il s'était plaint de l'arbitrage. C'était pourtant Martin Dietou qui avait, d'entrée, agressé Fabrizio Ravonelli avant que Philippe Léonard n'empiète un de mes joueurs. »

Dans cette désolante guerre des nerfs, les arbitres ont, semble-t-il, oublié que les arbitres désignés pour les matches de Coupe d'Europe appliquent le règlement à la lettre en brandissant les cartons à la moindre incartade. On en viendrait presque à regretter que nos inoubliables sommets du championnat ne soient pas placés sous l'égide de l'UEFA, l'Union européenne de football.

Elie Barth

■ Andreas Köpke, le gardien international allemand de Marseille, n'a pas apprécié d'avoir dû céder sa place à Stéphane Porato pour la venue de Monaco et envisagerait sérieusement un départ du club.

■ Bastia a battu Lorient (2-1), vendredi 6 novembre, en Corse, à l'occasion de la rencontre avancée de la 12^e journée. Buts : Pierre-Yves André, sur penalty, (30') et Frédéric Née (49'), pour Bastia ; Pascal Camadini (39') pour Lorient.

Le maire de Nantes critique la gestion du club de football

LE DÉPUTÉ-MAIRE de Nantes Jean-Marc Ayrault (PS) a demandé, vendredi 6 novembre, que soit convoqué « dans les plus brefs délais » le conseil de surveillance du Football Club de Nantes Atlantique, après la publication des résultats d'un contrôle de gestion de la Société anonyme à objet sportif (SAOS), opéré à sa demande. « Les budgets des saisons 1997-1998 et 1998-1999 diffèrent sensiblement des engagements que nous avions pris en juillet 1997, à-t-il indiqué. Il faut que le club revienne à la baisse son budget ou dégraisse son effectif en décembre car il sera confronté à des problèmes de trésorerie et ce avant la fin du championnat. »

Selon M. Ayrault, les déficits cumulés de l'association, détentrice de 92 % des parts de la SAOS, et de la SAOS elle-même pourraient atteindre 22 millions de francs si le club ne procède pas à la vente de joueurs d'ici à la fin de saison 1998-1999 : « Il faut mettre fin aux errements du management, de la gestion, du budget. Si les gens qui sont là ne sont pas à la hauteur, il y en a peut-être d'autres qui le seraient. De toute façon, il y a trop de décideurs dans ce club. »

■ La commission de discipline de la Fédération italienne de football a infligé une suspension de trois mois au joueur de l'équipe de Lecce (division 2) Christian Pavone, vingt-six ans, reconnu coupable de dopage aux anabolisants. Il s'agit de la première peine prononcée depuis les accusations de dopage dans le Calcio émises par l'entraîneur de l'AS Rome, Zdenek Zeman (Le Monde du 14 août). - (AFP)

■ La Fédération française de football (FFF) a confirmé, vendredi 6 novembre, l'organisation de deux matches amicaux de l'équipe de France : contre le Maroc à Marseille, le 20 janvier 1999, et l'Angleterre, à Wembley, le 10 février.

■ L'international français Stéphane Guivarch, vingt-huit ans, a signé, vendredi 6 novembre, un contrat d'un montant de 3,5 millions de livres (environ 30 millions de francs) avec les Glasgow Rangers (Ecosse). L'avant-centre, transféré en juin depuis Auxerre à Newcastle (pour 35 millions de francs) par Kenny Dalglish, n'avait pas la confiance du nouveau manager du club anglais, Ruud Gullit. - (AFP)

■ TENNIS : l'Allemande Steffi Graf est devenue, vendredi 6 novembre, la joueuse ayant gagné le plus d'argent, en tournois, devant la Tchéco-Américaine Martina Navratilova, après sa victoire (7-5, 6-3) sur la Française Anne-Gaëlle Sidot, en quart de finale du tournoi de Leipzig. Dans cette épreuve qu'elle a déjà emportée quatre fois, Graf (29 ans) effectuait son onzième retour à la compétition, après une opération au poignet. Elle a porté ses gains à 20 348 992 dollars (près de 122 millions de francs) depuis le 13 octobre 1982.



JEAN DANIEL

« Dans le miroir de lui-même qu'il nous tend à travers les quelque 700 pages passionnantes de ses carnets publiés sous le titre d'*Avec le temps*, c'est la France qu'on lit et qu'on aime, dans sa singularité multiple. »

Philippe Tesson, Le Figaro

« Une traversée captivante de l'histoire politique et intellectuelle contemporaine. »

Jean-Michel Heloig, Libération

Jean Daniel

« Je vous le dis : voilà la plus excitante lecture de cette rentrée. »

François Nourissier, de l'Académie Goncourt, Le Point

Avec le temps

carnets 1970-1998

Grasset

A Bercy, Pete Sampras poursuit sa quête éperdue de records

IL EST ÉREINTÉ. Sa terre lui manque et son dos lui fait mal. Les cinq semaines qu'il vient de passer en Europe semblent si longues que des cernes le marquent. Mais, vendredi 6 novembre au soir, Pete Sampras a pourtant remporté en demandant une invitation pour le tournoi de Stockholm, qui commence lundi 9 novembre. Jamais le joueur américain n'était resté aussi longtemps sur le Vieux Continent. L'effort lui coûte, mais il sait pourquoi il souffre : il veut à tout prix terminer en numéro un mondial la fin de la saison 1998. Ce serait la sixième fois consécutive. Au passage, il battrait un record qu'il partage avec son compatriote Jimmy Connors, qui réalisa l'exploit entre 1974 et 1978.



A l'Open de Paris, où il défend son titre, Pete Sampras s'est qualifié, vendredi, pour les demi-finales en battant l'Autstralien Mark Philippoussis (6-3, 6-3) au terme d'une

rencontre pleine de brio et de fulgurance, grâce à une présence au filet parfois fatiguée mais toujours immense. La veille, il avait frôlé la défaite face au Français Jérôme Golmard. Après ce match, ponctué par quelques visites du soigneur sur le court, il était parti en vitesse soigner son dos. Vendredi soir, après massages, échauffements et traitements en tout genre, il ne s'est plus ressenti de cette douleur en terras-

La surprise Todd Martin

Pete Sampras devait rencontrer Todd Martin, samedi 7 novembre, en demi-finale. Vainqueur la veille de l'Autstralien Patrick Rafter, l'Américain s'est qualifié, vendredi 6 novembre, en demi-finale de l'Open de Paris en battant son compatriote Andre Agassi (3-6, 6-4, 6-4). L'autre demi-finale devait opposer le Britannique Greg Rusedski, vainqueur du Suédois Magnus Gustafsson (6-3, 6-2), au Russe Evgeni Kafelnikov, qui a battu le Chilien Marcelo Rios (6-3, 6-2).

sant en moins d'une heure Mark Philippoussis. Pete Sampras se rapprochait un peu plus son rêve.

Mais le chemin est encore long vers la légende. Bien que Marcelo Rios (n° 2) et Patrick Rafter (n° 3), tous deux prétendants à la couronne mondiale, aient déjà quitté le Palais omnisports de Paris-Bercy, Pete Sampras n'est toujours pas à l'abri de ses concurrents. Terminer premier, pour lui, c'est une obsession.

« Oui, je ne vis que pour cela depuis quelques semaines, avoue-t-il, avec ce flegme qui fascine et trouble à la fois. Il faut comprendre : je vis une situation unique. Si je parviens à rester numéro un mondial, c'est un record qui ne pourra sans doute plus être amélioré. Et cela me fait beaucoup réfléchir. »

Après un nouvel exploit - ou une déconvenue -, il partira en quête d'un nouveau record : celui des victoires dans les tournois du Grand Chelem, détenu par l'Autstralien Roy Emerson, qui en signa douze. A Wimbledon, en juillet 1998, Pete Sampras a porté son butin à onze succès. Son rêve n'est pas d'égal

er Roy Emerson, mais, évidemment, de le dépasser. Pour cela, il accepte tous les sacrifices et il sait déjà que ses seules vacances de l'année, pendant trois semaines, ne seront pas suffisantes : « Après les Masters, nous serons au début du mois de décembre, et Noël sera à peine arrivé qu'il faudra repartir en Australie. C'est bien trop court pour se reposer totalement mentalement et physiquement. »

L'année 1998 a été rude pour tout le monde. Vendredi soir, Patrick Rafter a déclaré forfait pour la fin de la saison et surtout pour les Masters de Hanovre (Allemagne), qui se disputeront du 24 au 29 novembre entre les huit meilleurs joueurs mondiaux. Marcelo Rios a mal au coude et au dos. Sur les 500 premiers mondiaux, 35 joueurs sont passés sur le billard en cette fin de saison, sans compter les malades, les exténués, les fourbus ou les découragés. Pete Sampras souffre, lui, en serrant les dents. A vingt-sept ans, c'est l'histoire qui l'attend.

Bénédict Mathieu

CALVITIE

Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

CLINIQUE MATIGNON

5, AVENUE MATIGNON 75008 PARIS

RENSEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE

TEL 01 33 83 79 79 - 0617 INFO CHAUVÉ - www.clinique-matignon.com

l'epetto

PARIS

PARIS 12, rue de la Harpe, 66 01 47 71 45 20 - LYON 04 78 20 30 00
MARSEILLE 04 91 35 04 91 - TOULOUSE 05 61 23 45 00

Marcher comme sur un nuage...

La Ford Focus rompt avec la pensée unique

Hier timoré, le constructeur choisit l'anticonformisme

APERÇU en mars au Salon de Genève, la Ford Focus nous était apparue originale mais tarabiscotée. Six mois de réflexion et trois cents kilomètres à son bord ont fait évoluer cette première appréciation. Déconcertante mais pas superficielle, la nouvelle Ford manifeste une vraie personnalité. Comme la Peugeot 206, elle exprime le retour en grâce de l'audace de style pour la berline de M. Tout-le-Monde.

Intéressante conversion de la part d'un constructeur qui a largement contribué au règne du conformisme parmi les voitures moyennes. Volontiers conservateur jusqu'alors (au moins pour ce qui concerne ses créations européennes), Ford opte pour un parti pris clairement affirmé et rompt avec la politique du plus petit dénominateur commun. Il y a encore quelques années, il était impossible de tenir une Ford en bonneur, mais tout aussi improbable d'en rêver la nuit... Désormais, la marque attire l'attention, quitte à susciter une réaction de rejet. Rien n'est pire que l'eau tiède de l'indifférence.

Depuis deux ans et le lancement de la petite Ka, puis des coupés Puma et Cougar, Ford a entamé une mutation stylistique pompeusement baptisée *new edge design* (littéralement « nouveau style tranchant »). On adore ou on déteste. Avec la Focus, modèle à grande diffusion, cette écriture formelle alternant lignes incurvées et surfaces dégagées soulignées par des raccourcissements de tôle sophistiqués va connaître son véritable baptême du feu.

La Focus semble à des années-lumière de la Ford Escort, que les « restylages » progressifs ont réduit à l'état de savonnette et qui trahira définitivement sa révérence dans deux ans. Le hayon, en haut duquel les feux arrière épousent le dessin ruyant de la vitre latérale, contraste avec la partie avant, plus anguleuse. La version avec coffre apparent et le break, disponibles en janvier, sont à peine moins typés. Tout cela est compliqué, mais ne manque pas d'élégance.

NEW AGE PLUS QUE NEW EDGE

L'habitacle, qui régnait les mêmes figures, force un peu la dose. Le croisement d'arcs et de tangentes devient trop répétitif et la planche de bord, en faux bois ou en faux aluminium, en rajoute dans le baroque science-fictionnisme et pâtit de ses plastiques de qualité moyenne. Certes parfois un peu ampoulée, cette créativité plus *New Age* que *New Edge* provoque tout de même une ambiance à bord autrement plus chaleureuse que les formes ramollies et standardisées de certaines concurrentes.

En tournant le dos au non-choix du passé, la Focus rompt aussi avec l'idée selon laquelle la plupart des acheteurs de voitures moyennes, frustrés d'une plus

grosse voiture, attendent du constructeur qu'il se contente de jouer la carte de la berline sobre et respectable. Cette pensée unique a inspiré, pendant les années 80 et 90, la stratégie des concurrents de Volkswagen cherchant à contrer le succès de la Golf, référence de la catégorie. Elle a donné naissance à des modèles de qualité mais sans grande imagination esthétique.

Des noms ? Côté français, on citera les Citroën ZX et Xsara, la Peugeot 306 et la Renault Mégane, mais on peut aussi évoquer, outre l'Escort, l'ancienne Opel Astra ou la Rover 400. Liste non exhaustive. Toutefois, la plupart des nouveautés présentées depuis deux ans, y compris lors du dernier Mondial de l'automobile, ont confirmé le déclin de cette tendance. « Il n'existe pas de client moyen », est le nouveau cri de ralliement des constructeurs. « Mieux vaut être aimé par 40 % de la clientèle que de

De 87 800 à 102 700 francs

La Ford Focus est commercialisée dans un premier temps en version bicorps (avec hayon arrière) avant d'être disponible en version tricorps (avec coffre) et break à partir de janvier. Les prix varient de 87 800 à 102 700 francs. Suivant une tradition bien ancrée chez Ford, ces diverses variantes (en trois ou en cinq portes) sont toutes proposées au même tarif, à niveau de finition égal. De même, les versions 1,8 litre et 2 litres sont au même prix. Un choix de quatre moteurs à essence développant 75, 100, 115 et 130 chevaux pour des cylindrées respectives de 1,4 l, 1,6 l, 1,8 l et 2 litres est prévu en attendant un nouveau diesel 1,8 l (90 chevaux) à injection directe. La Focus est dotée en série d'un double airbag et du freinage ABS alors que la climatisation est proposée au tarif de 3 500 francs.



Une ligne originale et une tenue de route très correcte pour la remplaçante de l'Escort.

plaire à 80 % », résume ainsi Claude Brunet, président de Ford-France, qui souligne également que la marque, traditionnellement sous-représentée chez les cadres, cherche aussi à se différencier « pour élargir sa clientèle ».

La Focus n'est pas seulement originale. Les experts pourraient à

loisir vérifier les progrès réalisés par Ford dans le domaine de la tenue de route, désormais parfaitement saine. Sans être exceptionnel, le moteur 1,6 litre seize soupapes (100 chevaux) émet un joli bruit et se montre parfaitement souple. Quatre autres motorisations sont disponibles, dont un tout nouveau diesel à injection directe.

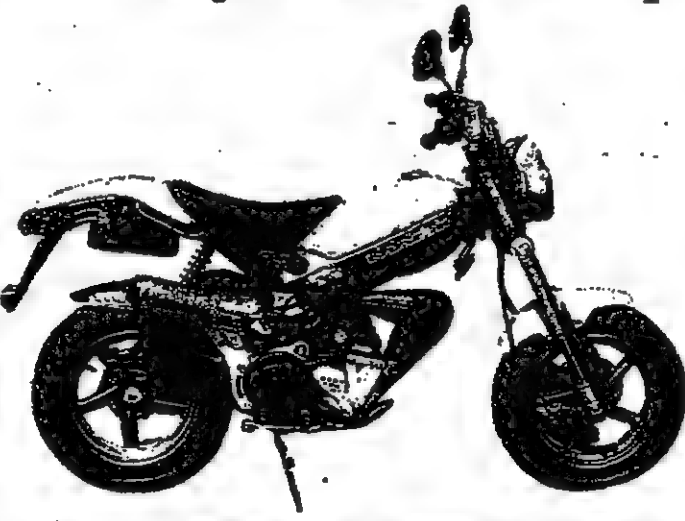
La direction est très précise, alors que les amortisseurs (la suspension arrière est nouvelle), les sièges et la commande de boîte de vitesses sont fermes, mais sans raideur excessive. L'utilisateur appréciera la disposition des commandes, qui tombent naturellement sous la main. Les ingénieurs ergonomes ont passé des heures à étudier les gestes que réalise un conducteur dans les quatre-vingt-dix premières secondes qui suivent son installation

au volant. Le comportement d'une mère de famille allant au supermarché avec ses deux enfants a aussi été décortiqué dans ses moindres détails. Par ailleurs, les concepteurs de la Focus ont également tiré parti de l'empattement long et du pavillon bombé pour créer une appréciable sensation d'espace. Dommage que les rangements ne soient pas plus pratiques et que la capacité d'accueil du coffre ne se situe que dans une honorable moyenne.

En France, l'objectif est d'atteindre 3 % des immatriculations alors que l'Escort, qui passera définitivement la main en 2000, n'aurait guère au-delà des 2 %. Ford compte sur les zébrures stylisées de la Focus, mais aussi sur ses tarifs plutôt raisonnables, qui débutent à moins de 88 000 francs.

Jean-Michel Normand

La Suzuki Street Magic, une micro-moto pour la ville



La TR 50 S, version Suzuki et moderne de la Honda Dax.

APPARUE en 1970, la Honda Dax, une drôle de micro-moto, se fit une réputation d'engin pratique et un peu snob pour vacances chics sur la Riviera. Sorte d'équivalent à deux roues de l'Austin Mini, la Dax est toujours vendue (12 970 francs), mais, techniquement dépassée, elle n'attire plus que les nostalgiques.

La Suzuki TR 50 S, dite « Street Magic », se propose de recueillir l'héritage et de l'adapter à la circulation urbaine. Ses proportions sont dans l'épure : soixante-dix centimètres de hauteur de selle, soit dix centimètres de moins qu'un scooter, et un poids plume de 75 kilos. Pour convenir aux plus jeunes et aux non-titulaires du permis, la Street Magic se contente d'une cylindrée limitée à 49 cm³ (contre 70 cm³ à la Dax) et sa transmission automatique agit sur une courroie, toujours plus propre qu'une chaîne. Le même souci d'accessibilité a amené le constructeur japonais à choisir des pneus surdimensionnés, qui améliorent la stabilité, et à installer un frein à disques d'un bon diamètre sur la roue avant.

Plutôt que de chercher à jouer les élégantes, la Suzuki cultive hardiment son allure de petit crapaud musclé. Contrairement à son aînée, elle ressemble délibérément à

une moto en réduction, avec sa mécanique complètement apparente, son échappement tendant « cross » et son garde-boue arrière arrondi comme celui d'un roadster de cent chevaux. Original.

Même si l'on a presque les genoux dans le guidon, ce petit cyclo-moteur est très facile à piloter, et son manèglement s'avère assez rassurant, ce qui ne va pas forcément de soi lorsque l'on considère son allure. Le freinage est tout à fait convaincant, y compris sur chaus-

sée mouillée. Poussée par un minuscule monocylindre deux-temps, la Street Magic démarre bon train,

mais renâcle dans les montées, et ses reprises sont anémiques. L'occasion, peut-être, pour le pilote, de se dire qu'il est temps d'envisager un vrai régime. Revanche des humbles : cette micro-moto épouse peu ou prou le rythme des feux rouges, ce qui permet de narguer quelques gros cubes qui jouent au « stop and go ».

On fera, en revanche, montre de beaucoup moins de compréhension envers la selle monoplace, dont on a peine à croire, comme l'affirme Suzuki, qu'elle est garnie de plumes d'oie. Dure et étroite, elle donne l'impression de chevaucher un skate-board à moteur. Les urbains déçus du scooter, les jeunes adeptes de la culture « fun » et les estivaux branchés devront s'y habituer.

J.-M. N.

★ Suzuki TR 50 S (11 990 F).

Le Monde

DANS LA COLLECTION
HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

L'ASIE DE L'ÉVEIL À LA CRISE

50 ans d'histoire au jour le jour
de ce nouveau géant aujourd'hui
en pleine tourmente.

140 articles du Monde,
de nombreuses cartes
et une chronologie détaillée

UNE PLONGÉE AU CŒUR
DU CONTINENT ASIATIQUE



172 PAGES
70 FRANCS

UNE PUBLICATION DU MONDE - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7 semaines de lecture GRATUITE**

Offre valable jusqu'au 31/12/98

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 086 F ☐ 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

* Prix de vente au numéro (Tant en France métropolitaine qu'à l'étranger) : 30 F

Je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE		
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2 190 F	2 960 F
3 mois	598 F	790 F

USA - CANADA

1 an 2190 F (2190 F) 2960 F (2960 F)

3 mois 598 F (598 F) 790 F (790 F)

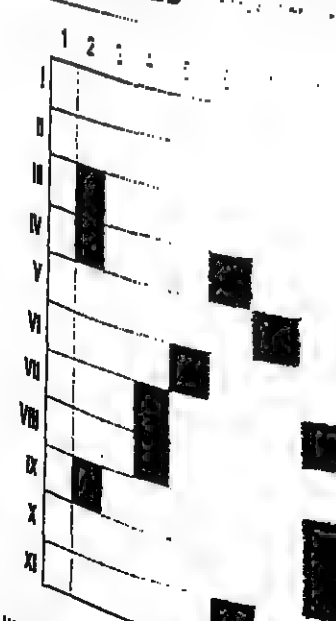
Offre valable jusqu'au 31/12/98

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant vos vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 9344 Charenty-le-Pont

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. L'ancien roi de France, le premier de la dynastie des Valois.

2. Nom d'un fleuve français.

3. Nom d'un fleuve français.

4. Nom d'un fleuve français.

5. Nom d'un fleuve français.

6. Nom d'un fleuve français.

7. Nom d'un fleuve français.

8. Nom d'un fleuve français.

9. Nom d'un fleuve français.

10. Nom d'un fleuve français.

11. Nom d'un fleuve français.

12. Nom d'un fleuve français.

13. Nom d'un fleuve français.

14. Nom d'un fleuve français.

15. Nom d'un fleuve français.

16. Nom d'un fleuve français.

17. Nom d'un fleuve français.

18. Nom d'un fleuve français.

19. Nom d'un fleuve français.

20. Nom d'un fleuve français.

21. Nom d'un fleuve français.

22. Nom d'un fleuve français.

23. Nom d'un fleuve français.

24. Nom d'un fleuve français.

25. Nom d'un fleuve français.

26. Nom d'un fleuve français.

27. Nom d'un fleuve français.

28. Nom d'un fleuve français.

29. Nom d'un fleuve français.

30. Nom d'un fleuve français.

31. Nom d'un fleuve français.

32. Nom d'un fleuve français.

33. Nom d'un fleuve français.

34. Nom d'un fleuve français.

35. Nom d'un fleuve français.

36. Nom d'un fleuve français.

37. Nom d'un fleuve français.

38. Nom d'un fleuve français.

39. Nom d'un fleuve français.

40. Nom d'un fleuve français.

41. Nom d'un fleuve français.

42. Nom d'un fleuve français.

43. Nom d'un fleuve français.

44. Nom d'un fleuve français.

45. Nom d'un fleuve français.

46. Nom d'un fleuve français.

47. Nom d'un fleuve français.

48. Nom d'un fleuve français.

49. Nom d'un fleuve français.

50. Nom d'un fleuve français.

51. Nom d'un fleuve français.

52. Nom d'un fleuve français.

53. Nom d'un fleuve français.

54. Nom d'un fleuve français.

55. Nom d'un fleuve français.

56. Nom d'un fleuve français.

57. Nom d'un fleuve français.

58. Nom d'un fleuve français.

59. Nom d'un fleuve français.

60. Nom d'un fleuve français.

61. Nom d'un fleuve français.

62. Nom d'un fleuve français.

63. Nom d'un fleuve français.

64. Nom d'un fleuve français.

65. Nom d'un fleuve français.

66. Nom d'un fleuve français.

67. Nom d'un fleuve français.

68. Nom d'un fleuve français.

69. Nom d'un fleuve français.

70. Nom d'un fleuve français.

71. Nom d'un fleuve français.

72. Nom d'un fleuve français.

73. Nom d'un fleuve français.

74. Nom d'un fleuve français.

75. Nom d'un fleuve français.

76. Nom d'un fleuve français.

77. Nom d'un fleuve français.

78. Nom d'un fleuve français.

79. Nom d'un fleuve français.

80. Nom d'un fleuve français.

81. Nom d'un fleuve français.

82. Nom d'un fleuve français.

83. Nom d'un fleuve français.

84. Nom d'un fleuve français.

85. Nom d'un fleuve français.

86. Nom d'un fleuve français.

87. Nom d'un fleuve français.

88. Nom d'un fleuve français.

89. Nom d'un fleuve français.

90. Nom d'un fleuve français.

91. Nom d'un fleuve français.

92. Nom d'un fleuve français.

93. Nom d'un fleuve français.

94. Nom d'un fleuve français.

95. Nom d'un fleuve français.

96. Nom d'un fleuve français.

97. Nom d'un fleuve français.

98. Nom d'un fleuve français.

99. Nom d'un fleuve français.

100. Nom d'un fleuve français.

Le PCF et les Verts votent contre les crédits du ministère de la défense

Le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, a annoncé hier que les crédits du ministère de la Défense pour 1999, d'un montant de 190 milliards de francs, ont été adoptés par 66 voix contre 19, dans la nuit de vendredi 6 au samedi 7 novembre. Les crédits du ministère de la Défense ont été adoptés par 66 voix contre 19, dans la nuit de vendredi 6 au samedi 7 novembre. Les crédits du ministère de la Défense ont été adoptés par 66 voix contre 19, dans la nuit de vendredi 6 au samedi 7 novembre.

EN

Le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, a annoncé hier que les crédits du ministère de la Défense pour 1999, d'un montant de 190 milliards de francs, ont été adoptés par 66 voix contre 19, dans la nuit de vendredi 6 au samedi 7 novembre. Les crédits du ministère de la Défense ont été adoptés par 66 voix contre 19, dans la nuit de vendredi 6 au samedi 7 novembre.

Nuages sur le Nord-Ouest

Les hautes pressions s'éloignent progressivement sur l'Europe centrale, laissant le champ libre à de nouvelles perturbations venant de l'Atlantique. En conséquence, le soleil est encore de la partie dans le sud et l'est de notre pays, tandis que les régions de l'ouest et du nord subissent les premiers assauts des nuages et du vent, puis de la pluie. Les températures amorcent une remontée.

Normandie. - Ciel gris et un peu de pluie par intermittence. Le vent de sud se renforce et les rafales atteignent en fin de journée 80 km/h sur les côtes. Il fera de 14 à 17 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 08 NOVEMBRE 1998

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; N: neige.

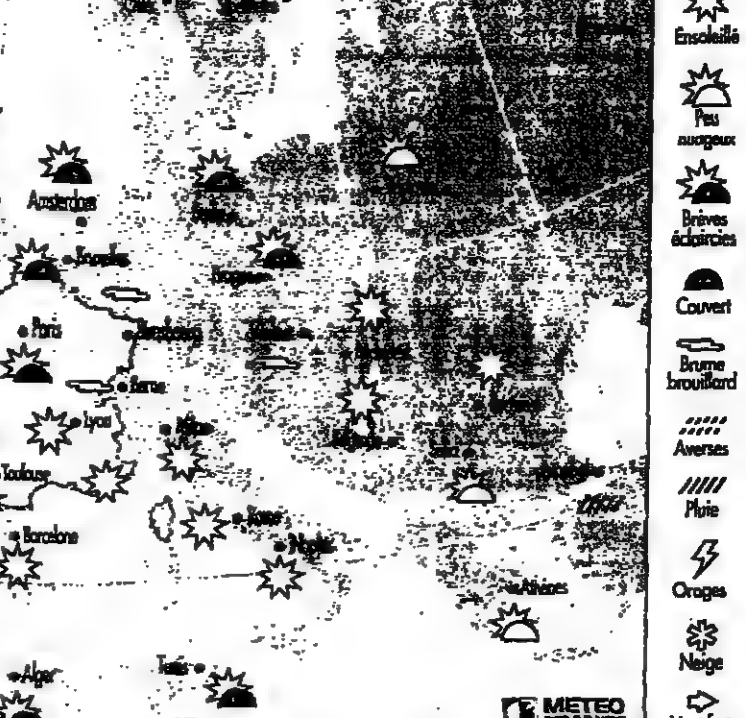
FRANCE métropolitaine	NANCY	0/11 N
AJACCIO	5/17 S	7/16 C
ALGER	5/19 N	7/17 S
AMSTERDAM	5/18 N	7/16 C
BARCELONE	5/18 N	7/16 C
BELFAST	5/18 N	7/16 C
BELGRADE	5/18 N	7/16 C
BERLIN	5/18 N	7/16 C
BERNE	5/18 N	7/16 C
BRUXELLES	5/18 N	7/16 C
BUCAREST	5/18 N	7/16 C
BUDAPEST	5/18 N	7/16 C
COPENHAGUE	5/18 N	7/16 C
DUBLIN	5/18 N	7/16 C
GENÈVE	5/18 N	7/16 C
HELSINKI	5/18 N	7/16 C
ISTANBUL	5/18 N	7/16 C
LIJIA	5/18 N	7/16 C
LIMOGES	5/18 N	7/16 C
LYON	5/18 N	7/16 C
MARSEILLE	5/18 N	7/16 C
NOUMEA	5/18 N	7/16 C

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Une fois dissipés les bancs de brouillard matinaux, le soleil est de la partie. Toutefois, le ciel commence à se voiler à partir de la mi-journée. Il fera de 10 à 13 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Une fois dissipés les bancs de brouillard en région lyonnaise, la journée est ensoleillée. Il fera de 12 à 15 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 09 NOVEMBRE 1998

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/11 N
AJACCIO	5/17 S	7/16 C
ALGER	5/19 N	7/17 S
AMSTERDAM	5/18 N	7/16 C
BARCELONE	5/18 N	7/16 C
BELFAST	5/18 N	7/16 C
BELGRADE	5/18 N	7/16 C
BERLIN	5/18 N	7/16 C
BERNE	5/18 N	7/16 C
BRUXELLES	5/18 N	7/16 C
BUCAREST	5/18 N	7/16 C
BUDAPEST	5/18 N	7/16 C
COPENHAGUE	5/18 N	7/16 C
DUBLIN	5/18 N	7/16 C
GENÈVE	5/18 N	7/16 C
HELSINKI	5/18 N	7/16 C
ISTANBUL	5/18 N	7/16 C
LIJIA	5/18 N	7/16 C
LIMOGES	5/18 N	7/16 C
LYON	5/18 N	7/16 C
MARSEILLE	5/18 N	7/16 C
NOUMEA	5/18 N	7/16 C



FRANCE métropolitaine	NANCY	0/11 N
AJACCIO	5/17 S	7/16 C
ALGER	5/19 N	7/17 S
AMSTERDAM	5/18 N	7/16 C
BARCELONE	5/18 N	7/16 C
BELFAST	5/18 N	7/16 C
BELGRADE	5/18 N	7/16 C
BERLIN	5/18 N	7/16 C
BERNE	5/18 N	7/16 C
BRUXELLES	5/18 N	7/16 C
BUCAREST	5/18 N	7/16 C
BUDAPEST	5/18 N	7/16 C
COPENHAGUE	5/18 N	7/16 C
DUBLIN	5/18 N	7/16 C
GENÈVE	5/18 N	7/16 C
HELSINKI	5/18 N	7/16 C
ISTANBUL	5/18 N	7/16 C
LIJIA	5/18 N	7/16 C
LIMOGES	5/18 N	7/16 C
LYON	5/18 N	7/16 C
MARSEILLE	5/18 N	7/16 C
NOUMEA	5/18 N	7/16 C

PRÉVISIONS POUR LE 09 NOVEMBRE 1998

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/11 N
AJACCIO	5/17 S	7/16 C
ALGER	5/19 N	7/17 S
AMSTERDAM	5/18 N	7/16 C
BARCELONE	5/18 N	7/16 C
BELFAST	5/18 N	7/16 C
BELGRADE	5/18 N	7/16 C
BERLIN	5/18 N	7/16 C
BERNE	5/18 N	7/16 C
BRUXELLES	5/18 N	7/16 C
BUCAREST	5/18 N	7/16 C
BUDAPEST	5/18 N	7/16 C
COPENHAGUE	5/18 N	7/16 C
DUBLIN	5/18 N	7/16 C
GENÈVE	5/18 N	7/16 C
HELSINKI	5/18 N	7/16 C
ISTANBUL	5/18 N	7/16 C
LIJIA	5/18 N	7/16 C
LIMOGES	5/18 N	7/16 C
LYON	5/18 N	7/16 C
MARSEILLE	5/18 N	7/16 C
NOUMEA	5/18 N	7/16 C

LE CARNET DU VOYAGEUR

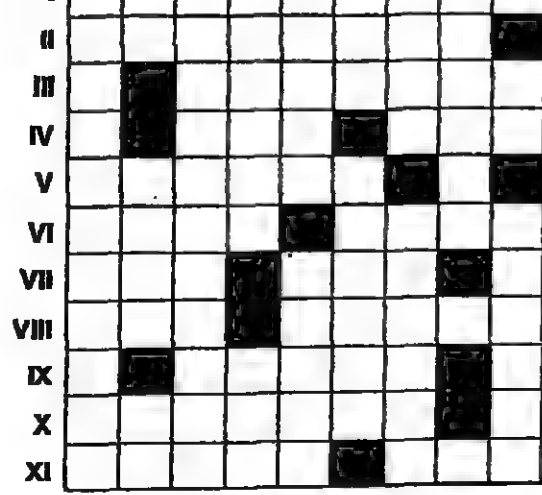
PROMOTIONS. Havas Voyages annonce des promotions exceptionnelles sur les tarifs aériens de 50 destinations au départ de Paris, Lyon, Mulhouse, Nice, Strasbourg et Toulouse. Une offre valable pour tout billet acheté le 7 novembre pour des départs jusqu'au 10 décembre 1998 et du 11 janvier au 31 mars 1999. Ainsi, un Paris-New-York à 1 764 F A/R ou un Paris-Pékin à 2 905 F, ce dernier jusqu'au 30 novembre uniquement (prix taxes incluses). Réservations au 01-41-06-41-23, sur Minitel 3615 Havas Voyages ou Internet (<http://www.havasvoyages.fr>).

MONDE. Le réseau aérien mondial Star Alliance va se renforcer

avec l'entrée en 1999 d'un nouveau membre, All Nippon Airways. La compagnie japonaise rejoindra Air Canada, Lufthansa, SAS, Thai Airways International, United Airlines et Varig aux côtés de la compagnie australienne.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98267



HORIZONTALEMENT

I. Avancée prévue pour faire reculer. II. Prêts à tout. Article. III. Préparent les futurs poulets. IV. Voiture à chevaux. Centre de gérontologie au Luxembourg. V. Bonnes manières de la bonne société. Largeur. VI. Morceau de volaille. Sert de base au tronc. VII. Poème médiéval. Fournisseur pour le peintre. Point de départ. VIII. Flotte à la fin du repas. Bien à l'aise ou plaqué. IX. Bien mal

VERTICALEMENT

1. Leur importance est fonction du règlement. 2. Neuf après un tour. L'extérieur du globe. Grecque. 3. Portent les armes à la main. 4. Son chemin suit le cours. Dans la légende. 5. Partie d'Athènes, elle finit à Lesbos. Maintenus fermés. 6. Des disques pour la télé. Prêts à tout pour de l'argent. 7. Blanchies et naises, ce sont de vraies jolies filles. Points de rencontres. 8. Ouvrages de référence. 9. L'éclair. Avoir conscience. 10. Voit la vie en rose. 11. Entendras les forces.

ÉCHECS

N° 1817

TOURNOI DE TILBURG (1998)

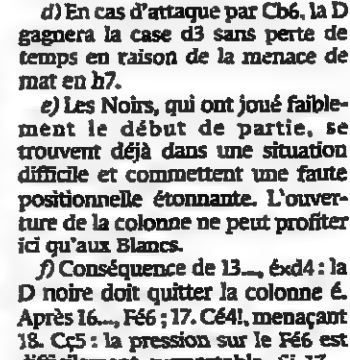
Blancs	Noirs	Blancs	Noirs
1. d4	1. d5	1. d4	1. d5
2. Cf3	2. Cf6	2. Cf3	2. Cf6
3. Fc4	3. Fc5	3. Fc4	3. Fc5
4. d5	4. d4	4. d5	4. d4
5. Dg5	5. Dg4	5. Dg5	5. Dg4
6. Fg5	6. Fg4	6. Fg5	6. Fg4
7. Fg6	7. Fg5	7. Fg6	7. Fg5
8. Fg7	8. Fg6	8. Fg7	8. Fg6
9. Fg8	9. Fg7	9. Fg8	9. Fg7
10. Fg9	10. Fg8	10. Fg9	10. Fg8
11. Fg10	11. Fg9	11. Fg10	11. Fg9
12. Fg11	12. Fg10	12. Fg11	12. Fg10

NOTES

a) On trouve plus souvent cette sorte de la D dans la défense semi-slave après 4. Cc3, Cf3.
b) Ou 5... Cd7; 6. g3, c5; 7. Fg2, Ch6; 8. Dd3, Fd7; 9. dxc5, Ca4; 10. Cc5, Cx5; 11. Df3, avec avantage aux Blancs (Flobur-Klaman, championnat d'URSS, 1947).

ÉTUDE N° 1817

V. KIVI (1938)



Blancs (4): Rg2, Ff1, Cc8, Pcs.

Noirs (3): Rc6, Pc3 et 64.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Jeux de mots

36 15 LEMONDE

222 F la minute

EN SCÈNE Le Festival d'automne présente à Ivry-sur-Seine *Henri VI*, 3^e partie ; *Richard III*, fragments, de William Shakespeare, un spectacle issu du travail des élèves de troi-

sième année du Conservatoire national supérieur d'art dramatique dirigés par Patrice Chéreau. ● **DANS UN ENTRETIEN** au Monde, le metteur en scène dit ce que représente

pour lui cette expérience de deux mois. L'occasion de cerner ce que c'est qu'un acteur. Certains de ces débutants « sont excessivement centrés sur la représentation d'eux-

mêmes », mais « tous sont façonnés par le chômage qui vient juste après l'école ». ● **DEUX** de ces dix-neuf élèves, Jérôme Huguet, vingt-six ans, et Cylia Malki, vingt-trois ans,

disent comment ils ont eu l'impression d'aborder un continent neuf. « Avec lui, dit Cylia, on n'apprend pas une technique, on a l'impression d'une véritable collaboration. »

Les retrouvailles de Patrice Chéreau avec le théâtre et sa pédagogie

Le Festival d'automne présente à Ivry-sur-Seine un atelier que le metteur en scène a dirigé pendant deux mois avec les élèves de troisième année du Conservatoire national d'art dramatique. Dans un entretien au « Monde », il dit ce que représente pour lui ce travail autour de Shakespeare

« Vous sentez-vous un quelconque devoir envers le théâtre que vous servez depuis plus de trente ans, et dont le cinéma paraît vous avoir éloigné ?

— Je me sens une obligation, oui, c'est pour ça que j'ai fait ce spectacle avec les élèves du conservatoire. Je ne me reconnaîtrai pas dans un portrait de moi où on dirait que j'ai arrêté le théâtre. Mais j'ai envie d'avancer sur des choses plus contemporaines. C'est une évolution. C'est vrai que j'ai été prêt à prendre cinq ans de ma vie pour faire *La Reine Margot*. Si je devais faire un projet, un film énorme, je prendrais trois ans de ma vie pour cela. Peut-être que je ne les prendrais pas pour faire un *Faust* ou une *Orestie*. Je m'éloigne du théâtre, c'est certain. Je tends désormais vers ce qui me plaît le plus ; enfin, ce n'est pas seulement une question de plaisir ; disons que je vais là où je sens que je vais apprendre le plus.

« Je redoute par-dessus tout de refaire ce que je sais déjà faire. Et on peut penser ce qu'on veut, mais j'ai un réel savoir-faire au théâtre. On aime ou on n'aime pas, ça n'a rien à voir. Quelquefois, je vois ce savoir-faire à l'œuvre avec les élèves, j'en vois tous les défauts. C'est facile, passé un certain âge, de se couler dans ses habitudes. Je sais être efficace, ce qui est le plus grand danger dans mon travail.

— Vous voilà pourtant à nouveau metteur en scène de théâtre. Quelles sont les raisons de votre acceptation ?

— L'intérêt d'une telle expérience est de n'avoir rien à vendre, de n'avoir aucune publicité à faire, de n'avoir aucune compétition à



Patrice Chéreau au cours d'une séance de travail avec ses élèves, à Ivry.

me livrer à moi-même et de n'être même pas obligé de « finir » le travail engagé. Elle me permet aussi de refaire du théâtre après toutes ces années. Dans la solitude des champs de coton, c'était seulement une demi-création. Si on remonte dans le temps, ma dernière vraie création théâtrale, *Le Temps et la Chambre*, date de 1991. Entre-temps, il y a eu deux opéras, puis trois films.

— Pourquoi avoir choisi Shakespeare pour travailler avec les élèves ?

— À l'enterrement de Giorgio Strehler, quelqu'un a jeté des petits morceaux de papier sur lesquels étaient inscrits les titres de tous ses spectacles. J'en ai attrapé un : c'était *Richard III*. C'est pour ça que je l'ai monté. Et je me suis aperçu, lors des Journées de Juin du conservatoire, que les scènes de Shakespeare étaient les plus faibles. Les élèves n'avaient pas toutes les armes pour les résoudre. Je leur ai proposé de réaliser ensemble un spectacle improvisé. Comme je le faisais à Nanterre autrefois, j'ai choisi une pièce que je n'avais jamais montée, quelque chose qui permette de leur apprendre le théâtre, de leur faire revenir à sa source. J'avais simplement monté une scène de *Richard III*. Il y a trente ans, la scène des Reines. Il y a deux ou trois scènes comme ça dont je rêve depuis très longtemps. C'est dangereux de s'attaquer à des scènes dont on a rêvé, car on ne sait pas les mettre en scène, on est plutôt mauvais.

— Êtes-vous ici pédagogue ou metteur en scène ?

— L'essai de confronter les élèves aux problèmes qu'ils auront quand ils joueront un spectacle. Certains élèves sont excessivement centrés sur la représentation d'eux-mêmes. L'obstacle des premiers jours a été la distribution des rôles. J'ai fait cinq jours de lecture suivis d'un psychodrame. Des élèves sont partis en larmes, se disant qu'ils ne m'avaient pas convaincu, que je ne les aimais pas... Deux ou trois sont venus me dire : « Je ne

suis pas d'accord » ou « Tu ne me fais pas confiance ». C'est d'un aveuglement stupéfiant ! Les élèves sont dans l'obsession des scènes et de leur image. Il faut leur faire comprendre qu'on pourra les voir, même s'ils n'ont que trois répliques. Tout le monde est bien servi. Mais il n'y en a qu'un qui joue Richard. Je n'ai pas voulu diviser le rôle.

— Peut-on dès l'école savoir si l'on est en présence d'un grand acteur ?

— Pierre Romans avait raison de dire qu'on ne sait pas réellement ce qu'est un acteur. Michel Piccoli par exemple : c'est un grand acteur, mais son art est très mystérieux. Quand j'ai travaillé avec Jean-Louis Trintignant dans *Ceux qui m'aiment*, je ne savais pas sur quel bouton il fallait appuyer. Il y a un mystère qui vient de toute une vie, d'une capacité d'écoute profonde, d'un plaisir à vivre et à jouer, chez ces deux-là en tout cas.

— Est-ce pour cela que vous n'êtes que rarement acteur de vos propres spectacles ?

— Il m'arrive de jouer mais je n'ai jamais voulu être acteur, ça change tout. Je ne me suis jamais aimé suffisamment pour avoir envie de me montrer sur un plateau.

— Vos années d'apprentissage vous ont-elles appris quelque chose que vous pouvez apporter aujourd'hui à des élèves ?

— Je leur apporte sûrement quelque chose mais je ne sais pas par où ça passe, honnêtement. J'essaie de faire un spectacle avec eux, pas une collection de performances. Au résultat, c'est un travail énorme ; mis bout à bout, ça fait pratiquement un ensemble de quatre heures, sans costumes et avec pour tout décor la salle de la Manufacture des célestes. Je ne sais pas du tout à quel ça va ressembler.

— Travaillez-vous comme avec des comédiens professionnels ?

— Je crois que oui. Je mets en scène exactement de la même façon. Je suis peut-être plus expéditif parce que je prends moins de gants... J'ai tendance à être plus brutal, à ne pas assez expliquer. Dans la façon dont on me voit diriger, il y a sûrement quelque chose à apprendre. Par exemple, quand j'essaie de centrer la discussion sur le noyau d'une scène. Où la scène se transforme-t-elle ? Qu'est-ce que l'auteur a voulu dire exactement ? Pourquoi cette réplique est-elle là ? Je fais alors le métier que je fais d'habitude.

— Pensez-vous qu'il y ait eu des injustices dans la carrière des anciens élèves de l'école que vous dirigez avec Pierre Romans aux Amandiers à Nanterre ?

— Oui, sûrement. Mais le destin d'un acteur est entre ses mains.

On lui donne juste un bagage. Après, c'est terrible, mais il vit sa vie.

« Les acteurs sont façonnés par le chômage qui vient juste après l'école. Tous l'ont connu, à l'exception de Vincent Perez. La vie les a transformés ; ils étaient souvent insupportables en sortant, comme le sont aussi les élèves du conservatoire. Ceux qui se sentent trop fragiles sont perdus après le confort de l'école. On ne peut rien y faire... Ceux qui veulent retrouver un deuxième souffle doivent le retrouver par eux-mêmes.

« J'envisage très tranquillement de mourir sans avoir fait les Grecs, sans avoir fait Racine, ni même sans avoir touché à Molière — je l'ai fait une fois, je m'y suis brûlé les doigts »

— Dans le casting de vos films, vous avez choisi des acteurs à qui vous avez appris le métier, d'autres pas. Vous avez donc exercé une sorte de discrimination.

— Non, on ne discrimine pas, on distribue. Si vous voulez, c'est une discrimination permanente, donc il n'y a pas de discrimination du tout. Le travail de l'acteur est fondé sur une chose terrible : on suscite le désir ou on ne le suscite pas.

— Planchon et Strehler ont été vos maîtres ; est-ce que vous vous souvenez de ce qu'ils ont pu vous apprendre ?

— Bien sûr. Par exemple, je retrouve des souvenirs de Planchon avec *Richard III*. J'ai fouillé dans les documents de sa mise en scène, une de celles que j'avais beaucoup aimées. La lecture qu'il faisait de *Richard III* était très forte. Il m'a autorisé à venir à ses répétitions, régulièrement. J'ai vu beaucoup des répétitions qu'il faisait « à la table ». Il était très fort dans les lectures. Il expliquait les rapports de forces entre les gens

avec une acuité incroyable. Chez Strehler, le plateau était transfiguré. C'était une pâte où tout était imbriqué, les acteurs, la lumière, le décor. On travaillait dans une dimension différente de ce que je voyais habituellement en France. Planchon est plus cérébral, Strehler plus musical. Ils étaient très complémentaires. Leurs manières m'ont fabriqué.

— N'y a-t-il pas une part répétitive dans le métier de metteur en scène, le risque d'avoir des tics ?

— Si, tout le temps. En ce moment, avec les élèves, j'ai tendance à replonger dans mes défauts. Comme ils ne discutent pas trop mes choix, j'ai tendance à composer des grandes images un peu simples et brutales, d'une énergie un peu primitive...

— Savez-vous ce que vous avez envie d'atteindre ?

— En général, tout à fait autre chose que ce que je fais. Au théâtre comme dans mes films, le travail commence toujours un peu tard. Je ne cesse de me poser la même question : est-ce que je peux résoudre ce problème de la façon dont le le résous ? La réponse est souvent non... Il faut alors réfléchir vers où je veux vraiment emmener le film ou la pièce. Pour ce qui est des élèves du conservatoire, je veux qu'ils apprennent deux ou trois choses qui leur serviront plus tard.

— Apprenez deux ou trois choses sur eux ou sur vous ?

— C'est lié. Si je n'apprends rien sur moi, je les ferais mal travailler. Acteurs et metteur en scène sont pieds et poings liés dans un spectacle. On ne leur fait pas fabriquer quelque chose que l'on aurait pensé indépendamment d'eux, on utilise leur énergie, leur intelligence, leur sensibilité à l'occasion. Le but est que les gens se disent : « Je ne savais pas qu'ils étaient si bons. »

— Vous aviez pensé à la tragédie grecque, or vous n'en avez jamais monté. Pourquoi ?

— Parce que j'en ai toujours senti la difficulté. Il y a beaucoup de choses que je n'ai jamais faites, les tragédies classiques par exemple. Je n'ai pas d'atomes crochus avec la tragédie classique française. Je reste toujours extérieur à ça. Comme je n'ai pas eu de formation classique, je ne suis jamais entré dans le système des alexandrins qui est loin de moi, que je trouve loin de tout d'ailleurs. J'envisage très tranquillement de mourir sans avoir fait les Grecs, sans avoir fait Racine, ni même sans avoir touché à Molière — je l'ai fait une fois, je m'y suis brûlé les doigts et je n'y ai pris aucun plaisir.

— Pouvez-vous dire quelques mots du scénario sur lequel vous travaillez ?

— Je suis en train d'adapter *Intimité*, le roman de Hanif Kureishi, en compagnie d'Anne-Louise Trividic, qui a écrit *L'Âge des possibles*, avec Pascale Ferrant. D'ici à décembre, j'aurai écrit une première version du scénario à l'intention de notre producteur, Charles Gassot. Le tournage aura lieu l'année prochaine à Londres, en anglais.

Propos recueillis par
Brigitte Salino
et Olivier Schmitt

Brèves rencontres avec Shakespeare

La première mise en scène de Shakespeare par Patrice Chéreau remonte à 1970, avec *Richard II* au Nouveau Théâtre du Gymnase à Marseille, spectacle repris au Théâtre de l'Odéon. Il jouait lui-même le rôle-titre aux côtés de Gérard Desarthe (Bolingbroke), Daniel Emilfork (Edmond), Michèle Oppenot (la Reine) et Michelle Marquais (la Duchesse de York). Il n'y revient qu'en 1988 avec *Hamlet*, dans la traduction d'Yves Bonnefoy (publiée chez Actes Sud/Papiers). Il confie le rôle-titre à Gérard Desarthe, entouré de Wladimir Yordanoff (Claudius), Marthe Keller puis Nada Strancar (la Reine), Vincent Perez (Laerte) et Marianne Denicourt (Ophélie). Les scènes d'*Henry VI* et de *Richard III* sont donc le troisième spectacle que Chéreau consacre à Shakespeare.

« *Henri VI*, 3^e partie ; *Richard III*, fragments », de William Shakespeare. Avec les élèves de troisième année du Conservatoire national supérieur d'art dramatique. Manufacture des célestes, 25-29, rue Raspail, 94 Ivry-sur-Seine. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-53-45-17-17 et 01-44-41-36-36. Durée : 3 h 30. Entrée libre sur réservation. Jusqu'au 22 novembre.

Trente-cinq ans de créations

● **Théâtre.** *L'intervention*, de Victor Hugo (1964). *Fuente-Ovejuna*, de Lope de Vega (1965). *L'héritier de village*, de Marivaux (1965). *L'affaire de la rue de Lourcine*, de Labiche (1966). *Les Soldats*, de Lenz (1967). *Pièces chinoises* (1967). *Le Prix de la révolte au marché noir*, de Dimitriadis (1968). *Don Juan*, de Molière (1969). *Richard II*, de Shakespeare (1970). *Splendeur et mort de Joaquim Murica*, de Neruda (1970). *Tolier*, de Dorst (1970). *La Fausse Suivante*, de Marivaux (1971 et 1985). *Lulu*, de Wedekind (1972). *Le Massacre à*

Paris, de Marlowe (1972). *La Dispute*, de Marivaux (1973 et 1976). *Lear*, de Bond (1975). *Loin d'Hagondange*, de Wenzel (1977). *Peer Gynt*, d'Ibsen (1981). *Combat de nègres et de chiens*, de Koltès (1983). *Les Paravents*, de Genet (1983). *Quartett*, de Müller (1984). *Quoi Ouest*, de Koltès (1986). *Dans la solitude des champs de coton*, de Koltès (1987 et 1995). *Platonov*, de Tchekhov (1987). *Le Retour au désert*, de Koltès (1988). *Hamlet*, de Shakespeare (1988). *Le Temps et la chambre*, de Strauss (1991). Scènes d'*Henry VI* et de *Richard III* (1998).

● **Opéras.** *L'italienne* d'Alger, de Rossini (1969). *Les Contes d'Hoffmann*, d'Offenbach (1974). *L'Anneau du Nibelung*, de Wagner (1976-1980). *Lulu*, de Berg (1979). *Lucia Silla*, de Mozart (1984). *Wozzeck*, de Berg (1992). *Don Giovanni*, de Mozart (1994). ● **Téléfilms.** *Contes*, d'après André Voisin (1973). *Le Compagnon* (1973). *La Fausse Suivante* (1985). *Le Temps et la chambre* (1992). ● **Films.** *La Chair de l'orchidée* (1975). *Judith Thépauve* (1978). *L'Homme blessé* (1983). *Hôtel de France* (1987). *La Reine Margot* (1994). *Ceux qui m'aiment* prendront le train (1998).

ARRÊT SUR

► Pour une fois vous pouvez passer de PPDA à Claude Sérillon sans zapper.

La Cinquième réunit Patrick Poivre d'Arvor et Claude Sérillon dans « Arrêt sur images », une émission présentée par Daniel Schneidermann.

Dimanche 8 Novembre à 12h30.

La Cinquième

On en apprend tous les jours

مكتبة من الأصول

le des sanctions Inde et au Pakistan

vendredi 6 novembre, la levée partielle des sanctions de l'Inde et au Pakistan à la suite de la signature d'un accord de cessez-le-feu. Les deux pays d'ivoire de nouveau accèdent à des aides financières internationales. Les sanctions américaines affectent l'Inde et le Pakistan, déjà en situation économique difficile.

à réduire d'un quart en Irak

unies. Près d'un quart des membres de la coalition chargés du désarmement irakien ont été tués lors de la bataille de la poche de Bassora. Les inspecteurs de l'ONU, la semaine dernière, ont annoncé qu'ils n'ont pas pu faire entrer dans le territoire irakien les inspecteurs de l'ONU.

me le prélèvement de au Liban sud

Le Liban a été déclaré zone de non ingérence internationale. Les forces armées libanaises ont été interdites d'entrer dans le territoire irakien. Les forces armées libanaises ont été interdites d'entrer dans le territoire irakien.

oi des discussions Colombie

Le gouvernement colombien a annoncé qu'il n'y aura pas de discussions avec les forces armées révolutionnaires de la Colombie. Les forces armées révolutionnaires de la Colombie ont été interdites d'entrer dans le territoire irakien.

le remboursement Trésor russe

Le gouvernement russe a annoncé qu'il ne rembourse pas les dettes du Trésor russe. Les dettes du Trésor russe ont été interdites d'entrer dans le territoire irakien.

Le gouvernement russe a annoncé qu'il ne rembourse pas les dettes du Trésor russe. Les dettes du Trésor russe ont été interdites d'entrer dans le territoire irakien.

Le gouvernement russe a annoncé qu'il ne rembourse pas les dettes du Trésor russe. Les dettes du Trésor russe ont été interdites d'entrer dans le territoire irakien.

Le gouvernement russe a annoncé qu'il ne rembourse pas les dettes du Trésor russe. Les dettes du Trésor russe ont été interdites d'entrer dans le territoire irakien.

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 8 - LUNDI 9 NOVEMBRE 1998 / 23



Jérôme Huguet (le garçon blond de la photo de gauche) et Cylia Malki (à droite), après deux années passées au Conservatoire, travaillent avec Patrice Chéreau.



Deux élèves aux abords d'un continent neuf, la passion du jeu

ILS L'APPELLENT Patrice quand ils jouent et Chéreau quand ils parlent de lui. Ils sont ainsi, partagés entre le tutoiement de l'engagement direct sur scène, et un vouvoiement qu'ils gardent pour eux-mêmes, témoignant de ce qu'ils savent et ne savent pas, de tout ce qu'ils ont pu lire ou voir concernant le metteur en scène de *Dans la solitude des champs de coton*. Il y a là deux des interprètes de Richard III: Jérôme Huguet, vingt-six ans (il les poings ni la langue dans ses poches), et Cylia Malki, vingt-trois ans (ovale sur elle-même, lançant ses phrases par longues bouffées). Après deux années passées au Conservatoire national d'art dramatique de Paris, l'un et l'autre ont l'impression d'aborder un continent radicalement neutre avec Patrice Chéreau.

Cylia décrit la géographie de cette « planète Mars » en levant les bras au ciel avec enthousiasme. Jérôme raconte comment il s'est vu au cours d'une répétition, avec son imper crasseux, pieds nus, sanglotant, se tourner vers le metteur en scène et penser: « En fin de compte, c'est lui qui s'est mis en danger ».

DIX-NEUF AUTOUR D'UNE TABLE En septembre, ils étaient dix-neuf élèves de deuxième année à apprendre qu'ils entreraient dans l'équipe Chéreau. Ce serait un, puis deux Shakespeare (*Henry VI* et *Richard III*). Ils se sont précipités sur

les textes, sur ce qui traitait du théâtre élisabéthain. Dans le « brouillard de toutes ces histoires de famille qui s'entrechoient », Cylia a découvert « Shakespeare, la source infinie ». Patrice Chéreau avait rencontré les élèves un par un, chez lui. Plus ou moins impressionnés, ils avaient parlé de théâtre, de cinéma, et il leur avait décrit le lieu, la Manufacture des Célestes, où, un matin, les dix-neuf allaient se trouver réunis autour d'une longue table, les textes placés devant eux, pour la première épreuve: celle de la lecture. A chaque tour, les rôles changeaient. Il y avait une première distribution, puis une seconde, puis une troisième, l'état se resserrant un peu plus chaque jour. Certains reliraient alors des rôles qu'ils ont déjà lus. Après le quatrième jour, un samedi, suspension. Et le lundi, après une vérification de texte, distribution. Annonce de Patrice Chéreau: « C'est comme chez le dentiste, ce n'est pas agréable, mais ça va vite ».

Jérôme Huguet reconnaît qu'il a été « gâté » avec le rôle-titre. « Je n'étais pas accroché à un rôle. Tout de même, le samedi, je me suis dit: "Ce serait bien si c'était Richard III." Il n'y a pas eu vraiment de rivalité, c'était hyperloyal. Les quatre qui avaient lu le rôle de Richard sont allés boire un coup ensemble après. Dès le lundi, on faisait les corrections de texte dans *Henry VI*. On a vérifié que ça se mélangeait bien. On a vu com-

ment Chéreau travaillait au son, comme un chef d'opéra, attentif à chaque note, à l'accord des voix: « Ça, ça sonne bien! » Le mardi, on avait les tables et on se jetait dans le travail. Ici, c'est plein pot. En une journée, on avance plus qu'en une semaine au Conservatoire ».

D'EMBLÉE DANS L'ÉNERGIE

Avec Patrice, il n'y a pas de prise de tête, c'est ludique, poursuit Patrice Huguet. Il fait jouer tout de suite. On joue comme des enfants qui y croient, et ça s'enchaîne naturellement. Chéreau, c'est l'intelligence, l'émulation, il va chercher des phrases pour vous guider simplement, ponctuées sans cesse d'un « Voilà, comme ça, ouais ». Ce qui est bien, c'est qu'il laisse faire, c'est même un peu indiscipliné. Il vous met sur une piste, et après, c'est à vous de courir. Il nous offre la liberté ».

Patrice Chéreau a dit: « Toi, tu vas faire *Lady Gray* » à Cylia Malki. Elle se souvient du moment, reconnaissante. « Patrice est avec les comédiens. Il est à 50 centimètres de vous et vous accompagne de la voix en du corps. Il est aussi beau à regarder que les comédiens au travail. Quand quelqu'un meurt, il suit de tout son bras le mouvement et sa main s'ouvre pour éprouver le dernier souffle. Il a une vue simultanée de l'ensemble et du détail. Il parle tout le temps, stimule, exhorte: "Elargis! soutiens!" A chaque fin de scène, il parle du personnage. Le seul moment où il nous

laisse nous approprier toute la nourriture, c'est pendant le filage. Il travaille toujours deux scènes en même temps pour que le lien soit établi. D'habitude, à un filage, il faut tout reprendre. Ici, on était d'emblée dans l'énergie de la représentation, et on a pu faire un premier filage de trois heures et demie un mois après le début de la lecture. Avec lui on n'apprend pas une technique, on a l'impression d'une véritable collaboration, on travaille ensemble. A force, il devient comme une voix permanente dans notre cerveau. Ces premiers mois ont été comme une histoire d'amour, pour la passion d'un génie ».

Jean-Louis Perrier

ARTE CINE
Tous les lundis soirs

arte

Lundi 9 novembre 20 45

Breaking The Waves

Insoutenable ?
Sulfureux ?
Génial ?



Breaking The Waves de Lars von Trier.
Drame flamboyant qui pousse
l'amour jusqu'au sacrifice.

En version, ARTE consacre la semaine
à Lars von Trier et à tous ceux
qui l'ont influencé.

3615 ARTE (1,25F/mn) www.arte-tv.com

L'histoire d'Israël réfléchie dans le miroir du cinéma documentaire

A QUOI ressemble le documentaire israélien, et à quoi ressemble Israël dans ce cinéma, relativement méconnu en France? C'est à cette double question que veut répondre « La Question d'Israël », les dimanches 8 et 15 novembre, à Paris, manifestation proposée par l'Association documentaire sur grand écran. Elle prend place dans le cadre de la saison culturelle israélienne organisée par l'Association française d'action artistique, Israël au miroir des artistes, avant que ne débute une vaste rétrospective du cinéma de fiction israélien à la Cinémathèque française (du 18 au 20 novembre). Dix films, rarement vus en France et totalement inédits pour la moitié d'entre eux, composent ce programme.

Trois d'entre eux sont anciens, et présentent à la fois un intérêt historique et particulier. A Jérusalem (1963), de David Perlov, illustre à travers un portrait peu conventionnel de la Ville sainte une rupture avec le discours officiel en même temps qu'il révèle un cinéaste inconnu en France, dont le journal filmé peut cependant se comparer aux grandes œuvres du genre. Pour les Palestiniens, une Israélienne témoigne (1974), d'Edna Politi, réalisé dix ans plus tard, est un bon exemple du cinéma engagé qui caractérise la décennie. Le film évite cependant les ornières du cinéma militant parce qu'au lieu de plaquer un discours dogmatique, il redonne, de l'intérieur, la parole à ceux qui en sont privés.

RAISON D'EXISTER

C'est de fait une des premières œuvres où un auteur israélien prend explicitement (et courageusement) fait et cause pour les Palestiniens en mettant à mal les mythes fondateurs de l'Etat hébreu, anticipant à sa manière l'émergence, aujourd'hui avérée, de ce qu'on appelle la « nouvelle histoire ». Pourquoi Israël (1973), de Claude

Lanzmann, constitue quant à lui - avec Enquête sur Abraham, (1996) d'Abraham Segal - une exception dans cet ensemble, puisqu'il est signé par un cinéaste occidental. Portrait en profondeur de la société israélienne et plus encore de la raison d'exister de ce pays, son intérêt, par-delà sa valeur intrinsèque, réside surtout dans la redécouverte du premier volet de la trilogie au long cours poursuivie par Shoah et achevée par Tsahal.

PRISME INTIMISTE

Six films récents, tous signés par des auteurs israéliens, permettent enfin d'entrer dans le plus vif du sujet. On peut d'emblée relever trois caractéristiques. La première est spécifique, et tient à l'obscure constitution par le conflit israélo-palestinien, considéré sous un angle autocritique. Les deux autres, observables à l'échelle internationale, concernent le genre documentaire en général, soit l'évolution et l'indéfinissabilité de sa forme sous les auspices de la fiction d'une part, du prisme intimiste de l'autre. Un peu comme si les jeunes documentaristes israéliens se situaient sous l'influence croisée des pionniers Edna Politi et David Perlov, ce qui permet au passage de sauver la clarté de cette programmation. Le Voile et l'Exil (1992), de David Ben-Zur, Choix et Destin (1993), de Tsipi Reichenbach, de Senyora Bar-David, relèvent de l'approche intimiste.

Qu'il s'agisse du portrait de femmes palestiniennes, d'un couple rescapé de la Shoah ou d'une grand-mère originaire de Grèce, il s'agit à chaque fois de passer la grande Histoire au tamis de la « petite », de confronter le mythe collectif à l'expérience individuelle et à la mémoire familiale. Une expérience qui, faut-il le préciser, est tout sauf anodine en Israël.

Passons charitablement sur l'exercice de fiction documentaire

tenté par What Now (1998), de David Noy (un homme prénommé Israël fête son cinquantenaire...), pour distinguer deux films qu'il ne faudrait manquer sous aucun prétexte. Tous deux sont infiniment drôles et graves à la fois, et, sous un air anecdotique, disent en fait l'essentiel. Comment j'ai surmonté ma peur et mon amour d'Avi Sharon (1997), d'Avi Mograbi, relève à la fois de la fictionnalisation, du documentaire et du journal intime. C'est l'histoire, narrée à la première personne, du cinéaste, qui hait viscéralement Arik Sharon, décide cependant de faire un reportage sur lui, et finit par se faire larguer par sa femme quand il est en voie de surmonter sa phobie. Une variation mi-film, mi-raïsin, savoureuse et édifiante, sur le thème « comment filmer l'ennemi? ».

Peace by Piece (1995), de Sharon Shamir, accompagne quant à lui le premier spectacle donné en Israël par deux comédiens jordaniens extrêmement populaires, Nabil Sawalha et Hisham Yanis. Nabil et Hisham sont originaires de Palestine et militent pour la paix. Leur show est essentiellement composé de sketches politiques mettant en scène les principaux leaders de la région, et leur arrivée en Israël a lieu quelques jours après l'assassinat d'Yitzhak Rabin. Faut-il inclure celui où figure le premier ministre israélien? Faut-il retourner dans le village natal, abandonné dans l'enfance? Ces questions, et quelques autres, transpirent leur tourment, comme ce film qui la restitue si bien, en un exercice de haute tenue humaine où se joignent la politique et sa dérision, le courage et la lassitude, le rire et les larmes.

Jacques Mandelbaum

★ « La Question d'Israël ». Dimanches 8 et 15 novembre. Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris 17^e. Tél.: 08-36-68-97-17.

A l'Opéra-Garnier, « Le Nain » de Zemlinsky est joué pour la première fois en France

Le chef d'orchestre James Conlon est un propagateur zélé de ce compositeur méconnu

Créé à Cologne le 28 mai 1922, *Der Zwerg* (Le Nain) d'Alexander von Zemlinsky (1871-1942) aura attendu 1998 pour être représenté à Paris.

Cette partition du beau-frère d'Arnold Schoenberg est d'une plénitude, d'une densité émouvantes. Le chanteur David Kuebler emporte

l'adhésion, Christine Schäffer est moins convaincante. *L'Enfant et les Sortilèges*, de Ravel, qui suit, est un chef-d'œuvre d'humour et de poésie.

DER ZWERG, conte tragique en un acte d'Alexander von Zemlinsky, avec Christine Schäffer (l'Infante), David Kuebler (le Nain), Susan Anthony (Ghita), Andrew Shore (le Chambellan), **L'ENFANT ET LES SORTILÈGES**, de Maurice Ravel, avec Gaëlle Le Roi (l'Enfant), Hélène Perraguin, Anna Maria Panzarella, Mireille Delunsch, Désirée Rancatore, Laurent Naouri, Franck Leguierne, l'Orchestre et le Chœur de l'Opéra de Paris, la Maîtrise des Hauts-de-Seine, James Conlon (direction). **OPÉRA DE PARIS GARNIER**, le 5 novembre. Prochaines représentations, les 11, 14, 18, 20, 23 et 25 novembre. Au guichet 14 jours avant chaque date et chaque soir pour la représentation du jour. De 60 F à 555 F.

Créé à Cologne le 28 mai 1922, *Der Zwerg* (Le Nain) d'Alexander von Zemlinsky (1871-1942) aura attendu cette fin d'année 1998 pour être représenté à Paris. Cette création tardive de l'opéra du beau-frère d'Arnold Schoenberg est donc bienvenue, car, depuis que

Lorin Maazel a enregistré la *Symphonie lyrique* de Zemlinsky pour Deutsche Grammophon, il y a une quinzaine d'années, la musique de ce compositeur a connu un regain d'intérêt assez exceptionnel en disque comme au concert.

James Conlon en est aujourd'hui l'un des propagateurs les plus zélés : il a déjà enregistré cinq CD consacrés à Zemlinsky pour EMI, dont *Le Nain* et *La Tragédie florentine*, tandis que Gert Albrecht a déjà monté à Hambourg trois des opéras. La musique de ce compositeur en équilibre instable entre la tradition et l'avenir, parfaitement maître de ses moyens, manque néanmoins souvent de ce petit rien qui fait la différence entre les créateurs majeurs et les brillants et parfois si attachants créateurs de série B. Injustement tombés dans l'oubli.

Le Nain est une partition qui rappelle parfois le Richard Strauss de *Salomé* - en beaucoup plus amer toutefois - et sent son verisme - mais entre Paillassé, de Leoncavallo, et *Le Nain*, il y a la même différence qu'entre la démagogie et l'art. Cette partition est d'une plénitude, d'une densité

émouvante, les allages de timbres d'une complexité bien dans la manière de celui qui fut l'un des chefs d'orchestre majeurs de son temps (quelques enregistrements réalisés avec le Kroll Oper de Berlin en témoignent).

Il n'est pas certain que la sécheresse de l'acoustique de Garnier rende justice au *Nain*, car il faut à cette musique un espace dans lequel elle puisse se déployer sans contrainte.

OFFERT COMME JOUET

De même qu'il n'est pas certain que la mise en scène, très au premier degré et un peu brouillonne, malgré un décor et des costumes plutôt réjouissants, ait rendu justice à ce drame tiré de *L'Anniversaire de l'infante*, d'Oscar Wilde - un nain qui ignore son état de devient amoureux de l'infante à qui il est offert comme jouet, et meurt quand il voit son image reflétée par un miroir et comprend qu'elle s'est moquée de lui.

Le nain de David Kuebler emporte l'adhésion car, à défaut d'avoir ce que l'on appelle une belle voix, c'est-à-dire ronde et jo-

le de timbre, il émet justement parce qu'elle est serrée, tendue, parfois difficileuse, et que le chanteur va au bout d'un rôle éprouvant. Les autres chanteurs sont moins convaincants. Notamment Christine Schäffer, inoubliable Lulu salzbourgeoise.

L'Enfant et les Sortilèges, qui suit, est un chef-d'œuvre qui cache ses difficultés derrière un humour, une poésie, une émotion pudique et une magie qui ne se laisse guère approcher à la scène et par les chanteurs. La mise en scène est une suite d'images vivantes qui collent aussi bien que possible à l'œuvre : les personnages descendent de la toile de Jouy, le duo des chats, la leçon d'arithmétique sont ravissants, charmants et drôles, la fin émouvante de simplicité. Les chanteurs sont assez convaincants, l'orchestre joue admirablement une partition dont la complexité ne s'affiche jamais. On note des décalages assez nombreux entre le plateau et la fosse, mais finalement peu gênants. Sans aucun doute parce que l'on est captivé par ce qui se passe sur scène.

Alain Lompech

Elliott Smith, trop court miracle du festival Fnac/Inrockuptibles

SUNHOUSE, QUASI, ELLIOTT SMITH et NADA SURF, La Cigale, Paris, le 6 novembre.

Il aura fallu attendre la fin de sa prestation pour entendre le meilleur d'Elliott Smith, seul, avec sa guitare et sa voix d'angelot fatigué, débarrassé du duo Quasi qui l'accompagnait. A la Cigale, vendredi 6 novembre, il y a quatre groupes, chacun joue une quarantaine de minutes. Coincé entre deux formations de rock basique, sans souffler mais avec beaucoup de poses - Sunhouse et Nada Surf -, succédant au set de Quasi, qu'il rejoint à la basse et à la guitare, avant qu'en retour, le duo ne se produise à ses côtés, Elliott Smith est l'une des vedettes attendues du 11^e festival Fnac/Inrockuptibles. Attendue et réclamée en vain au balais du rideau rouge. Le groupe Blondie avait ouvert la partie parisienne du festival, au Bataclan, le 4 novembre avec un show construit autour des succès du groupe, joué avec énergie à défaut d'imagination et chantés par Deborah Harry, dont le côté sexy et mutin de Betty Boop/Marilyn est resté au rayon des souvenirs. Dans la catégorie « événement qui correspond aux attentes », Grand-

daddy et Calexico auront donc, le 8 novembre, à remonter la pente.

L'Américain Elliott Smith a déplacé le gros du public - essentiellement blanc et masculin, allant de Péru à l'adulte voyant polaire la quarantaine - sur la foi de son récent album, *Xo* (Dreamworks, 1998), succession de merveilles autant rock que pop, aux arrangements simples, d'une singulière clarté. D'autres avaient en tête le précédent album *Either/or* (Domino, 1997), plus acoustique, en voie d'aboutissement, et un clan de spécialistes pouvait se vanter d'avoir repéré le guitariste et chanteur originaire de Portland (Oregon) avec *Roman Candle* et Elliott Smith, ses deux premiers disques.

UN CHOIX BANAL

Transposer sur scène des morceaux pour la plupart extraits d'*Either/or* et de *Xo* n'était pas évident. Sur disque, on entend des claviers discrets, des guitares cristallines, un effacement de cymbales et surtout de splendides harmonies vocales, comme la rencontre entre une country un peu saccagée par Neil Young et le poids, toujours moderne, des Beatles. Les amener avec le duo Quasi s'est révélé un choix

bancal. Envolées la finesse, la légèreté.

Elliott Smith, perdant magnifiquement ce concert le regard baissé, laisse entrevoir un ou deux sourires, dit qu'il a peu d'amis et que Quasi en fait partie. L'antidote parfois ses limites. Car le duo, dont la prestation combine avec maladresse les sons d'un piano électrique désaccordé et saturé dans la manière des groupes psychés des années 60 avec une batterie punk - tchac poum poum -, ne sait pas se faire oublier. Cette présence écrasante vient réduire à néant toute tentative de sortir du disque. Smith en devient même un guitariste banal, ce qu'il est loin d'être. Au bout de trois morceaux, la voix trouve sa place, desservie pourtant par un ingénieur du son manifestement sourd ou amateur de batterie. Parviennent à s'en sortir des versions de *Bled White*, *Waltz* ou *Sweet Adeline*. Là, il y a un équilibre, une nouvelle vision donnée à des chansons. Et puis, enfin, ce finale, miraculeux, en suspension, une voix, une guitare pour trois titres exemplaires *I Didn't Understand*, *Between the Bars* et *Say Yes*, avant d'agiter timidement la main et de murmurer bonsoir.

Sylvain Siclier

Christian Lapie, citoyen-artiste en Champagne-Ardenne

CHRISTIAN LAPIE. « Construction ». Le Collège, FRAC Champagne-Ardenne, 1, place Muséum, 51100 Reims. Tél. : 03-26-05-78-32. Du mardi au dimanche, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre. « Projection », études et projets, au Centre de création pour l'enfance, 8, rue Kléber, 51340 Tinkieux. Tél. : 03-26-08-13-26. Du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 novembre.

Né en 1955 en Champagne, Christian Lapie demeure fort peu connu en France. Sa carrière s'est faite pour l'essentiel à l'étranger : au Japon (1987), en Australie (1990), au Brésil, et surtout en Allemagne et en Suisse, où vivent ses principaux collectionneurs.

Or Christian Lapie est viscéralement attaché au bord de la rivière où il est né, où il vit, où il travaille. Il connaît sa terre, la sait chargée d'histoire : pas un soc de charrue qui, l'égouttant, n'en fasse surgir un vestige enfoui, témoignage guerrier le plus souvent, recouvert d'un humus lourd.

Cette méconnaissance dans son propre pays s'est brutalement évacuée en 1994, quand fut ajournée sine die une commande publique de la ville de Reims, celle d'un mémorial de la reddition des armées du III^e Reich. L'œuvre avait défilé à la veuve du général Jodl, l'un des signataires, qui s'en était inquiétée auprès de l'Élysée (Le Monde du 15 février 1994) : les édiles effrayés

avaient renoncé au monument. Lapie leur fit un procès, qu'il gagna, et fut invité à exposer à Berlin, par des Allemands moins pusillanimes.

Caractéristique de son travail, l'œuvre était une réplique en ciment de la table sur laquelle fut signé l'acte de reddition. En émergeaient des fers à béton, comme autant de personnages d'un « Kriegspiel », évoluant sur un moulage en creux de jouets guerriers, le tout, ou presque, peint en rose. Lapie entendait « appeler à une certaine vigilance quant aux causes des conflits présents et à venir ».

La polémique ne l'a pas rendu très populaire auprès des notables rémois. On appréciera d'autant plus la petite rétrospective que lui consacre le FRAC Champagne-Ardenne. Elle permet de mesurer le chemin parcouru, depuis ses interventions au Brésil, où, refusant de participer au pillage de la forêt amazonienne, il vint avec une jungle en papier peint fabriquée en France, jusqu'à la monumentale installation *Travail-Volupté*, série de stèles humanitaires, taillées dans un bois brûlé, qui sont alignées dans le parc de Schlossberg, à Fortbach. Elle s'inscrit dans une lignée partant des menhirs de Carnac, passant par les *Bourgeois de Calais*, et par certaines grandes figures de Dadaïsme.

Un travail fait de jeu et de gravité, sans exposer une certaine ferveur, de celle qui peut saisir les artistes lorsqu'ils se mêlent d'être des citoyens.

Harry Bellet

SORTIR

PARIS

Le Festival d'Aix-en-Provence dans les archives de l'INA. A l'occasion du 50^e anniversaire du Festival d'Aix-en-Provence, l'Auditorium du Louvre évoque trente années de cette manifestation à travers une sélection de documents filmés conservés à l'INA. Parmi eux, un régal Teresa Berganza en 1965 (le 7, à 18 heures), *La Fille enchantée* de Mozart en 1959 (le 7, à 20 heures), *Didon et Enée* de Purcell en 1978 (le 8, à 16 heures), *Hippolyte et Aricie* de Rameau en 1983 (le 8, à 18 heures). Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1^{re}. M^o Louvre. Jusqu'au 19 novembre. Tél. : 01-40-20-51-86, 17 F et 25 F.

John Lurie & the Lounge Lizards Considéré, au début des années 80, comme un collectif new-yorkais où se mélangeaient jazz d'avant-garde et rock punk. The Lounge Lizards est rapidement devenu le groupe de saxophoniste et compositeur John Lurie. Les jeunes gens en colère sont devenus plus sages sans que leur musique, combinaison de sophistication et d'urgence, n'en pâtisse. Le New Morning est la salle idéale (acoustique, contenance) pour apprécier le groupe qui compte dans ses rangs le trompettiste Steve Bernstein, le pianiste Evan Lurie ou le batteur Calvin Weston.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eau. 20 heures, le 8 novembre. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

RÉGION PARISIENNE

Marceline Lartigue L'éternel féminin, la violence exercée sur la femme au nom de la beauté, la cruauté, sont autant de thèmes qui jalonnent l'œuvre de Marceline Lartigue. *L'Orage d'une robe qui s'abat* se situe dans le droit fil des préoccupations d'une jeune femme, originale, qui cite Godard : « Dans masculin, il y a un masque, cul et un. Dans féminin, il n'y a rien. » Allô, docteur Lacan ! Dans féminin, il y a une fille, mine de rien.

Théâtre de l'Agora, place de l'Agora, RER D Evry-Courcouronnes. Le 7 novembre, à 20 h 30. Tél. : 01-60-91-65-65.

1,2,3,4, Danse en Val-de-Marne Solos, duos, trios, quatuors, chaque week-end du 7 au 21 novembre. Le 7, à Orly, au Centre culturel Aragon/Triolet, les chorégraphes Daniel Dobbels/Béatrice Asselineau, Olga de Soto, Hervé Dhasnas et Bernard Glandier. Très belle soirée en perspective. Le 13, les réjouissances se transportent à Champigny-sur-Marne, au Centre Jean-Vilar, avec Karine Pontes, Abou Lagrass, William Petit/Sandra Martinez, Gilles Baron. Le 14, à l'Espace Mairaux du Kremlin-Bicêtre : Marion Ballester, Frédéric Gies, Françoise Murcia, Yvann Alexandre. Le 20, Richard Mouradian présente *Échec à la reine*, une création, au Centre Aragon/Triolet d'Orly. Le 21, la ville de Fontenay-sous-Bois accueille, salle Jacques-Brel, Christine Bastin, Angéline Préjols, Didier Théron et Kenneth Kvanström. Danse en Val-de-Marne. Tél. : 01-46-86-70-70.

rencontres
Internationale de la musique à Paris
28-29-30 novembre 1998
RENCONTRE
30 ANS DE RENCONTRES
FONDES IMAGES
Vidéothèque de Paris, Nouvel Forum des Halles, 75001 Paris

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Alice et Martin d'André Téchiné (France, 2 h 03). Négoceur de Gary Gray (Etats-Unis, 2 h 18). Quelques choses d'organique de Bertrand Bonello (France-Canada, 1 h 30). Sweet Degeneration de Lin Cheng-Sheng (Chine, 1 h 58). 24 heures sur 24 britannique de Shane Meadows (Grande-Bretagne, 1 h 30).

PROVERBES FILMS
Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

REPRÉSENTATIONS
La Chute de la Maison Usher de Jean Epstein, avec Jean Debucourt, Marguerite Gance, Charles Lamy. Français, 1928, noir et blanc (1 h 03). Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

VERNISSEMENTS
Salon d'automne Espace Eiffel-Brandy, 29-55, quai Branly, Paris 7^e. M^o Alma-Marceau. Tél. : 01-44-15-41-01. De 11 heures à 19 heures ; nocturnes les 11 et 13, jusqu'à 22 heures. Du 7 novembre au 15 novembre. 40 F.

RENSEIGNEMENTS IMMÉDIATS
Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

COMMISSAIRE
quatre textes de Werner Schwab, mise en scène de Stanislas Nordey. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Le 7, à 17 h 30 et 20 h 30 ; le 8, à 16 heures et 19 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.

Les Variations Goldberg de George Tabori, mise en scène de Daniel Binoit. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. M^o Trocadéro. Le 7, à 20 h 30 ; le 8, à 15 heures. Tél. : 01-53-65-30-40. 120 F et 160 F.

Hu Hai-Yuan (Violon) Alain Planas (piano) Pugnani : *Tempo di minueto*. Bach : *Chaconne de la partita pour violon seul BWV 1004*. Bull : *in Einsamenstunden*. Vieuxtemps : *Fantaisie appassionata*. Mendelssohn : *Sonate pour violon et piano op. 38*.

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Le 7, à 16 h 30 ; le 8, à 15 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France Wagner : *Siegfried-Lied*. Weill : *Concerto pour violon et orchestre*. Bizet : *Jeux d'enfants*, suite, Ravel : *Ma mère l'Oye*. Tedi Papavrami (violin), Emmanuel Villaume (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^o Passy. Le 7, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F.

Musée Chateaubriand (orgue) Nivers : *Suite du premier ton*. Grigny : *Messe pour orgue*. Chapelle royale du château, 78 Versailles. Le 7, à 18 heures. Tél. : 01-30-83-78-78. De 70 F à 140 F.

Deschamps (piano) Beethoven-Liszt : *Symphonie n° 9*. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. Le 8, à 11 heures. Tél. : 01-45-52-50-50. 120 F.

Lauréats du concours Jean-Pierre Rampal Remise des prix et concert. Ensemble orchestral de Paris, Stéphane Cardon (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. Le 8, à 17 heures. Tél. : 01-45-52-50-50. De 50 F à 150 F.

ANNONCIATIONS
Manic Street Preachers

Le groupe britannique Manic Street Preachers, qui devait se produire dimanche 8 novembre à La Cigale, à Paris, dans le cadre du 11^e festival la FNAC/Inrockuptibles, a annulé sa prestation. Il sera remplacé par The Nits, formation néerlandaise. Le reste de la programmation est maintenu : Grandaddy, Calexico, Regular Fries, Snowpony.

La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Pigalle. Le 8, à 17 h 30. Tél. : 01-49-25-89-89.

Diane Troni Diana Krall annule le concert qu'elle devait donner dimanche 8 novembre au théâtre des Bouffes du Nord. La pianiste et chanteuse canadienne maintient en revanche la représentation du 9 novembre, Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. Tél. : 01-46-07-34-50.

DERNIERS JOURS
12 novembre : Les Démones de Fedor Dostoïevski, mise en scène de Roger Blanchon.

Opéra-Comique, 5, rue Favart, Paris 2^e. M^o Richelieu-Drouot. Tél. : 01-42-44-45-46. De 70 F à 200 F.

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde-LCI

FÉLIX ROHATYN

Ambassadeur des États-Unis

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
PATRICK JARREAU (LE MONDE)
ET
ANITA HAUSER (LCI)

DIMANCHE 18 H 30

RTL

مكتبة من الكتب

FILMS DE LA SOIRÉE

23.10 Mean Streets ■■
Martin Scorsese (États-Unis, 1973,
110 min.) Cinétoile

1.00 Ombres et bruyards ■■
Woody Allen (États-Unis, 1991,
95 min.) Cinéstar 1

1.05 Les Duellistes ■■
Ridley Scott (Grande-Bretagne, 1977,
95 min.) Arte

2.00 Marie Stuart ■■
Carl Froelich (Allemagne, 1949,
N, 110 min.) Ciné Classics

2.25 Zoulu ■■
Cyril Endfield (Grande-Bretagne, 1963,
Va, 135 min.) Cinétoile

3.45 Guanabara ■■
Y. Guierrez Alca et J. Carlos Tabo
(Cuba, 1955, 110 min.) Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

17.40 Le Monde des idées.
Thème : La crise de la BNF.
Invités : Jean-Pierre Angremy
et Pierre Nora. LCI

MAGAZINES

19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 7 novembre 1948.
Élections aux États-Unis :
victoire de Truman.
Invité : Bernard Sinelmer. Arte

20.00 Thalassa. Pas de quartier
pour les pingouins.
Invité : Jean-Marie Rouat. TV 5

20.45 Le Magazine de l'Histoire.
Invités : Patrick Evens,
Claude Aziza, Jean-Marie Rouat.
Histoire

21.00 Faut pas rêver.
Autriche : L'étrange coutume
d'Halstatt. France : La vallée du verre.
Chine : Les hautes de Shennong.
Invité : Paolo Conte. TV 5

21.35 Métropolis. Le musée national
du Palais de Taipei. Angelopoulos.
Supports / Surfaces : Louis Cane. Arte

21.50 Ciné-Cinéma. Le mois de
la photo. Avec Johan Van der Keuken.
Ciné Classics

22.40 Strip-tease. Dernière tricolore.
Le veau d'or. Baisers volés.
Invité : Albert Uderzo. France 3

23.05 T'es pas une idée ?
Invité : Albert Uderzo. Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

18.05 Les Sectes, mensonges et idéaux.
Invité : Jean-Pierre Angremy. LCI

18.30 C'est qui se souviennent.
Invité : Jean-Pierre Angremy. LCI

19.00 À la découverte
du Père Lachaise. Odysée

19.40 Les Grandes Batailles du passé.
Invité : Jean-Pierre Angremy. LCI

19.50 Entre paradis perdu
et terre promise. Odysée

20.35 Planète animal.
Tuer pour vivre [3/5]. TMC

20.35 Le Silex Stanislas.
Invité : Jean-Pierre Angremy. LCI

DÉBATS

20.45 L'Aventure humaine.
Vasco De Gama
du Portugal vers l'Inde.
[3/4]. La route des Indes. Arte

20.55 La Guerre civile
d'Espagne. [3/6]. Odysée

21.30 Planète Terre.
L'Ouest américain [1/8]. Les hommes [1/2]. TMC

22.05 Ernst Jünger.
Journal d'occupation.
Invité : Charles Manson. L'homme
qui tua les « études ». Canal Jimmy

22.10 Charles Manson. L'homme
qui tua les « études ». Canal Jimmy

23.00 Carlo Ginzburg.
23.05 Preuves à l'appui.
Invité : Jean-Pierre Angremy. LCI

23.30 Arctique, les mystères
du navire. [3/3]. Odysée

23.55 El Choco. Les secrets
de la forêt colombienne.
Invité : Jean-Pierre Angremy. LCI

0.00 Corpus Christi.
[1/2]. Crucifixion. Histoire

0.00 Impressionnisme.
les origines. Odysée

0.05 Music Planet.
Cheb Mami, le môme. Arte

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

DÉBATS

20.15 La Symphonie concertante
de Mozart. Avec Armin, violon ;
Hirofumi Fukai, alto. Muzik

20.30 Così fan tutte. Opéra de Mozart.
Mise en scène, John Elliot Gardiner. Par
The English Baroque Solists
et The Monteverdi Choir.
dir. John Elliot Gardiner. Mezzo

23.10 Brendel joue Schubert.
0.00 Montserrat Caballé.
Manuel Burqueles, piano.
Grandes voix de Verdi, Rossini,
Grandes, Mompou, Toldrà,
Turina. Muzik

TÉLÉFILMS

20.55 Les Rituels.
Marcel Bluwal [1 et 2]. Téva

22.35 Les Accusés du crash.
Pera Halper. Arte

23.00 Meurtre.
contre remboursement.
Alan Metzger. 13ème Rue

23.15 Hollywood Night.
La Protection. Scott Paulin. TF 1

SÉRIES

20.30 L'inspecteur Lavardin.
Le Diable en ville. Festival

20.35 H. H. Le manuscrit.
Jean-Pierre Mocky (France, 1983,
95 min.) Ciné Classics

20.50 Le Caméléon.
Effets spéciaux. M 6

20.55 Blague à part.
A la mémoire de... Canal +

21.00 Anne Le Guen.
Le Mystère de la crypte. France 3

21.20 Spin City.
L'appartement. Canal +

21.45 The Sentinel.
La faute du père. M 6

22.13 High Incident.
Shake, Rattle and Roll [1 et 2]. 13ème Rue

22.25 Double, fille de Caïn.
Douze heures. TMC

23.00 Ombres et bruyards.
avis de recherche. [3/5]. TV 5

23.45 Profiler. Marqué au fer.
0.05 Star Trek. Deep Space Nine.
Prologue. Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Miroir Place.
19.50 Bloc notes.
20.00 Journal. Météo.

20.55 Drôle de jeu.
23.15 Hollywood Night. La Protection.
Téléfilm. Scott Paulin.
0.55 Formule foot.

FRANCE 2

18.55 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.05 Hélicoptères.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.

19.55 Au nom du sport.
19.56 Météo. Journal. Météo.
20.55 Sébastien et les sautimbanques.
23.10 Tout le monde en parle.
Pourquoi ça a-t-il réussi ?
0.45 Journal. Météo.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 et 1.15 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information. Météo.

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
20.40 Tout le sport.
20.45 Le Journal de l'Opéra
de Paris-Bercy.

21.00 Anne Le Guen.
Le Mystère de la crypte.
22.40 Strip-tease.
23.40 Météo. L'Euro, mode d'emploi.
23.45 Soir 3.

0.05 et 1.10 Sautimbanques.
Journal des spectacles.
0.15 Sautimbanques. Eclats de voix.
Carres de route à Auch.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.35
19.00 TV +.
20.00 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.30 Samedi comédie.
20.55 H. [3/20]. Le manuscrit.
20.55 Blague à part. [3/20].
Emmenagement.
21.20 Spin City. L'appartement.
21.45 The Sentinel. La faute du père.

22.13 High Incident.
Shake, Rattle and Roll [1 et 2]. 13ème Rue

22.25 Double, fille de Caïn.
Douze heures. TMC

23.00 Ombres et bruyards.
avis de recherche. [3/5]. TV 5

23.45 Profiler. Marqué au fer.
0.05 Star Trek. Deep Space Nine.
Prologue. Canal Jimmy

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

20.25 Basket-ball. Pro A :
Chalon - Pau-Orthez. Eurosport

23.00 Cyclisme.
Les six jours de Munich. Eurosport

MUSIQUE

19.40 Berio.
Avec Cathy Berberian,
mezzo-soprano ; Anthony Di
Bonaventura, piano. Par l'Orchestre
de la Suisse italienne.
Invité : Luciano Berio. Muzik

SPORTS EN DIRECT

16.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Stade Français -
Bègles-Bordeaux. France 2

17.00 Hockey sur glace.
Championnat du monde.
France - Slovaquie. AB Sport

20.05 Voile. Route du Rhum 98.
Passage des écluses de Saint-Malo.
Avec Jean-Luc Van Der Hede. France 3

Le Rwanda reconnaît aider les rebelles congolais

Cet aveu devrait faciliter une solution diplomatique

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Pour la première fois, le Rwanda a officiellement reconnu, vendredi 6 novembre, son implication militaire dans le conflit en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). A l'issue d'un entretien avec le président Nelson Mandela, à Pretoria, Paul Kagame, l'homme fort de Kigali, a confirmé la présence de troupes rwandaises en RDC aux côtés des rebelles qui s'opposent à Laurent-Désiré Kabila. Ces troupes se trouvent sur place « depuis la fin du mois d'août », a affirmé le ministre de la défense et vice-président du Rwanda, sans préciser leur nombre ni leur localisation. Cet aveu a été salué vendredi par les Etats-Unis, qui veulent voir une « contribution positive » aux efforts de paix, selon le porte-parole du département d'Etat, James Rubin.

Selon M. Kagame, l'intervention de troupes rwandaises s'explique par des raisons de « sécurité nationale », menacée, selon lui, par l'engagement aux côtés de M. Kabila des ex-FAR, les forces armées rwandaises, à l'origine du génocide de 1994. Ces déclarations ne sont pas de nature à convaincre Kinshasa, qui s'estime, depuis le début, victime d'une « agression » et d'une « invasion » du Rwanda, appuyé par l'Ouganda. Elles sont néanmoins une concession significative de la part de Kigali, qui persistait jusqu'à présent, malgré les nombreuses preuves contraires, à

nier sa participation au conflit congolais. Cette attitude explique en partie l'échec des nombreuses initiatives de paix lancées ces dernières semaines. Elles bloquaient toute chance de négociations sérieuses dans la mesure où M. Kabila, de son côté, refusait de discuter avec les rebelles, qu'il considère comme des marionnettes manipulées par leurs alliés.

UNE VICTOIRE POUR PRETORIA

Même si l'ouverture de véritables négociations et l'instauration d'un cessez-le-feu sont encore hypothétiques, le changement d'attitude du Rwanda lève un des obstacles. « Il y a toutes les raisons de croire qu'il va y avoir des progrès », a affirmé le président Mandela, estimant que les propos de M. Kagame « ouvrent la voie à une avancée ».

Les déclarations du vice-président rwandais constituent déjà une victoire diplomatique pour Pretoria et elles récompensent les intensifs efforts de médiation menés par M. Mandela. Après l'échec des rencontres multilatérales organisées par Pretoria, le président Mandela s'était en effet lancé dans une série de rencontres en tête à tête. Aujourd'hui, tous ces efforts ont commencé à porter leurs fruits et replacent l'Afrique du Sud comme un interlocuteur privilégié dans la recherche d'une solution négociée au conflit congolais.

Frédéric Chambon

Le gouvernement modifie à la hâte la réforme de l'audiovisuel

LE GOUVERNEMENT a été contraint de revoir son texte de réforme de l'audiovisuel public à la suite des critiques formulées par le Conseil d'Etat et le Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA) (*Le Monde* du 7 novembre). Une réunion interministérielle, organisée vendredi 7 novembre, sous l'auspice du secrétaire général du gouvernement, a jeté, dans l'urgence, les bases des modifications à apporter au projet de loi avant sa présentation en conseil des ministres, le 10 novembre. Le projet révisé diminue le contrôle par l'Etat de la société holding censée coiffer France 2, France 3 et la Cinquième-Arte.

La structure administrative de la holding est modifiée, même si le principe d'une holding commune n'est pas remis en cause. Le conseil de surveillance et le directeur sont abandonnés au profit d'un conseil d'administration, dont les membres seront nommés à parité par l'Etat et par le CSA. Les directeurs généraux des chaînes qui devront préparer de

façon collégiale la stratégie industrielle et les répartitions financières seront regroupés au sein d'un comité de direction, défini statutairement, qui sera rattaché au président. Aucune modification n'a été apportée sur la réduction, de 12 à 5 minutes par heure, du temps d'antenne consacré par les chaînes publiques à la publicité.

Le gouvernement a souhaité répondre favorablement, « pour éviter toute polémique inutile », précise-t-on au sein du cabinet de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, aux critiques formulées, jeudi 5 novembre, dans la note du rapporteur Gabriel de Broglie (ex-président de la Commission nationale de la communication et des libertés) qui reprochait au projet de loi de ne pas respecter trois principes constitutionnels : l'indépendance des sociétés de production, la liberté de communication et le pluralisme des courants d'expression.

Florence Amalou

Fin de la grève à la Bibliothèque nationale de France

UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du personnel de la Bibliothèque nationale de France (BNF), en grève depuis le 21 octobre, a voté la reprise du travail, vendredi 6 novembre, par 120 voix contre 20. Les ultimes négociations, qui portaient sur le paiement des jours de grève, ont été closes en fin d'après-midi. La réouverture de l'établissement se fera progressivement : les salles d'exposition, samedi 7 novembre ; la bibliothèque du haut-de-jardin, destinée au grand public, mardi 10 novembre. Pour les espaces du rez-de-jardin, qui sont réservés aux chercheurs, la date sera communiquée ultérieurement, indique la direction de la BNF, « en fonction des résultats des tests qui sont pratiqués sur le logiciel du système informatique ». Des pannes de ce système avaient contribué au déclenchement du mouvement social.

Les grévistes réclamaient une fermeture définitive du rez-de-jardin, chaque lundi. Ils ont obtenu la fermeture temporaire de cet espace, jusqu'au 31 janvier 1999 et, le lundi matin, jusqu'au 30 juin.

■ **NUCLÉAIRE** : le syndicat Sud-Rail demande un renforcement du contrôle des transports nucléaires, estimant insuffisantes les mesures de sécurité pour la protection des cheminots. Il réclame l'extension du port de films dosimétriques, dont une centaine de cheminots seulement auraient été équipés, selon le syndicat, qui évalue à 3 000 le nombre des agents exposés. Fin avril, les autorités avaient reconnu que depuis dix ans des convois de combustibles usés à destination de l'usine de retraitement de la Hague (Manche) comportaient des taches de radioactivité parfois très supérieures à la norme.

Tirage du Monde daté samedi 7 novembre 1998 : 494 037 exemplaires.

L'Elysée condamne la réhabilitation des mutins de 1917 par Lionel Jospin

La polémique a été lancée à droite par Philippe Séguin

LE PRÉSIDENT DU RPR, Philippe Séguin, a été le premier à réagir, vendredi 6 novembre, aux propos du premier ministre, qui avait demandé, la veille, la réhabilitation des soldats français, mutins en 1917 contre les ordres de la hiérarchie militaire (*Le Monde* du 7 novembre).

Lionel Jospin « ferait mieux de se consacrer à ses activités plutôt que d'empêcher dans des domaines où il ne pense pas qu'il ait jusqu'ici brillé particulièrement », observe-t-il, vendredi matin, à l'occasion d'une conférence de presse sur le débat européen. Au cours de la matinée, les députés examinent les crédits accordés aux anciens combattants dans le projet de loi de finances pour 1999. Hormis une brève allusion liminaire de Jean-Pierre Ruchet (PS, Pas-de-Calais), personne ne revient, dans l'hémicycle, sur les propos de Lionel Jospin.

A la mi-journée, le président du Mouvement pour la France, Philippe de Villiers, dénonce dans un communiqué « le geste » du premier ministre, selon lui « indigne de sa fonction ». Le député de Vendée s'interroge sur le silence persistant de l'Elysée : « Qu'en dit le président de la République, chef des armées ? ». La réponse est donnée par l'intermédiaire de l'Agence France-Presse, peu avant 18 heures : « Au moment où la nation commémore le sacrifice de plus d'un million de soldats français qui ont donné leur vie entre 1914 et 1918 pour défendre la patrie envahie, l'Elysée trouve inopportune toute déclaration publique pouvant être interprétée comme la réhabilitation de mutins », déclare l'Elysée.

L'intervention de l'Elysée permet au RPR de donner de la voix. Le chiraquien Jean-Louis Debré, pré-

sident du groupe gaulliste de l'Assemblée nationale, et le balladurien René Galy-Dejean, député RPR du XV^e arrondissement de Paris, expriment, dans un communiqué commun, leur réprobation à l'égard du « geste du premier ministre réhabilitant les mutins du Chemin des Dames de 1917 ». « La démarche du premier ministre n'est pas celle que l'on est en droit d'attendre du responsable de la défense nationale au sens de l'article 21 de la Constitution », soulignent les deux élus, qui craignent que les propos de M. Jospin ne soient « de nature à justifier dans l'avenir des actes de militarisme qui ne pourraient qu'être préjudiciables à la défense des intérêts supérieurs du pays et à la sécurité des Français ». Peu avant 19 heures, le RPR fait savoir qu'il « se réjouit de la position ferme, digne et nécessaire exprimée par l'Elysée ».

L'association des Anciens de la

2^e Division Blindée (DB) « condamne » à son tour le geste de M. Jospin. Dans la soirée, la polémique gagne l'hémicycle de l'Assemblée, où les députés poursuivent l'examen des crédits de la défense. Dans les couloirs, Paul Quilès (PS, Tarn), président de la commission de la défense, tente en vain de calmer le jeu. Jugant cette polémique « inutile », il estime « assez grave que l'on fasse passer des soucis politiques avant la nécessaire unité nationale ».

« MONOPOLE DE LA MÉMOIRE »

Las ! Vers 22 h 30, l'ancien ministre RPR Jacques Godfrain (Aveyron) réclame avec virulence que le premier ministre « vienne s'expliquer devant la représentation nationale sur les paroles qu'il a prononcées et qui ont souillé l'esprit de ce pays ». « La Constitution qui régit les rapports entre les pouvoirs publics a exclu la procédure d'interpel-

lation », réplique le ministre de la défense, Alain Richard, ajoutant : « Le gouvernement saura vous répondre en plaçant le débat au niveau où il doit l'être ». Le groupe RPR réclame et obtient une suspension de séance de cinq minutes.

Face à cette offensive du RPR et de l'Elysée, la gauche a déjà entrepris de serrer les rangs derrière le premier ministre. Interrogée en début de soirée sur France-Inter, Frédérique Bredin, députée PS de Seine-Maritime et secrétaire nationale du PS à la culture et aux médias, qualifie de « digne et courageuse » la déclaration de M. Jospin. Le premier secrétaire du PS, François Hollande, fait savoir dans un communiqué qu'il déplore cette « polémique médiocre », et qu'il regrette que « Jacques Chirac ait pris la tête de ce combat-là ». « Faut-il que la droite, jusqu'à son plus haut niveau, soit à ce point congelée dans ses réflexions pour déformer une vision aussi caricaturale de l'histoire, ajoute M. Hollande, qui souligne que les mutins « n'étaient pas tous de mauvais Français mais tout simplement des hommes à bout de forces, qui s'étaient égarés dans un enfer de feu et de sang ».

Samedi matin, la polémique continue. « Je pense que Lionel Jospin a bien fait de remettre dans notre mémoire collective des gens qui refusaient d'être sacrifiés comme de la chair à canon », affirme Jean-Louis Bianco (PS, Alpes-de-Haute-Provence). Et l'ancien secrétaire général de l'Elysée d'ajouter : « Le président de la République qui, apparemment, a du mal à trouver un domaine réservé, n'a pas le monopole de la mémoire collective ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Le précédent Balladur

Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde* du 6 novembre, Philippe Séguin, président du RPR, s'indignait des incursions du premier ministre, Lionel Jospin, dans la sphère présidentielle, tout en observant que, dans cette cohabitation longue, « les territoires sont moins clairement délimités » qu'auparavant. Il rappelait, pour déplorer qu'elle ne serait aujourd'hui plus possible, « la verte réplique » du président de la République, François Mitterrand, à Edouard Balladur lorsque ce dernier était intervenu dans le domaine de la politique étrangère.

Dans une tribune publiée dans *Le Figaro* du 30 août 1994 et intitulée « Notre politique étrangère », M. Balladur énonçait longuement les « principes » qui guidaient son action internationale. Saisissant l'occasion d'une réunion des ambassadeurs à l'Elysée, le lendemain, François Mitterrand répliquait : « Les affaires étrangères sont, parmi les fonctions qui sont les miennes, parmi les plus importantes et les plus clairement définies par la Constitution. J'entends préserver exactement les différentes répartitions des tâches de l'exécutif ». Quelques jours plus tard, le premier ministre se voyait contraint de faire marche arrière en reconnaissant que le chef de l'Etat est le seul juge des « intérêts vitaux » du pays.

Jacques Chirac s'est étonné de ne pas avoir été prévenu

IL A FALLU vingt-quatre heures à l'Elysée pour réagir aux propos de Lionel Jospin, réhabilitant les soldats mutins du Chemin des Dames. Vendredi 6 novembre, en fin d'après-midi, un communiqué est venu sèchement rappeler à l'ordre le premier ministre, en jugeant « inopportune » sa déclaration, la veille, à Craonne, à l'occasion d'une cérémonie commémorant le quatre-vingtième anniversaire de la Grande guerre.

Cette mise au point publique est intervenue après que le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, se fut entretenu, dans la journée de vendredi, avec le directeur du cabinet de Lionel Jospin, Olivier Schraegen, pour s'étonner de ne pas avoir été préalablement informé des intentions du premier ministre. Un sujet « aussi grave et compliqué », que la mémoire nationale, estimait-on à l'Elysée, nécessitait a minima une concertation entre les deux responsables de l'exécutif.

A Matignon, on ne voulait pas s'émouvoir outre mesure de la réaction élyséenne. Si M. Jospin, expliquait-on, n'avait pas jugé utile de prendre

contact avec M. Chirac ou de lui communiquer, par avance, son discours du Chemin des Dames, c'est parce qu'il considère que son expression, sur ces sujets, relève de sa compétence. Et l'on observait que ce n'est pas la première fois que le premier ministre intervient sur le thème de la mémoire nationale, en rappelant ses propos de 1997 à propos de la rafle du Vel d'Hiv et de la responsabilité de l'Etat français.

« LE TEMPS DE LA RÉFLEXION »

A l'Elysée, on expliquait la réaction, sévère mais tardive, de M. Chirac par sa volonté de prendre, sur ce sujet ultra sensible de la cohabitation, « le temps de la réflexion et du dialogue ». Le chef de l'Etat est en effet apparu, finalement, moins sensible aux propos mêmes du premier ministre qu'à l'ampleur qu'ils ont prise, vendredi, dans la presse et les médias, et aux réactions qu'ils ont provoquées à droite. Ironie du sort, c'est du président du RPR, Philippe Séguin, qu'est venue, vendredi matin, la première mise en garde au sujet de cet empiète-

ment du premier ministre sur domaine présidentiel. Comme pour mieux souligner qu'il en est, lui, le meilleur garant ?

Au-delà de la réflexion sur le fond, à laquelle veut officiellement se tenir l'Elysée - jugeant « inopportune » de choisir ce moment pour réintégrer les mutins de 1917 dans la mémoire collective du pays - il s'agit d'un très sérieux accroc à la cohabitation. Face à un premier ministre « dopé » par les sondages, soulagé de voir s'estomper les difficultés qu'il y a quelques semaines, s'annonçaient à l'horizon - mouvement lycéen, crainte d'une crise financière mondiale, tensions dans la majorité « phénix » - M. Chirac rappelle ses prérogatives.

L'Elysée considère que le premier ministre a commis là une de ses premières fautes de conduite « cohabitationnelle ». La réaction de la présidence est destinée à démontrer la vigilance du chef de l'Etat face à toute mise en cause de la suprématie présidentielle.

Pascal Robert-Diard

Vous voulez mieux maîtriser la forte volatilité actuelle de la Bourse.

Chanteraine Revenus

La prudence
en privilégiant la sécurité des obligations.

Chanteraine Revenus est un fonds profilé, orienté vers la distribution et composé des meilleurs SICAV et FCP du CFC Paris sélectionnés en permanence par des spécialistes.

Les frais sont réduits avec un droit d'entrée de seulement 0,25 € et aucun droit de garde.

Les opérations d'achat et de vente réalisées au sein de Chanteraine sont détaxées.

CC
Paris

Pour en savoir plus, consultez votre conseiller. Appelez le 01 45 96 45 21. Rejoignez-nous sur internet www.cic.fr

TELEVISION RADIO MULTIMEDIA

ENQUETE
La parole
aux
télé-spectateurs

M I L L É N I U M

Bordeaux 1996 : un millésime d'exception

VALIDITÉ
30.11.98

مكتبة ابن الجوزي

ENQUÊTE

Les médiateurs prennent l'antenne

Rétabli un lien entre la télévision et son public. Confrontés à une perte de crédibilité des journaux d'information, prises à parti par un public plus critique et plus exigeant, France 2 et France 3 inaugurent un genre inédit à la télévision française. Après « L'Hélio du médiateur » apparu en septembre sur la Deux, la fois proposée, à partir de dimanche 15 novembre, « On se dit tout », un magazine hebdomadaire qui donne la parole aux téléspectateurs.

LOUS les dimanches à 13 heures, France 3 ouvre un espace de dialogue avec les téléspectateurs. Tonique, avec un plateau peu conventionnel où évolue la jolie Lara Julien, « On se dit tout » dé-

chiera ses dépenses sous forme de reportages. Un moyen attrayant de répiquer aux critiques, d'empêcher une donnée technique, de faire découvrir les coulisses ou les conditions de fabrication d'un programme ou de dépeindre une séquence trop vite aperçue à l'antenne. Un défi pour ce magazine en concurrence directe avec les « 4 » de France 2 et TF1 et le « Vrai Journal » de Karl Zéro sur Canal Plus, programmes à la même heure.

A la différence de la séquence de France 2, « On se dit tout » n'est pas le magazine des médiateurs. Mais son rédacteur en chef, Jacques Bayle, n'a voulu en concentration d'effort que deux thèmes : l'écologie et l'économie. Sur France 3, le directeur général, Michel et Geneviève Chibreyer-Madellain, ont choisi de consacrer les programmes de France 16 à la culture. « Nous devons créer une formule différente, France 3 a choisi d'être son champion à tout le courtier. Le médiateur intervient lorsque l'écriteur fait du « exploitation » ou de la « médiation ». Les médiateurs ont vu l'écritur », mentionne Ge-

Design
de Dents
Fusion

2 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia **Dimanche 8 - Lundi 9 novembre 1998**

EN RÉPONSE AUX NOMBREUX
TÉLÉSPECTATEURS QUI N'AIMENT PAS



neveu Guicheney. Lorsque l'événement ou le « litige » nécessiteront la présence d'un arbitre.

pour obtenir copie des programmes qu'ils ont appréciée. Les autres attribuent, informement sur la base

...pour, un...
choix, sur la hiérarchie de
l'information, critique,
fêlicité la chaîne. La
courcier constitue un vé-
ritable baume, une mine
pour mieux comprendre
comment le public perçoit
et conçoit la télévision.

Les réléspérateurs protestent surtout contre le volume de publication : « Arrêtez vos numéros », « Je ne passe pas la redondance pour voir de la pub », « Ils savent aussi exprimer leur satisfaction. Une émission leur plaît. Ils prennent la plume pour dire « on en veut encore ». Ils aiment aussi dispenser des conseils en appelaient notamment au respect de la vie privée. Certains événements suscitent

une montagne de courrier. Mais parfois une lettre isolée soulève une question importante. Un retraité, passionné par les débats de l'Assemblée nationale et du Sénat retrasmis sur France 3, s'étonne par exemple qu'à l'heure de l'Europe il ne puisse pas suivre les débats du Parlement de Strasbourg.

Le courrier révèle aussi l'attachement au service public. Esprit de famille oblige, l'emploi du possessif est courant : « *mon* chantier », « *notre* émission ». Et comment pour la SNCF ou Air France, on revient à dire la ponctualité. Une exigence que l'on s'est accoutumée avec le développement du magnétoscope et des chaînes thématiques, qui, elles, respectent forcément les horaires. En leur édifiaient comment ses

grus direct se déboude. Ils comprennent qu'on ne peut pas arriver à la machine comme ça, comme ça, souligne Jacques Bayle. C'est attachement se traduit aussi par une certaine affecté. « Des gens qui ne regardent pas » signifie de culture. « La Marche du siècle » cherchent pour dire qu'ils contents que ce finissent existant. C'est le respect des grands classiques », commente Geneviève Guldénberg.

Depuis un mois, France 3 a reçu un lin pressant pour couvrir sur l'affaire Clinton-Lewinsky. Constante dans les lettres :

Pourrait-il y avoir aussi dans ce...

Vertu-spectacle

rejoindre la députée des Veillées et oratrice anti-PACS en butte à un hémicycle gonflé et moqueur. Dans les travées, un collègue député brandissait la « une » du *Canard enchaîné* : « Tiers, voilà du Bouh ». Les députés socialistes – nous apprit-on sans cesse – ne jamais nous en montrer les images – avaient quasi agressé le président de séance, l'UDF Arthur Pechin, pour avoir accordé à la droite une suspension de séance intempestive.

quant à Christine Bouth, vêtue d'un
châle turque de marbre, elle apparait
muette. De ses cinq heures et demie d'inter-
vention, les chaises n'avaient retenu qu'une
bravade lasse, adressée aux socialistes d'a-
lors : « *Combinez, messieurs, com-
menez !* » Tout juste l'entendait-on se con-
fondre : « *Je demande l'irrévocabilité de ce
texte* ». Trois mois là, cinq mois là : elle
l'aurait peut-être décliné pour innocent d'au-

mult de folie. Si son intervention semblait avoir fait perdre la tête à tout le monde, c'étaient essentiellement les anti-Bouh qui avaient pensé à encaisser, cinq heures et demie durant, les démonstrations et les vœux de Porfirio. Quant à elle, elle avait fait don de son corps au combat contre le P.A.C. Certes, elle paraissait alibée : mais c'était, justement, sans doute, qu'elle rendait l'œuvre.

A son grand journal de 18 heures, le célèbre chablis LCI offre de la même scène des extraits plus larges. Survol, il se rendait sa parole à l'ordinaire. Et une autre Christine Boudin s'y fêta. Soudain, la sainte se langa dans un one-woman-show effréné. « *Wahou, les gènes que j'ai, langais-elle à la gauche. Prenant à parole plusieurs fois la malotruque plurielle avec malice, sans tenir aucun compte des conventions de la scène* ».

compromis, rendant ainsi un président de séance, pour ainsi dire, muet. Le président, remuant le fer dans la plaie, coulait les souvenirs douloureux – comme « l'acte manqué » de l'absence des députés socialistes, le mois précédent – résistait à plusieurs reprises les mêmes textes, et faisait de l'obstruction à la tribune. Pire : elle s'en amusait. A propos d'un fournaillon, elle indiqua à l'assemblée éternuée un véritable

« Je suis sûr qu'il y a des gens qui ne peuvent pas supporter tout ce temps-là », pour pouvoir tenir le temps prévu. Pour consoler son public, elle exhiba le désenchantement parquait des feuilles qui lui ressemblaient à lire, oh oui, messieurs, il vous reste à me supporter tout ce temps-là !

« *Il est évident que elle joue avec ces trucs encore : quelque chose de très profond* ». Et elle devient évident que elle joue avec ces trucs

comme la bête de scène qu'elle est. Elle joue avec l'agrivolerie des hommes qui l'écourent. Elle sait qu'il lui faut tenir en

**Par Daniel
Schneidermann**

Une bible brandie
au bon moment,
un soigneux
« effet »

d'annonce »
sur son discours
de quatre heures ;
Christine Boutin
à tout compris
de la société

du spectacle...

reux. Au fond, elle s'amuse avec la matière première, la glaise de ses colliers : le couple, les liens sacrés du mariage. Tout cela pourrait troubler son public traditionnel, faire

corruption peut-il être matière à ris ? Cette Blandine, finalement, n'a-t-elle seulement la foi ? Mais elle prend le risque. Christiane Boulton arrive après la révolution sexuelle, qu'elle a traversée sans en tenir compte. Elle ne cherche donc pas à conserver, comme au musée, des « valeurs familiales » qu'elle a vu jeter en l'air, mais imagine de les restaurer peu à peu, en démontant les

Davantage que conservatrice, elle est authentiquement réactionnaire. Le T-shirt "Fais out", conçu pour la têt comme un remède contre l'image de puerile, est incroyablement plus efficace : il est réactionnaire. Christine Boudin est une politique normale, Christine Boudin est une politique de l'ère Houellebecq - à moins que Houelle-

decca ne soit un écrivain de l'ère Bonin. Elle dresse un constat matériel du paysage de ruines où se débattent les « *particules éliminatoires* » respectées de la libération sexuelle des années 70, elle pourrit, s'aplatit vaguement et, armée de sa Bible et de ses T-shirts, multipliant les lectures et les entraînements, entreprenant de reconstruire à l'ancienne sous l'œil froid des caméras.

ENVOYÉ SPÉCIAL. Pour la première fois, des caméras ont parcouru l'hôtel de Ville de la capitale.
A la découverte d'une machinerie impressionnante...

*Les batailles de
la Mairie de Paris*

JEUDI 12 NOVEMBRE 20.55 FRANCE 2

THE NEW STATESMAN. Les années 80 et la sécurité. Une dernière révision par une fiction caustique et d'actualité.

MARDI 19 NOVEMBRE 22.05 CANAL 8
Une sitcom britannique
 politique et jubilatoire

1

MERcredi 11 NOVEMBRE. 23.45 FRANCE 3

Brother Baldwin

UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS.
Il devait être prédicateur
mais c'est l'écriture qui fut
le support de son combat
pour l'expression de la liberté.
« James Baldwin, le prix à payer
un portrait intense,
riche de documents privés

La romancière Maya Angelou n'hésite pas à broder le mot qui la qualifie : « *trouver* ». Le portrait qu'on obtiendrait de Karen Thomsen et Douglas K. Dempsey, dans cette coproduction franco-américaine, *James Baldwin, le prix à payer*, est, bien sûr, centré sur le combat que, sa vie durant, l'écrivain noir, né à Harlem en 1924, a mené pour l'expression de la liberté.

Nôir, oui, et homosexuel, avant le mouvement gay, ce petit homme, vif et assez maigrelet, qui s'exprime dans une langue aux consonances britanniques, avec un art exemplaire de la théâtralité, était fait pour la tribune. Destiné à être, par défaut, le plus célèbre des écrivains de la littérature noire américaine, le romancier, le journaliste, le critique, le professeur, le militant, le pédagogue, il n'a jamais renoncé à la harangue publique, mais il était avant tout écrivain, comme en témoignent ses *Mémoires*, et son frère que l'émission partage de Jimmy. Un courage qui n'a pas d'autres explications que le soul de la vérité et l'intime conviction que l'oppression n'est pas stérile. La « nouvelle

« l'amour n'a jamais été un mouvement populaire et on n'est libre que grâce à la passion de quelques rares personnes »

Revue de Cercuit

3615
Réducteur
LES YACHTS EN LIGNE

**SÉJOUR SKI
AU CANADA**

8 jours / 6 nuits
2 nuits à Québec au
Château de Frontenac 5*
4 nuits à Mont Saint-Anne au
Château Mont Saint-Anne 4*
4 jours de forfait remontées
mécaniques - Transferts
Vol Canada 3000 A/R
au départ de Paris

**De 5 410 FF
à 6 770 FF**

WEEK-END EXPRESS
FLORENCE 20/11/1998
ROME, VENISE 27/11/1998
Train courbier + 1 nuit d'hôtel 8* + petit-déjeuner
⇨ **1 250 F**
Départ de Paris à deux faces les vendredis matin
retour à Paris le lundi matin, logement en chambre double.
Possibilité de départ de Dijon.
 **cit**
Société
SAS au capital de 100 000 F
Régist. au Tribunal de Commerce de Paris
N° 123 456 789

Chaque semaine
retrouvez la rubrique
"EVASION",
renseig. publicité :
☎ 01.42.17.39.40
(Fax : 01.42.17.39.35)

**Vos vacances
sont sur Minitel**

Offres de
dernière
minute!!!

3617 AIREVASION
Special departs minideltas
prix exceptionnels et sans
+ de 1000 offres!

3617 AIRVOL
Grands voyages a petits prix!

3617 LOUEZ
Locations air, véhicules, yachts
particuliers (Special Neige/Winter)

01 42 42 42 42 - 01 42 42 42 42
01 42 42 42 42 - 01 42 42 42 42

Dimanche 8 - Lundi 9 novembre 1998 ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia **Le Monde 7**

Dimanche 8 - Lundi 9 novembre 1998 ● **Télévision** ■ **Radio** ▼ **Multimédia** **Le Monde** 13

coûtre *unifier* », et les revendications sont simples : un abaissement du tarif d'1 point de 100 mètres, une aide financière pluriennale à 100 millions par année, la construction d'un centre de canoë et d'actions de 500 mètres d'heure de canoë et 2 minutes de l'heure. Dark Breda essaya à plusieurs reprises d'entrer en contact avec le *Deutsches Telekom*, sans succès à ce jour. En attendant, les internautes se sont décidés de requinquer leur *« grec »*, mais les dimanches, et ont pris contact avec le mouvement naissant des internautes siliques, qui vont lancer leur première journée d'action le 29 novembre.

En France, vont à la recherche de

Les Français sont à la trêve, mais on note l'apparition d'une poussée revendicatrice contre France Télécom. Un groupe d'internautes militants a ouvert un « site officiel de la grève des internautes », aboli qui une liste de diffusion et un canal de dialogue en direct. A ce jour, le site reste très artisanal et ses informations sont à prendre avec précaution, mais les revendications sont classiques : suppression des « fausses réductions » de type Primatice, qui ne sont que des feintes, baisse des tarifs de 60 %, et peut-être mise en place d'un système forfaitaire. Pour acquiescer au début de structure, les contestataires se sont rapprochés de l'Admi, groupe localisé à l'origine pour l'opposition à la dédicte de l'internet français aux problèmes de tarifs téléphoniques. Une première journée d'actions est prévue pour le 11 ou le 12 décembre, reconductible tous les mois jusqu'à la victoire.

Yves Etudes et Nicolas Bourcier

- Espagne : www.aules.es
- Italie : notes.mil.org@helsstrike
- Allemagne : www.gamnesty.de/internet/streik
- France : www.mvgaie.org/01/greve
- Liste de diffusion : mallo.grevistas@groups
- IRC : <irc://undernet.greve.fr>

La Route du rhum de l'océan à la toile

Le service fournit aussi de renseignements complémentaires : un rapide portrait des trente-deux participants, les techniques détaillées de leurs bateaux, l'histoire de l'épreuve avec ses joies et ses drames, ainsi que le règlement intégral. Les lecteurs peuvent même visiter virtuellement certains des voliers en compétition. *Edna, wir len politte vers te serveur d'Around Abone, la course autour du monde en solitaire avec escale, l'autre grand challenge maritime actuellement en cours.*

Fabrice Aubert

■ www.atriup89.com
■ www.atriupdiol.com

Un monde
toujours
plus chat.

Renault
Renault, toujours plus chat.

Renault 5 1991

TELEPHONE 1 800 1 7351

7351

En Espagne, en Italie, en Allemagne, bientôt en Suisse et en France, les internautes s'organisent pour protester contre les tarifs des communications téléphoniques locales

de 30 %. Le mouvement a été lancé par Dark Breed, une association de jeunes Internautes très rebelles, dirigée par Thomas von Treichels, âgé de vingt et un ans. Le mot d'ordre est clair : « *Utilisateur*

C E dimanche 8 novembre à Saint-Malo, départ de la saison d'été du système d'édition de la revue du rhum. Pour les amateurs de voile, le site officiel de la course permet de suivre, quasiment en temps réel, le déroulement de la célèbre transatlantique. Toutes les quatre heures, grâce aux données transmises par satellite, l'ordinateur de la position de tous les bateaux. Trois cents, une pour l'ensemble de la flotte, une autre pour les multicoques et la dernière pour les monocoques, indiquent les distances parcourues et les vents dominants. Chaque jour, quatre voiliers font l'objet d'une estimation de l'obstacle en fonction des données météo et des

Media Dimanche 8 - Lunedì 9 novembre 1998

Internautes en grève

NACQUÈRE un coup de téléphone local ne coûtait presque rien au maximum une unité, même s'il durait toute la journée. C'est en core le cas aux Etats-Unis, où les appels locaux sont compris dans l'abonnement de base. Mais en Europe, ce temps béni est révolu. En France, exemple, la communication locale illimitée disparaît en 1985 et, depuis, la durée d'une unité sera à vingt minutes, puis à dix puis à cinq. Dans certains pays, la déregulation n'a fait qu'empêcher les opérateurs des grandes compagnies, toujours et surtout, de se concentrer sur le service client, et de se préoccuper au niveau local, où elles perdent encore d'un monopole de fait. Résultat : pour les internautes européens qui se connectent par modem, Internet est devenu un véritable casse-tête chinois. Or, après avoir longuement vécu cette situation en silence, les internautes se sentent assez nombreux, assez forts et assez solidaires pour réagir.

La rébellion est partie d'Espagne. Traditionnellement, les appels locaux y étaient très bon marché, mais tout a changé avec la réforme de la tarification mise en place par Telefonica en juillet dernier : le prix des communications locales a plus de trois minutes double d'un seul coup. Autodesk (AUU) lance une campagne de protestation, largement relayée par les médias. Se sentant soutenus, l'AUU imagine une mode d'action inédit : elle lance un mot d'ordre de « grève de l'internet » pour le 3 septembre. Les webmasters espagnols sont invités à fermer leur site pour la journée, et à afficher une page d'accueil expliquant les raisons du mouvement. Pour les internautes de base, l'action consistera à ne pas se connecter ce jour-là.

VERS UN PORCAIT MENSUEL

VERS UN FORCET MENSUEL.

Le mouvement est un succès : des milliers de sites ferment et les connexions baissent de 30 à 60 %, selon les estimations. Très vite, des parlementaires déclinent de soutenir les internautes, et l'Éliphone se contente de faire un geste : elle propose un rabais de 90 % sur certaines communications locales de plus de dix minutes, et un tarif de nuit commençant plus tôt. Mais l'AjA juge ces mesures insuffisantes, et réclame la création d'un forfait mensuel bon marché permettant une connectivité illimitée. Elle pourrait avoir gain de cause très bientôt, car, à partir du 1^{er} janvier 1999, plusieurs nouveaux opérateurs vont concurrencier l'Éliphone sur le marché des communications locales.

« sont lancés dans une aventure technologique, coordonnée par un collectif hétéroclite, comprenant notamment des associations de défense des consommateurs, à un double objectif : d'abord empêcher Telecom Italia d'augmenter à nouveau ses tarifs, puis d'obliger à supprimer la « TUT » (tarification urbaine au système passé) et à la remplacer par un système forfaitaire. Certains soutiennent même qu'il faut substituer la « TUT » par la « TUE » (tarif urbain et de se connecter, comme il l'a été récemment au profit des automobilistes en leur tributant des aides à tous les usages qui valent une voiture virtuelle de 522 quinquante collectifs, baptisé « No TUT », organisé par le blocage symbolique du site www.telecomitalia.it de Telecom Italia ».

34 **Le Monde** ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia **Dimanche 8 - Lundi 9 novembre 1998**

[illegible]

Sa passion pour la technologie a conduit Alain Rossmann à émigrer dans la Silicon Valley, où il a fondé Unwired Planet

Stéphane Triamihel, chef de produit pour les services à valeur ajoutée de la division des téléphones mobiles d'Alcatel. La plupart des autres fabricants de mobiles sont sur les rangs. Tous sont confrontés aux mêmes obstacles technologiques : petite taille de l'écran et du clavier du mobile, mais aussi du débit de communication, limité à 9 600 bps, soit 3 à 6 fois moins qu'avec un poste fixe sur le réseau ISDN.

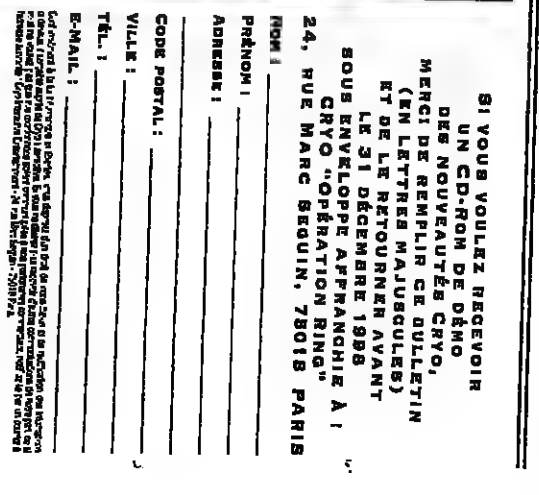
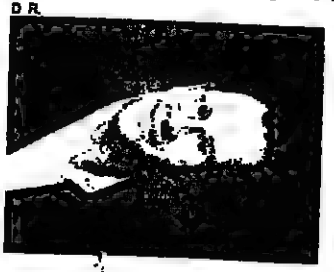
phénacène.

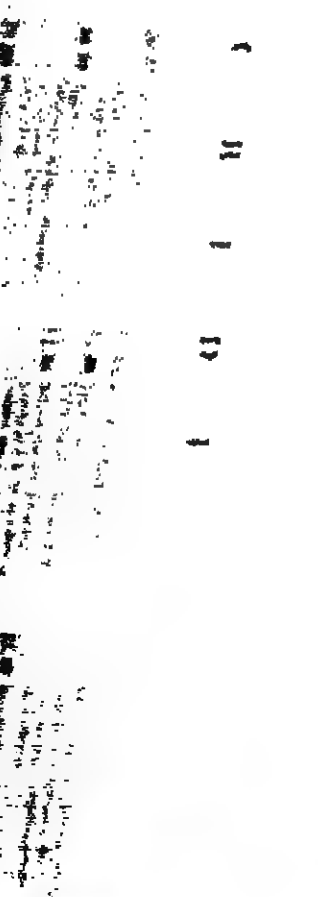
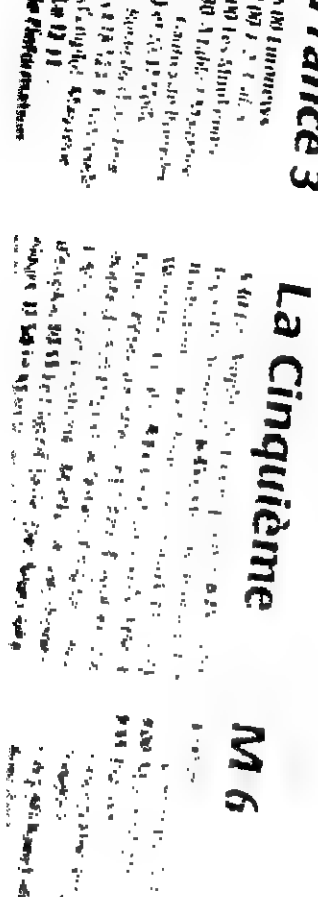
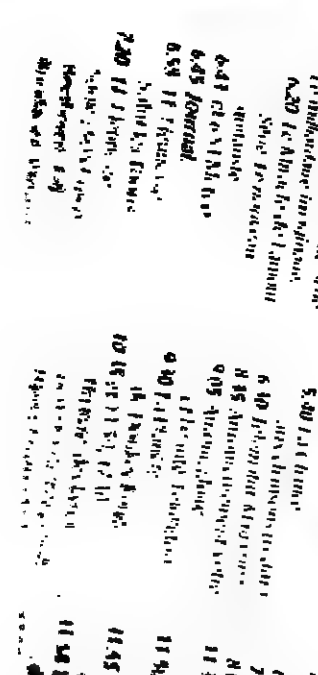
Chez Cereplé (mission mère de SFR), on est convaincu que ces obstacles seront progressivement levés : « On aura prochainement des étirons de 10 cm en 5, avec une méthode pour entendre, une oreille-croûte pour parler, ce qui permettra de mieux saisir l'état du porteur d'altération, une compression déflation pour détecter Frank Boudreau, direct-accusé de la saga. Comme cela se fait, le cas en Finlande pour certaines catégories de population (des jeunes de Vinet à Virgicrains), le mobile sera plus utilisé que le téléphone fixe pour changer véritablement, estime

L'Etat lui-même, les habitants des bordes, sur l'écran

FRANK BOBBLINSEN. Le poste fixe se servira d'accrocher à des services multimédia et nous allons nous occuper de l'ordinateur », explique-t-il. Pour le moment, chacun aura un terminal unique, mais il pourra donc être quelque peu mobile, et sur ce point, les concurrents les messages venant des fournisseurs de services Internet de type kiosque, les fournisseurs d'adresses, etc. « Ce communicationnelles ne s'entend avec des services à valeur ajoutée, les environnements AOL (NLDL : groupe Cegedel) seront adaptés pour les utilisateurs sur GSM ». Cette vision stratégique explique sans doute pourquoi SFR est le premier à expérimenter Internet sur les mobiles.

Les autres opérateurs français affichent plus d'ambition : France Télécom propose de couvrir l'ensemble des besoins, un service de confort électronique, l'heure 72 par mois. Il teste actuellement la technologie





France 2

France 3

France 4

France 5

France 6

France 7

France 8

France 9

France 10

France 11

France 12

France 13

France 14

France 15

France 16

France 17

France 18

France 19

France 20

France 21

France 22

France 23

France 24

France 25

France 26

France 27

France 28

France 29

France 30

France 31

France 32

France 33

France 34

France 35

France 36

France 37

France 38

France 39

France 40

France 41

France 42

France 43

France 44

France 45

France 46

France 47

France 48

France 49

France 50

France 51

France 52

France 53

France 54

France 55

France 56

France 57

France 58

France 59

France 60

France 61

France 62

France 63

France 64

France 65

France 66

France 67

France 68

France 69

France 70

France 71

France 72

France 73

France 74

France 75

France 76

France 77

France 78

France 79

France 80

France 81

France 82

France 83

France 84

France 85

France 86

France 87

France 88

France 89

France 90

France 91

France 92

France 93

France 94

France 95

France 96

France 97

France 98

France 99

France 100

France 101

France 102

France 103

France 104

France 105

France 106

France 107

France 108

France 109

France 110

France 111

France 112

France 113

France 114

France 115

France 116

France 117

France 118

France 119

France 120

France 121

France 122

France 123

France 124

France 125

France 126

France 127

France 128

France 129

France 130

France 131

France 132

France 133

France 134

France 135

France 136

France 137

France 138

France 139

France 140

France 141

France 142

France 143

France 144

France 145

France 146

France 147

France 148

France 149

France 150

France 151

France 152

France 153

France 154

France 155

France 156

France 157

France 158

France 159

France 160

France 161

France 162

France 163

France 164

France 165

France 166

France 167

France 168

France 169

France 170

France 171

France 172

France 173

France 174

France 175

France 176

France 177

France 178

France 179

France 180

France 181

France 182

France 183

France 184

France 185

France 186

France 187

France 188

France 189

France 190

France 191

France 192

France 193

France 194

France 195

France 196

France 197

France 198

France 199

France 200

France 201

France 202

France 203

France 204

France 205

France 206

France 207

France 208

France 209

France 210

France 211

France 212

France 213

France 214

France 215

France 216

France 217

France 218

France 219

France 220

France 221

France 222

France 223

France 224

France 225

France 226

France 227

France 228

France 229

France 230

France 231

France 232

France 233

France 234

France 235

France 236

France 237

France 238

France 239

France 240

France 241

France 242

France 243

France 244

France 245

France 246

France 247

France 248

France 249

France 250

France 251

France 252

France 253

France 254

France 255

France 256

France 257

France 258

France 259

France 260

France 261

France 262

France 263

France 264

France 265

M 6

530 et 620, 935, 1020, 1100, 1615, 1700	350 et 620, 935, 1020, 1100, 1615, 1700
Roulette des cignes	Roulette des cignes
620 et 930, 1020, 1100, 1150 M 6 experts	620 et 930, 1020, 1100, 1150 M 6 experts
505 et 6 boucquin	505 et 6 boucquin
Magasin	Magasin
1120 300 Schütz, 540e	1120 300 Schütz, 540e
Permisson de s'enfuir	Permisson de s'enfuir
T200 124 sonde	T200 124 sonde
Blanc d'été, 341e	Blanc d'été, 341e
A se parer et couronner	A se parer et couronner
T235 Pocheux Quin,	T235 Pocheux Quin,
Jeune militante, 540e	Jeune militante, 540e
Le bon et le culot	Le bon et le culot
I335	I335
Officiel, 1700e	Officiel, 1700e
Adèle, Richard Elham	Adèle, Richard Elham
Kenn, Young	Kenn, Young
(705 ml)	(705 ml)
6200	6200
1530 Les 300e	1530 Les 300e
du grand, 540e	du grand, 540e
Prémie et homme	Prémie et homme
1720 616 K4	1720 616 K4
Enigma :	Enigma :
Le monde fou	Le monde fou
de Fitz, 900e	de Fitz, 900e
1160 1000e	1160 1000e
540e, la dévotion	540e, la dévotion
1900 T2, effets spéciaux	1900 T2, effets spéciaux
Les 300e nouveaux	Les 300e nouveaux
1934 La 34e minutes	1934 La 34e minutes
2010 300e Belle famille	2010 300e Belle famille
540e, Campagne	540e, Campagne
fiction	fiction
2035 La famille Troublen,	2035 La famille Troublen,
Magasin	Magasin
2040 Passé simple,	2040 Passé simple,
Magasin, 1934,	Magasin, 1934,
la France défilant	la France défilant

X-FILE
Folle 1 de

22.40 **TIME RUNNER**
Telford, Michael Marx,
Rae Dean Hwang,
Rae Dean Chung
(05.05) **FRANCIS**
En 1922, le Tibet est à
la merci d'envahisseurs venus
du dehors. Le dernier
survivant de la nation orpheline
Fénelong revient à
Étiennette à la fin d'une fusée
éclatante dans une nuit
temporelle. Il est assailli
par ses pleurs et s'écroule
dans l'obscurité de son
caveau.

02 Broché: 56fr.
Coulures en cuir, gravure
(30 mm) **FRANCIS**

22.40 **THE LAST**
Séfer, David Duchovny
(10.00) **BERNARD**
Les deux derniers épisodes
de la trilogie de Séfer.
J'ai précédé, le 6 octobre
une religion éphémère
sélectionnée par le chœur.

À l'occasion du 80^e anniversaire de l'Armistice, Radio-France a demandé à ses auditeurs de lui envoyer les lettres de poils conservées dans leurs archives familiales. Cris d'amour et de souffrances, autant de témoignages qui éclairent l'histoire

A l'ENTRÉE d'une carole militaire à boutons dorés, le cheveu court et la moustache en ridon de vélo, un m'écarte dans la main droite, la main gauche derrière le dos. L'air grave, il est adossé à un décor peint représentant des feuillages, comme c'était la coutume chez les photographes de l'époque. Le soldat de deuxième classe, Henri Aimé Gantlé, fils d'un limonnadier de Châteaufort-Chinon, pose pour la postérité. Agent de liaison en août 1914, puis téléphoniste, il tint féquablement un journal de guerre, admirablement écrit.

« La université de Compiègne se fit au pas cadencé armer sur l'épaule. Il importait de ne pas offrir le spectacle d'un troupeau linché par les Juifs. Montrer à la population les signes extérieurs sans tropes originelles et dissimuler. Dieu ! Que s'est long ce boulog (…). La juie me manque ; j'ai une folle envie et crevais d'être ne soit pas de mode à Paris que (...). Je ne peux croire que s'en la fusse qui fait la rose et que notre amour nous rendra si compis et lit franchement que notre révolue du monde dédaigneux de la justice et du bonheur dédaigneux de

[illegible]

